



Nations Unies

**Office des Nations Unies contre la drogue
et le crime**

Rapport financier et états financiers audités

de l'année terminée le 31 décembre 2019

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-quinzième session

Supplément n° 5J

**Office des Nations Unies contre la drogue
et le crime**

**Rapport financier et états
financiers audités**

de l'année terminée le 31 décembre 2019

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2020

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	4
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes	6
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes	9
Résumé	9
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode	12
B. Principales constatations et recommandations	13
1. Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité	13
2. Aperçu de la situation financière	13
3. Délégation de pouvoir	15
4. Immobilisations corporelles	17
5. Gestion des achats	19
6. Guide comptable sur la mise en œuvre du recouvrement intégral des coûts	23
7. Gestion des voyages	24
8. Gestion des ressources humaines	26
9. Informatique et communications	27
C. Informations communiquées par l'administration	30
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens	30
2. Paiements à titre gracieux	30
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude	30
D. Remerciements	31
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2017 . .	32
III. Certification des états financiers	64
IV. Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019	65
V. États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019	79
I. État de la situation financière au 31 décembre 2019	79
II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019	80
III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2019	81
IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2019	82
V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2019	83
Notes relatives aux états financiers	84

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mars 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à la règle de gestion financière 406.3 du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les états financiers de l'Office pour l'année terminée le 31 décembre 2019, que j'approuve par la présente lettre.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

La Directrice exécutive
de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
(*Signé*) Ghada Fathi Ismail **Waly**

**Lettre datée du 21 juillet 2020, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président du Comité
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'année terminée le 31 décembre 2019.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) Kay Scheller

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons audité les états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2019, l'état des résultats financiers (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs (état V) pour la même année, ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris un récapitulatif des principales méthodes comptables.

Nous considérons que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

Base de notre opinion

Nous avons procédé à l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'ONUDC, conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à l'audit des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l'occasion de notre audit sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

Informations autres que les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes

Les autres informations présentées dans le présent rapport ont été établies par l'administration et comprennent le rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019 (chapitre IV), mais non les états financiers ni le rapport des commissaires aux comptes à proprement parler.

Notre opinion sur les états financiers ne porte pas sur ces autres informations et nous ne formulons aucune expression d'assurance à leur égard.

Nous sommes tenus dans le cadre de l'audit des états financiers de prendre connaissance de ces autres informations et de nous assurer qu'elles concordent avec les états financiers et avec les constatations que l'audit nous a permis de dégager et qu'elles ne présentent pas d'anomalies significatives. Nous sommes tenus de rendre compte de toute anomalie significative que nous pourrions déceler à cette occasion. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d'états financiers

Il incombe à la direction d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation de l'ONUDC et d'exercer le

contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre d'établir des états exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, la direction est tenue d'évaluer la capacité de l'ONUDC de poursuivre ses activités, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité des activités et de considérer qu'il poursuivra ses activités, à moins qu'elle n'ait l'intention de procéder à la liquidation de l'Office ou de mettre fin à ses activités, ou qu'elle n'ait pas d'autre solution à sa portée.

Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d'information financière de l'ONUDC.

Responsabilités des commissaires aux comptes concernant l'audit des états financiers

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé ; elle ne garantit cependant pas qu'un audit mené conformément aux Normes internationales d'audit permette de déceler systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de l'audit. Nous menons également les activités suivantes :

a) Nous décelons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et appliquons des procédures d'audit adaptées à ces risques et nous réunissons des éléments à l'occasion de notre audit qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas déceler une inexactitude significative découlant d'une fraude est plus élevé que celui de ne pas déceler une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne ;

b) Nous évaluons les contrôles internes exercés par l'ONUDC afin de concevoir des procédures d'audit appropriées, mais notre intention n'est pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles ;

c) Nous évaluons les méthodes comptables suivies et les estimations faites par l'administration, de même que l'information dont elle fait état ;

d) Nous tirons des conclusions concernant l'utilisation par la direction du principe de la continuité d'activité et, nous fondant sur les éléments que nous avons réunis dans le cadre de l'audit, nous estimons s'il existe une incertitude significative quant à des événements ou des circonstances qui pourraient compromettre la capacité de l'ONUDC de poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'appeler l'attention sur les informations pertinentes figurant dans les états financiers et d'émettre une opinion modifiée si elles ne sont pas satisfaisantes. Nos conclusions sont fondées sur les éléments réunis à la date d'établissement de notre rapport, mais nous ne pouvons pas nous engager pour l'avenir puisque l'on ne peut pas exclure que des circonstances ou des événements futurs empêchent l'ONUDC de poursuivre son activité ;

e) Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons également si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l'étendue et le calendrier de l'audit et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions avoir décelées dans le cadre de nos activités.

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

Nous estimons que les opérations comptables de l'ONUDC qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(Signé) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l'Inde
(Signé) Rajiv **Mehrishi**

Le 21 juillet 2020

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a contrôlé la gestion de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et audité ses états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019. Il a examiné les opérations et les activités financières au siège de l'ONUDC à Vienne, du 2 au 20 décembre 2019, au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, à Bangkok, du 28 octobre au 15 novembre 2019, et au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, à Nairobi, du 13 au 31 janvier 2020.

À partir d'avril 2020, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Comité a effectué l'audit à distance, y compris l'audit final des états financiers.

Étendue de l'audit

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'ONUDC, dont les vues ont été dûment prises en compte.

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'ONUDC au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a également procédé à l'examen de la gestion de l'ONUDC en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités. Le Comité a examiné sept grands domaines d'activité et processus de l'ONUDC : la gestion des voyages, la gestion des immobilisations corporelles, la gestion des achats, la gestion des ressources humaines, le processus de recouvrement intégral des coûts, la réforme du système de délégation de pouvoir, et l'informatique et les communications. Il a également examiné en détail les mesures prises par l'ONUDC pour donner suite aux recommandations formulées à l'issue des audits précédents.

Opinion du Comité des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de l'ONUDC au 31 décembre 2019, ainsi que de ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'année terminée à cette date, conformément aux normes IPSAS.

Conclusion générale

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude importante au cours de l'examen des documents comptables de l'ONUDC pour l'année terminée le

31 décembre 2019. Il a toutefois noté que des progrès pouvaient être réalisés dans tous les domaines et processus examinés.

Principales constatations

a) Délégation de pouvoir et rôles utilisateur dans Umoja

Après avoir examiné par sondage des documents relatifs à des voyages officiels et des bons de commande, le Comité a constaté que plusieurs demandes d'autorisation de voyage et bons de commande avaient été validés par des fonctionnaires qui n'avaient pas reçu de délégation de pouvoir ou qui, au vu du document pertinent, n'avaient pas accepté la délégation accordée. En outre, il a été constaté que pour le siège de l'ONUDC, le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique et le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, les rôles utilisateur dans Umoja des fonctionnaires concernés ne concordaient pas avec les attributions spécifiées dans les délégations de pouvoir. Par conséquent, certains fonctionnaires ont pu approuver dans Umoja des voyages ou des bons de commande sans y être habilités.

b) Immobilisations corporelles

Le Comité a examiné les procédures de décomptabilisation et de passation par pertes et profits des immobilisations et a constaté qu'un certain nombre d'actifs immobilisés avaient été transférés à des bénéficiaires sans être sortis du système, tandis que d'autres avaient été transférés à des bénéficiaires sans l'approbation du Comité local ou du Comité central de contrôle du matériel.

c) Pièces justificatives de la prestation de services

Après avoir examiné 30 documents relatifs à des biens et services au siège de l'ONUDC et 30 feuilles de saisie des services au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, les auditeurs ont constaté que ni le siège ni le Bureau régional ne disposaient des informations nécessaires dans Umoja quant au moment exact où ces services avaient été exécutés.

d) Guide comptable sur la mise en œuvre du recouvrement intégral des coûts

Au cours de l'audit, plusieurs réunions ont eu lieu avec la Section de la comptabilité et la Section du budget afin d'obtenir des informations sur la procédure suivie au siège de l'ONUDC pour les calculs liés au recouvrement intégral des coûts. Il a été relevé qu'il n'existait pas de guide officiel décrivant les étapes et les procédures comptables que les fonctionnaires du siège de l'ONUDC doivent suivre pour ces calculs.

Principales recommandations

Compte tenu des constatations susmentionnées, le Comité recommande principalement à l'ONUDC de :

a) Revoir les délégations de pouvoir à l'échelle de l'entité, y compris dans les bureaux extérieurs, afin de s'assurer qu'elles ont toutes été accordées en utilisant le portail prévu à cet effet, conformément au nouveau dispositif de délégation de pouvoir ;

b) Procéder à une révision complète des rôles utilisateur dans Umoja pour ce qui est de la délégation de pouvoir, et modifier ceux qui ne sont pas conformes à la délégation accordée ;

c) Déployer les efforts nécessaires pour que toutes les immobilisations qui doivent être décomptabilisées au cours de l'exercice soient supprimées de la

liste des immobilisations en temps utile, et s'assurer qu'aucun actif n'est transféré à des bénéficiaires sans l'approbation préalable du Comité local ou du Comité central de contrôle du matériel, selon le cas ;

d) Améliorer les contrôles internes portant sur le processus de réception des services, afin de s'assurer qu'il existe des preuves adéquates concernant l'exécution de chaque service ;

e) Mettre en place une procédure standard définissant un critère unique pour la comptabilisation des charges dans Umoja au moyen d'une feuille de saisie des services ;

f) Élaborer un guide comptable interne afin de décrire les étapes et les procédures à suivre pour la comptabilisation des flux liés au recouvrement intégral des coûts.

Chiffres clefs

Personnel permanent : 670 fonctionnaires dans 85 lieux d'affectation

356,3 millions de dollars : Montant du budget initialement prévu pour 2019 (exercice biennal 2018-2019)

458,1 millions de dollars : Montant des produits en 2019

374,8 millions de dollars : Montant des charges en 2019

254,3 millions de dollars : Montant net des contributions à recevoir de donateurs au titre des accords en vigueur

805,6 millions de dollars : Montant de la trésorerie et des placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités de l'ONU

A. Mandat, étendue de l'audit et méthode

1. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a été créé pour permettre à l'Organisation d'exécuter de manière intégrée ses programmes de lutte contre la drogue et le crime, en s'attaquant aux problèmes interdépendants du contrôle des drogues, de la prévention du crime et de la lutte contre le terrorisme international, dans la perspective du développement durable et de la sécurité humaine (ST/SGB/2004/6). L'entité mène à cet égard toute une série d'initiatives, notamment des projets de développement alternatif et des programmes de contrôle de cultures illicites et de lutte contre le blanchiment d'argent. En janvier 2020, elle comptait environ 670 fonctionnaires permanents et 1 548 agents locaux répartis dans plus de 85 pays du monde entier. Pratiquement l'ensemble de ses activités se déroulent dans le cadre de projets autonomes menés aux niveaux national, régional et mondial.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'ONUDC pour l'année terminée le 31 décembre 2019, en application de la résolution 74 (I) adoptée par l'Assemblée générale en 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies (ST/SGB/2013/4) et aux règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (ST/SGB/2015/4, annexe III), ainsi qu'aux Normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

3. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'ONUDC au 31 décembre 2019 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'année terminée à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Il a été effectué au siège de l'ONUDC à Vienne, au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique et au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est.

4. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

5. Le Comité a également procédé à l'examen de la gestion de l'ONUDC en application de l'article 7.5 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités. À partir d'avril 2020, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Comité a effectué l'audit à distance, y compris l'audit final des états financiers.

6. Le Comité a examiné sept grands domaines d'activité et processus de l'ONUDC : la gestion des voyages, la gestion des immobilisations corporelles, la gestion des achats, la gestion des ressources humaines, le processus de recouvrement intégral des coûts, la réforme relative à la délégation de pouvoir, et l'informatique et les communications. Il a également examiné les mesures prises par l'ONUDC pour donner suite aux recommandations formulées à l'issue des audits précédents.

7. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale.

8. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'ONUDC, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Principales constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité

9. Le Comité a constaté que, sur les 50 recommandations en suspens au 31 décembre 2018, 21 (soit 42 %) avaient été appliquées intégralement, 28 (56 %) étaient en cours d'application, et une (2 %) était devenue caduque (voir tableau II.1). On trouvera dans l'annexe du chapitre II du présent rapport des précisions sur l'état d'application des recommandations formulées les années antérieures.

Tableau II.1

État d'application des recommandations

	<i>Recommandation intégralement appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
Total	21	28	0	1
Pourcentage	42	56	0	2

Source : Comité des commissaires aux comptes.

10. Des progrès significatifs ont été enregistrés pour certaines des recommandations toujours en cours d'application, notamment en ce qui a trait aux objectifs de développement durable et au cadre stratégique, ainsi qu'aux instructions de la direction, aux examens menés conformément au manuel relatif aux programmes et aux opérations, et à l'élaboration d'un processus d'examen des pratiques de la Section de l'évaluation indépendante. Néanmoins, des mesures doivent encore être prises par la direction pour appliquer toutes les recommandations encore en suspens ou en cours d'application.

2. Aperçu de la situation financière

11. L'ONUDC est financé principalement par des contributions volontaires. En 2019, celles-ci ont atteint un montant net de 375,2 millions de dollars (contre 332,3 millions de dollars en 2018), pour des produits d'un montant total de 458,1 millions de dollars (409,1 millions de dollars en 2018). Les produits comprenaient également un montant de 32 millions de dollars au titre du budget ordinaire de l'ONU (34,3 millions de dollars en 2018). Les charges se sont élevées à 374,8 millions de dollars (332,3 millions de dollars en 2018), d'où un excédent de 83,3 millions de dollars (76,9 millions de dollars en 2018) principalement imputable à l'augmentation des charges, qui ont augmenté plus que les produits (respectivement 12,8 % et 12 %). En outre, l'entité, après examen de toutes les contributions annoncées qui pourraient s'avérer irrécouvrables, a ajusté le montant de la provision pour dépréciation des créances douteuses, dont le montant était de 3,5 millions de dollars à la clôture (voir la note 7 du chapitre V). Le Comité a constaté que la part des contributions non préaffectées continuait d'augmenter. Il a également constaté qu'il fallait mettre en place un dispositif efficace de contrôle pour exécuter rapidement les projets une fois les fonds reçus, d'autant plus que le calendrier des encaissements était irrégulier.

12. Au vu de l'analyse des ratios de structure financière réalisée par le Comité, la situation financière de l'Office demeure saine malgré la concurrence existante en ce

qui concerne les contributions des donateurs, mais elle s'est légèrement dégradée par rapport à 2018, avec un ratio actif/passif de 3,17. Le ratio de liquidité générale a également diminué pour s'établir à 5,14. L'analyse des ratios laisse apparaître une certaine cohérence au fil des dernières années financières (voir tableau II.2).

Tableau II.2
Analyse des ratios

<i>Ratio</i>	<i>31 décembre 2019</i>	<i>31 décembre 2018</i>	<i>31 décembre 2017</i>
Total de l'actif/total du passif^a			
Actif/passif	3,17	3,03	2,73
Ratio de liquidité générale^b			
Actifs courants/passifs courants	5,14	5,44	4,18
Ratio de liquidité relative^c			
(Disponibilités + placements à court terme + créances)/passifs courants	4,88	5,24	4,07
Ratio de liquidité immédiate^d			
(Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants	4,11	4,30	2,92

Source : États financiers de l'ONUDC.

^a Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

^b Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^c Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

13. Les deux principales composantes de l'actif sont, d'une part, le solde de la trésorerie et des placements, dont le montant total s'élevait à 805,6 millions de dollars (719,2 millions de dollars en 2018), et d'autre part, les contributions volontaires à recevoir des donateurs, qui s'établissaient à 254,3 millions de dollars (251,7 millions de dollars en 2018). Le solde de la trésorerie et des placements est géré par le Secrétariat de l'ONU, à New York, dans le cadre d'un fonds de gestion centralisée des liquidités. Les produits des placements ont atteint 19,2 millions de dollars (contre 13,5 millions de dollars en 2018). Les contributions volontaires à recevoir correspondent aux sommes restant dues pendant la durée des accords conclus avec les donateurs. La part de ces actifs dont l'échéance est supérieure à un an s'élève à 135,9 millions de dollars (113,5 millions de dollars en 2018). Le montant des contributions volontaires à recevoir a augmenté de 0,1 % en 2019 (contre une baisse de 10 % en 2018), ce qui traduit une amélioration des encaissements par rapport à l'année précédente. Les encaissements par anticipation de contributions volontaires conditionnelles, qui s'élevaient à 159,3 millions de dollars (151,2 millions de dollars en 2018), constituent le principal élément de passif de l'Office. Ils proviennent d'accords conclus avec l'Union européenne, qui prévoient que les produits seront comptabilisés lorsque les conditions énoncées dans les accords seront remplies, au cours de futures années financières. Du point de vue de l'Office, ces encaissements correspondent à des engagements pris auprès des donateurs et au titre desquels des services seront fournis à l'avenir. Le montant élevé de ces produits constatés d'avance montre à quel point les produits futurs, et une grande partie des créances, dépendent

de la capacité de l'Office de poursuivre les projets et programmes en cours conformément aux engagements pris.

14. Les engagements au titre des avantages du personnel, qui représentaient 117 millions de dollars (contre 116,6 millions de dollars en 2018), sont le deuxième élément de passif important de l'ONUDC. Ils correspondent au solde en fin d'année des engagements contractés, dont le coût estimatif de l'assurance maladie après la cessation de service (80,6 millions de dollars, contre 88 millions de dollars en 2018) forme la plus grande part. Du fait d'un taux d'actualisation plus élevé et d'autres ajustements réalisés sur la base des données historiques, ainsi que de la révision des hypothèses démographiques, le résultat de l'évaluation actuarielle présente un gain net de 8,6 millions de dollars (contre un gain de 12 millions de dollars en 2018), comme indiqué dans la note 14. Il importe cependant de continuer à faire en sorte que les projets actuellement financés bénéficient de contributions suffisantes pour couvrir toute éventuelle augmentation des coûts afférents, afin que les futurs donateurs n'aient pas à financer des projets passés.

3. Délégation de pouvoir

Délégation de pouvoir et rôles utilisateur dans Umoja

15. Dans sa circulaire [ST/SGB/2019/2](#) du 17 décembre 2018, le Secrétaire général a défini un nouveau système de délégation de pouvoir. Ce faisant, il a annulé toutes les délégations et sous-délégations de pouvoir accordées en vertu du Statut et du Règlement du personnel ou du Règlement financier et des règles de gestion financière à tout fonctionnaire des Nations Unies. En conséquence, chaque délégation existante devait être réémise.

16. Toutes les délégations de pouvoir doivent être faites officiellement sur le portail en ligne prévu à cet effet. Les pouvoirs délégués et toute limitation y afférente doivent être clairement énoncés et acceptés à la fois par le mandant et le délégataire, et ces informations doivent se trouver sur le portail. Des pouvoirs délégués peuvent à leur tour être délégués, à moins que le mandant n'ait exclu la possibilité d'une nouvelle délégation dans le texte de la délégation ou de la sous-délégation.

17. Le nouveau système devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Pour éviter de perturber les opérations, une période transitoire a été mise en place jusqu'au 30 juin 2019. Toutes les délégations et sous-délégations existantes ont été annulées le 30 juin 2019, les chefs d'entité étant tenus de modifier expressément chaque sous-délégation au moyen du portail.

18. En outre, selon la deuxième édition du document de questions et réponses sur la délégation de pouvoir, publiée en 2019, pour sous-déléguer des pouvoirs au moyen du portail, les chefs d'entité devaient s'assurer que tous les rôles utilisateur requis dans Umoja et Inspira aient bien été attribués au plus tard le 30 juin 2019. Par conséquent, les rôles utilisateur dans Umoja devaient être alignés sur les sous-délégations effectuées au moyen du portail, et tous les droits d'accès devaient être attribués ou retirés avant la fin de la période de transition.

19. Conformément à la circulaire susmentionnée, le Secrétaire général adjoint chargé du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel ont envoyé un mémorandum intérieur au Directeur exécutif de l'ONUDC le 21 août 2019, dans lequel ils donnaient des orientations concernant la mise en œuvre du nouveau système de délégation de pouvoir¹.

¹ Le sujet avait déjà été débattu à l'ONUDC : en octobre 2018, le Comité exécutif de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDC, un organe commun composé de tous les directeurs des

20. Un examen par sondage a été effectué au siège de l'ONUDC, au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique et au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est concernant les voyages officiels et les bons de commande soumis et approuvés au cours de la période audité. Le Comité a constaté les situations suivantes :

a) Un échantillon de 30 voyages officiels effectués entre janvier et septembre 2019 a été examiné au siège de l'ONUDC. Une demande d'autorisation de voyage avait été approuvée avant que la délégation de pouvoir n'ait été acceptée. En outre, six demandes d'autorisation de voyage avaient été approuvées dans Umoja par un fonctionnaire chargé du traitement des dossiers de voyage qui n'avait pas reçu de délégation de pouvoir ;

b) Un échantillon de 30 voyages officiels a été examiné au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique. Il a été constaté que sept demandes d'autorisation de voyage avaient été approuvées dans Umoja par un assistant administratif qui n'avait pas reçu de délégation de pouvoir ;

c) Un échantillon de 30 voyages officiels a été examiné au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est. Trois demandes d'autorisation de voyage avaient été approuvées avant que la délégation de pouvoir n'ait été acceptée. En outre, six demandes d'autorisation de voyage avaient été approuvées dans Umoja par un fonctionnaire chargé du traitement des dossiers de voyage qui n'avait pas reçu de délégation de pouvoir ;

d) Concernant un échantillon de 25 bons de commande soumis et approuvés au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique au cours de la période audité, il a été constaté que deux d'entre eux avaient été approuvés avant que la délégation de pouvoir ne soit acceptée ;

e) Sur un échantillon de 30 bons de commande soumis et approuvés au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est au cours de la période audité, neuf ont été approuvés avant que la délégation de pouvoir n'ait été acceptée.

21. Les rôles utilisateur concernés par les opérations mentionnées précédemment sont : TV.07 – fonctionnaire chargé d'autoriser les voyages et les expéditions ; TV.10 – fonctionnaire chargé du traitement des dossiers de voyage ; SA.16 – fonctionnaire chargé de la gestion des achats. Pour ces rôles, les délégations de pouvoir auraient respectivement dû être agent certificateur, agent coordonnateur et responsable des achats.

22. Étant donné que plusieurs voyages officiels et bons de commande ont été approuvés par des fonctionnaires non habilités, le Comité estime que l'ONUDC n'a pas encore complètement mis en œuvre le nouveau système de délégation de pouvoir, tant au siège que dans ses bureaux extérieurs.

23. En outre, comme le Secrétaire général l'indique dans sa circulaire, les rôles utilisateur dans Umoja devraient être alignés sur les sous-délégations effectuées au moyen du portail, et tous les droits d'accès auraient dû être attribués ou retirés avant la fin de la période de transition. Le Comité a constaté que cette mesure obligatoire n'avait pas été pleinement appliquée.

24. À cet égard, le Comité considère qu'il doit y avoir cohérence entre la délégation de pouvoir et les rôles utilisateur dans Umoja. Comme mentionné précédemment, certains fonctionnaires ont pu approuver des voyages ou des bons de commande dans

deux entités ainsi que d'autres hauts fonctionnaires, est parvenu à un accord dans lequel était énoncée, entre autres, la nécessité d'accroître la délégation de pouvoir et la décentralisation en ce qui concerne les bureaux extérieurs, sur la base d'une évaluation et d'un examen des fonctions clairs et convenus.

Umoja même s'ils ne disposaient pas de la délégation nécessaire, étant donné que leur rôle utilisateur n'avait pas été modifié.

25. Par conséquent, il apparaît nécessaire que lorsqu'un fonctionnaire (agent certificateur ou chargé d'autoriser les voyages et les expéditions, agent certificateur ou agent coordonnateur) n'a pas reçu la délégation de pouvoir qui s'impose, il ou elle ne puisse réaliser les opérations correspondantes dans Umoja, et notamment approuver un voyage ou un bon de commande.

26. Outre la nécessité de se conformer à la circulaire du Secrétaire général, toute autorisation de voyage ou validation d'un bon de commande en l'absence d'une délégation de pouvoir entraîne un risque juridique et financier. Les bons de commande validés par une personne non habilitée peuvent être source d'incertitude juridique, et donc potentiellement avoir des incidences financières.

27. Le Comité recommande que l'ONUDC examine les délégations de pouvoir à l'échelle de l'entité, y compris dans les bureaux extérieurs, afin de s'assurer qu'elles ont toutes été accordées en utilisant le portail prévu à cet effet, comme le veut le nouveau système de délégation de pouvoir.

28. Le Comité recommande en outre que l'ONUDC procède à une révision complète des rôles utilisateur dans Umoja afin de modifier ceux qui ne sont pas conformes aux pouvoirs accordés dans les délégations.

29. L'ONUDC a accepté ces recommandations et déclaré qu'elles avaient été appliquées. L'entité a expliqué qu'elle avait déjà procédé à un examen général de ses délégations de pouvoir. Le Comité a également été informé que la Section de suivi des délégations de pouvoir, qui relève de la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, s'assure de la cohérence des rôles utilisateur dans Umoja au regard des délégations de pouvoir et notifie chaque trimestre les anomalies constatées. Il a reçu confirmation que le dernier examen réalisé par la Section datait de mars 2020.

30. Le Comité salue les efforts déployés par l'ONUDC concernant les délégations de pouvoir, mais il considère, au vu des éléments reçus, que l'Office n'est toujours pas en mesure d'affirmer que toutes les délégations en question ont bien été accordées au moyen du portail.

4. Immobilisations corporelles

Gestion des immobilisations corporelles

31. Le traitement des immobilisations corporelles est défini dans la norme IPSAS 17, dont le premier paragraphe est libellé comme suit : « L'objectif de la présente norme consiste à prescrire le traitement comptable des immobilisations corporelles de sorte que les utilisateurs des états financiers puissent distinguer les informations relatives aux investissements d'une unité dans ses immobilisations corporelles et celles relatives aux variations de cet investissement. Les questions fondamentales concernant la comptabilisation des immobilisations corporelles portent sur la comptabilisation des actifs, la détermination de leur valeur comptable ainsi que la comptabilisation des dotations aux amortissements et des pertes de valeur correspondantes. »

32. Dans ce contexte, la perte de valeur d'un actif non générateur de trésorerie est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur de service recouvrable.

33. En outre, en vertu du paragraphe 13.2.28 des Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des normes IPSAS, une immobilisation corporelle doit être supprimée de la liste des immobilisations (décomptabilisée) lorsque sa cession a été approuvée. Concrètement, l'actif doit être déprécié avant que sa cession n'ait lieu, après avoir été identifié comme un élément ne pouvant plus procurer d'avantages économiques futurs ni n'ayant un potentiel de service.

34. En vertu du paragraphe 13.2.29, la cession peut prendre la forme d'un transfert, d'une donation, d'une vente ou d'une mise au rebut.

35. Enfin, selon les règles de délégation de pouvoir définies dans un document diffusé par le responsable de la gestion des biens de l'Office, la décision d'autoriser une cession doit se faire sur la base de la valeur comptable nette de chaque élément d'actif, en fonction des seuils suivants :

a) La proposition de cession de tout bien dont la valeur comptable nette est comprise entre 3 000 et 25 000 dollars doit être soumise au Comité local de contrôle du matériel.

b) La proposition de cession de tout bien dont la valeur comptable nette excède 25 000 dollars doit être soumise au Comité central de contrôle du matériel.

36. Afin de vérifier le respect des règles susmentionnées, le Comité a examiné la façon dont l'ONUDC procédait à la décomptabilisation des actifs immobilisés, ainsi que le processus de passation par pertes et profits. Les problèmes suivants ont été détectés :

a) Quarante-quatre immobilisations de l'ONUDC qui ont été transférées à des bénéficiaires auraient dû être décomptabilisées au 31 décembre 2019 (voir tableau II.3).

Tableau II.3

Actifs immobilisés transférés sans avoir été décomptabilisés

<i>Type d'actif</i>	<i>Nombre d'actifs</i>	<i>Valeur comptable (en milliers de dollars des États-Unis)</i>
Bâtiments	2	16
Mobilier et agencements	2	69
Matériel informatique et matériel de communication	10	126
Matériel et outillage	14	479
Véhicules	16	220
Total	44	910

b) Le Comité a constaté que 42 autres immobilisations corporelles, pour un montant total de 2,6 millions de dollars, avaient été transférées à des bénéficiaires sans l'approbation du Comité local ou du Comité central de contrôle du matériel, et qu'elles avaient été supprimées de la liste des immobilisations, mais pas dans Umoja (voir tableau II.4).

Tableau II.4
Actifs immobilisés transférés sans autorisation

Type d'actif	Nombre d'actifs	Valeur comptable (en milliers de dollars des États-Unis)
Matériel informatique et matériel de communication	5	269
Matériel et outillage	21	1 585
Véhicules	16	783
Total	42	2 637

37. Le Comité estime que les opérations exposées ci-dessus ne sont pas conformes à la norme IPSAS 17 et aux Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des normes IPSAS, ce qui empêche de donner une image fidèle des immobilisations corporelles de l'ONUDC.

38. En outre, même si les Principes directeurs de l'ONU stipulent que pour qu'une immobilisation soit décomptabilisée, sa cession doit être approuvée, ce processus d'approbation doit être aussi efficace que possible et garantir que l'information financière est complète, neutre et exempte d'anomalie significative à la fin de chaque année.

39. **Le Comité recommande que l'ONUDC déploie les efforts nécessaires pour veiller à ce que toutes les immobilisations qui doivent être décomptabilisées au cours de l'exercice soient supprimées de la liste des immobilisations en temps utile et s'assurer qu'aucun actif n'est transféré à des bénéficiaires sans l'approbation préalable du Comité local ou du Comité central de contrôle du matériel, selon le cas.**

40. L'ONUDC a accepté la recommandation et ajouté qu'il élaborerait un plan pour veiller à ce que les immobilisations soient décomptabilisées en temps voulu et que les charges soient constatées dans la période appropriée, de manière à ce qu'Umoja reflète avec précision la situation réelle des immobilisations corporelles et que les comptes de l'ONUDC soient exempts d'anomalie significative à cet égard.

5. Gestion des achats

Pièces justificatives de la prestation de services

41. Les règles de comptabilisation des charges sont établies au chapitre 10 des Principes directeurs de l'ONU concernant l'application des normes IPSAS, dont le paragraphe 10.1 est libellé comme suit : « Les normes IPSAS ne contiennent pas de dispositions expresses sur le traitement comptable des charges et leur constatation. Ce traitement découle du principe fondamental de la comptabilité d'exercice. Selon la norme IPSAS 1 (Présentation des états financiers), une charge est constatée en comptabilité d'exercice lorsque l'opération ou le fait économique dont elle résulte se produit. »

42. Cette constatation n'est donc pas liée au moment d'une entrée ou d'une sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie. Les opérations et autres faits économiques « sont portés dans les livres et constatés dans les états financiers de la période à laquelle ils se rapportent » (ibid.).

43. Concernant le principe d'exécution, le paragraphe 10.2.7 stipule que « lorsque l'on cherche à déterminer l'existence d'un passif et celle d'une obligation actuelle se rapportant à des biens et services, c'est essentiellement le “principe d'exécution” qui

s'applique en vertu des normes IPSAS. Dès lors que des biens ou services ont été reçus, l'entité qui présente les états financiers est tenue de les payer. »

44. Le paragraphe 10.2.9 est libellé comme suit : « L'application du principe d'exécution signifie que la réception d'une facture ou d'un paiement en espèces n'est pas le moment auquel des charges au titre de biens ou de services doivent être constatées. La constatation de ces charges aura lieu lorsque les biens ou les services seront reçus ; dans ces conditions, la détermination de la date de réception constitue une décision essentielle. »

45. Conformément au manuel de comptabilité IPSAS/Umoja publié en décembre 2016, il faut utiliser la feuille de saisie des services dans Umoja pour confirmer l'exécution des services qui ont donné lieu à un contrat. Cette feuille de saisie permet également d'entrer dans Umoja d'autres données, informations ou pièces jointes relatives à l'exécution du service, par exemple des feuilles de temps, des rapports concernant les vols et des bordereaux de livraison de carburant.

46. Au cours de l'audit de la procédure de gestion des achats, des contrôles par sondage ont été réalisés sur un échantillon de 30 feuilles de saisie des services au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, et sur un échantillon de 30 documents relatifs à des biens et services au siège de l'ONUDC. Les pièces justificatives de la livraison des biens et de l'exécution des services ont été examinées.

47. Le contrôle mené au siège de l'ONUDC a mis en évidence que dans 11 cas, il n'existait pas dans Umoja de pièces justificatives relatives à la date d'exécution des services. Pour ce qui est du Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, dans trois cas, il n'y avait pas de pièces justifiant la prestation des services, et dans huit cas, la date d'exécution n'avait pas été indiquée dans le document pertinent.

48. Le Comité estime que l'absence de pièces justificatives adéquates attestant des dates d'exécution des services peut poser problème quant à la bonne imputation des charges à l'exercice auquel elles doivent être rattachées.

49. Cette situation pourrait témoigner d'une lacune des procédures de contrôle interne des prestations de services dans le cadre du processus de passation de marchés. En outre, l'existence de pièces justificatives permettrait de garantir que les services ont bien été exécutés.

50. Le Comité recommande que l'ONUDC améliore les contrôles internes portant sur le processus de réception des services afin de s'assurer qu'il existe des preuves adéquates concernant l'exécution de chaque service.

51. Le Comité recommande également que l'ONUDC mette en place une procédure standard définissant un critère unique pour la comptabilisation des charges dans Umoja au moyen d'une feuille de saisie des services.

52. Le siège de l'ONUDC a accepté ces deux recommandations. En ce qui concerne la première, l'entité a déclaré que l'instruction serait donnée à tous les bureaux concernés d'inclure des informations supplémentaires indiquant la date d'exécution du service.

53. Pour sa part, le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a déclaré que la validation des feuilles de saisie des services était désormais centralisée à Bangkok et confiée à un agent certificateur à plein temps. Un deuxième agent certificateur était en poste depuis le 30 mars 2020, et il était prévu que la liste des documents requis pour chaque transaction soit diffusée en avril 2020.

54. En ce qui concerne la deuxième recommandation, l'ONUDC a expliqué que le Service de la gestion des ressources financières organiserait une formation approfondie sur les normes IPSAS en matière de comptabilisation des charges et leur

saisie dans Umoja, et qu'il publierait d'ici la fin du troisième trimestre de 2020 une procédure de comptabilisation des charges fondée sur un critère unique et l'utilisation des feuilles de saisie des services.

Conformité du processus de passation des marchés

55. Le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU régissent, entre autres, la procédure de passation des marchés. La règle 105.14 stipule ce qui suit :

« les marchés sont passés sur la base d'une mise en concurrence effective ; la procédure menée à cette fin comprend, selon le cas, les activités suivantes :

[...]

d) Procédures formelles d'appel à la concurrence : appel d'offres ou invitation à soumissionner avec publicité préalable ou sollicitation directe de fournisseurs invités ; ou procédures informelles d'appel à la concurrence ».

La règle 105.16 stipule les dérogations à l'application des procédures formelles d'appel à la concurrence dans les cas où cela ne serait pas dans l'intérêt de l'Organisation.

56. Le Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, en date du 30 septembre 2019, détaille les dérogations aux procédures formelles d'appel à la concurrence. En ce qui concerne la procédure pour les achats de faible valeur, il est précisé dans le paragraphe 6.3.2 qu'il s'agit d'une forme d'achat direct initié par le demandeur ou un fonctionnaire chargé des achats en lieu et place d'une procédure formelle d'appel à la concurrence. Cette procédure doit être utilisée pour l'achat de biens ou de services facilement disponibles, de série ou standard, d'une valeur maximale de 10 000 dollars, ou de simples travaux ou services d'une valeur inférieure ou égale à ce montant. Les contrats pour les achats de faible valeur sont attribués au soumissionnaire le moins-disant proposant une solution techniquement acceptable, et l'achat est approuvé par un responsable ou un agent certificateur sous réserve que plusieurs conditions soient remplies, l'une d'entre elles étant l'obtention d'offres de la part d'au moins trois fournisseurs.

57. Des fournisseurs concurrentiels doivent être sollicités sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs similaires. Les devis doivent être comparables pour que le meilleur rapport qualité-prix soit obtenu en sélectionnant le moins-disant, ou une justification écrite doit être enregistrée dans Umoja si l'offre présentant le meilleur rapport qualité-prix n'est pas la moins chère. Les devis doivent être téléversés dans Umoja. Si un fonctionnaire n'est pas en mesure d'obtenir trois devis malgré tous ses efforts, il faut ajouter une explication écrite dans Umoja.

58. D'autre part, le chapitre 6.8 du Manuel des achats établit la procédure à suivre pour les achats réalisés directement auprès d'un unique fournisseur. Cette modalité doit être utilisée lorsqu'il n'est pas dans l'intérêt de l'Organisation de lancer une procédure formelle d'appel à la concurrence. Si tel est le cas, le responsable des achats doit demander un devis au fournisseur, après approbation par l'autorité compétente chargée de la passation des marchés. Le contrat doit être attribué à un fournisseur dont l'offre répond pour l'essentiel aux besoins pour un prix acceptable. Dans le cadre de cette procédure, une annonce résumant les besoins doit être affichée sous la forme d'une demande de manifestation d'intérêt afin d'informer les fournisseurs intéressés. Si le responsable des achats décide de ne pas afficher d'annonce parce que les circonstances ne le justifient pas, il doit en indiquer les raisons dans une note jointe au dossier. Un comité technique et un comité d'évaluation financière composés

respectivement d'experts techniques et de responsables des achats doivent évaluer l'offre reçue, notamment sa qualité et le caractère justifiable du prix.

59. Enfin, le chapitre 6.11 du Manuel des achats traite de la normalisation des biens ou services requis (en particulier la section 6.11.4, qui renvoie à la règle 105.16 a) ii) du Règlement financier et des règles de gestion financière). La normalisation est acceptable lorsque des biens, équipements ou technologies identiques ont été récemment achetés dans le cadre d'un contrat existant ou précédent conclu par l'ONU et qu'il est établi qu'il y a lieu d'assurer la compatibilité avec les biens, équipements ou technologies existants ou des travaux en cours. Il convient toujours d'examiner et de justifier la capacité du marché initial à répondre aux besoins de l'ONU, l'importance relative de l'achat proposé par rapport au marché initial, le caractère raisonnable du prix et l'inadéquation des solutions de rechange aux biens concernés. Dans tous les cas, il revient à une autorité technique habilitée de décider officiellement de la normalisation. Une procédure de mise en concurrence doit être engagée s'il existe plusieurs sources d'approvisionnement. Si une dérogation doit être faite à l'application des procédures formelles d'appel à la concurrence, pour des raisons de détermination ou de normalisation antérieures, le responsable des achats doit en apporter la justification, y compris, le cas échéant, pour la détermination ou les raisons antérieures de la nécessité d'une normalisation, les conditions de la normalisation signée par l'autorité technique compétente et le caractère raisonnable des prix.

60. Afin de déterminer si le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique respecte les règles relatives aux achats, un échantillon de 25 bons de commande soumis et approuvés pendant la période audité a été sélectionné dans Umoja. Cet échantillon était constitué de commandes inférieures à 10 000 dollars, de commandes comprises entre 10 000 et 40 000 dollars, et de commandes supérieures à 40 000 dollars.

61. Dans deux cas, le dossier de commande contenait une note approuvée stipulant qu'il ne fallait pas procéder à une mise en concurrence, mais plutôt continuer de s'approvisionner auprès du même fournisseur. Les montants en cause étaient respectivement de 344 et 1 285 dollars. Aucun devis n'a été trouvé pour la procédure d'achat relative à 2019. Les arguments utilisés dans les notes versées au dossier étaient que le service d'hébergement web était satisfaisant et que le logiciel acheté avait fait la preuve de son efficacité.

62. À cet égard, le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a indiqué que les deux commandes avaient été passées dans le cadre d'une procédure sans appel à la concurrence et qu'elles s'inscrivaient dans le prolongement des processus de sélection menés plusieurs années auparavant (en 2013 et 2014). Il a ajouté qu'à l'origine, il y avait eu un appel à la concurrence.

63. Le Comité estime que lors du renouvellement des services en question, le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique n'a suivi dans leur intégralité aucune des procédures exceptionnelles susmentionnées. Aucun appel d'offres n'a été lancé, et les justifications fournies n'expliquent pas pourquoi une dérogation à la procédure d'appel à la concurrence avait été demandée. Même si la passation de contrats de gré à gré est justifiée, la procédure susmentionnée doit être suivie afin de garantir le meilleur rapport qualité-prix. Si une normalisation est choisie, la procédure appropriée doit être suivie.

64. À cet égard, les arguments précédemment mentionnés par l'Office – la satisfaction à l'égard de la prestation de service et l'efficacité du logiciel – ne justifiaient pas sa décision de ne pas publier d'appel d'offres ou de ne pas demander au fournisseur de fournir des informations actualisées concernant son offre. En outre,

une évaluation technique et financière aurait dû être effectuée par un comité d'évaluation.

65. En raison de ces omissions, il n'est pas possible de s'assurer que le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique ait obtenu le meilleur rapport qualité-prix en ce qui concerne les commandes susmentionnées, compte tenu du fait que les procédures d'appel d'offres initiales datent de 2013 et 2014.

66. Enfin, en application des règles, les documents relatifs aux achats de faible valeur doivent être téléversés dans Umoja. Toutefois, le Comité a constaté que plusieurs des bons de commande examinés n'étaient disponibles qu'en version papier.

67. Le Comité recommande que le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique se conforme à la procédure de passation des marchés en vigueur pour les besoins récurrents.

68. En outre, le Comité recommande que le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique conserve dans Umoja tous les devis et toutes les pièces justificatives afférents à chaque achat de faible valeur.

69. Les deux recommandations ont été acceptées. En ce qui concerne la première, le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a informé le Comité qu'il avait lancé en avril 2020 une procédure d'appel à la concurrence pour s'assurer d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour les achats dont la procédure avait été remise en cause par le Comité. Le même mois, il a publié une instruction de la direction révisée à cet effet et a rappelé la nécessité de respecter les règles et procédures d'achat. Pour sa part, la Section des achats de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUUV), qui s'occupe des achats pour le siège de l'ONUDC, a proposé d'apporter son appui sur ce sujet au personnel du Bureau régional.

70. En ce qui concerne le téléversement dans Umoja des devis et des éventuelles pièces justificatives pour chaque achat de faible valeur, le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a expliqué que des instructions à cet effet avaient été données à la Section des achats de l'ONUUV.

6. Guide comptable sur la mise en œuvre du recouvrement intégral des coûts

71. Le recouvrement intégral des coûts est un mécanisme par lequel les bureaux extérieurs de l'ONUDC déterminent les coûts d'appui directs liés aux projets et les ventilent entre ces projets pour recouvrer le montant des dépenses engagées.

72. En juillet 2016, l'ONUDC a élaboré un guide sur la mise en œuvre du recouvrement intégral des coûts afin de veiller à la conformité de ses procédures avec les normes de gestion des coûts définies dans le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU et de garantir une évaluation équitable, transparente et cohérente des coûts des services des bureaux extérieurs et de l'appui aux opérations.

73. Selon ce guide, la mise en œuvre d'un modèle de financement fondé sur le recouvrement intégral des coûts permet notamment de :

- a) Garantir que toutes les sources de financement (fonds à des fins spéciales et générales, et dépenses d'appui aux programmes) soient utilisées aux fins prévues ;
- b) Favoriser la prévisibilité financière et la pérennité des programmes d'assistance technique ;
- c) Mettre en œuvre une évaluation transparente des coûts des programmes ;
- d) Favoriser la comparabilité des coûts de l'ensemble des programmes et bureaux extérieurs ;

e) Favoriser une gestion financière active et l'application du principe de responsabilité ;

f) Veiller au respect des politiques et des procédures de classification des coûts en vigueur dans le système des Nations Unies.

74. L'annexe I du guide contient une procédure technique pour la ventilation des coûts à recouvrer dans Umoja, qui a pour objet d'aider les bureaux extérieurs à imputer dans Umoja les dépenses des centres de coûts liées au projet. Cette procédure détaille les étapes nécessaires à la répartition des coûts, par exemple la comptabilisation des charges et le choix de la méthode de ventilation à utiliser.

75. Au cours de l'audit, plusieurs réunions ont eu lieu avec la Section de la comptabilité et la Section du budget afin d'obtenir des informations sur la procédure suivie au siège de l'ONUDC pour les calculs liés au recouvrement intégral des coûts. L'entité a expliqué qu'elle appliquait la procédure suivante :

a) Mise en place de l'autorisation d'engagement de dépenses (Section du budget) ;

b) Saisie de l'avance à des fins générales (Section de la comptabilité) ;

c) Comptabilisation des charges en utilisant le code 64DCR (bureaux extérieurs) ;

d) Répartition mensuelle (bureaux extérieurs) ;

e) Comptabilisation d'un montant en cas de dépassement (Section de la comptabilité) ;

f) Élimination des éventuels soldes positifs (Section de la comptabilité).

76. Ces étapes ne sont pas décrites dans un guide officiel.

77. Le Comité estime que le guide sur la mise en œuvre du recouvrement intégral des coûts devrait inclure une description des étapes à suivre afin que le personnel des services comptables puisse mieux comprendre la façon dont sont faits les calculs.

78. Une description adéquate de la procédure contribuera à garantir que tous les fonctionnaires de l'ONUDC la comprennent et l'appliquent d'une manière équilibrée, transparente et cohérente.

79. Le comité recommande que le siège de l'ONUDC élabore un guide comptable interne afin de décrire les étapes et les procédures comptables à suivre pour la comptabilisation des flux liés au recouvrement intégral des coûts.

80. Le siège de l'ONUDC a accepté la recommandation et a publié des orientations qui seront mises en œuvre en 2020.

7. Gestion des voyages

81. En vertu de la disposition 7.4 du Statut et du Règlement du personnel de l'ONU ([ST/SGB/2018/1](#)), avant d'effectuer tout voyage, le fonctionnaire doit veiller à obtenir l'autorisation voulue. En vertu du paragraphe 3.9 de l'instruction administrative sur les voyages officiels ([ST/AI/2013/3](#)), une fois le voyage approuvé, toute personne devant voyager doit au préalable obtenir un visa de sécurité. À cet égard, la circulaire [ST/IC/2019/16](#), publiée par le Secrétariat de l'ONU le 8 juillet 2019, établit dans son paragraphe 19 qu'il incombe à chaque voyageur d'obtenir un visa de sécurité avant le début du voyage, sous peine de n'être pas admis à introduire toute réclamation au titre de l'assurance contre les actes de malveillance. En vertu du paragraphe 20, les fonctionnaires chargés d'autoriser les voyages et expéditions

doivent rappeler à l'intéressé(e) l'obligation à lui ou elle faite d'obtenir le visa de sécurité et de suivre les formations requises avant d'entreprendre son voyage.

82. Enfin, le paragraphe 46 de la circulaire établit que les fonctionnaires et les administrateurs des voyages doivent présenter les relevés des dépenses dans les deux semaines suivant la date de retour autorisée.

83. Selon le siège de l'ONUDC, 6 467 voyages officiels ont eu lieu entre janvier et août 2019. Au total, 99,5 % (6 437 cas) des personnes concernées étaient en déplacement professionnel, 0,4 % (28) en formation, 0,05 % (1) en mission temporaire et 0,05 % (1) en réunion avec un expert.

84. Le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a déclaré 3 891 voyages officiels entre janvier et septembre 2019, dont 84 % (3 263 cas) concernaient des missions et 16 % (628) des formations.

85. Pour ce qui est du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, au cours de la même période (de janvier à septembre 2019), 3 605 voyages officiels ont été effectués, dont 99,7 % (3 595 cas) concernaient des missions, 0,3 % (9) des formations et 0,03 % (1) s'inscrivait dans le cadre d'une mission (Département de l'appui opérationnel).

86. Compte tenu du nombre important de voyages officiels, le Comité a procédé à des contrôles par sondage sur 30 dossiers de voyage, tant au siège que dans chaque bureau extérieur.

87. En ce qui concerne le siège, le Comité a constaté de ce qui suit :

a) Dans trois cas, le visa de sécurité obligatoire ne figurait pas dans le système ;

b) Dans sept cas, les relevés de dépenses n'avaient pas été présentés dans les 14 jours suivant la fin du voyage.

88. Au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, le Comité a constaté ce qui suit :

a) Dans huit cas, le visa de sécurité obligatoire ne figurait pas dans le système ;

b) Dans 12 cas, les relevés de dépenses n'avaient pas été présentés dans les 14 jours suivant la fin du voyage.

89. En ce qui concerne le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, parmi les 30 dossiers sélectionnés, le Comité a constaté ce qui suit :

a) Dans trois cas, le Comité n'a pas eu accès au visa de sécurité ;

b) Dans neuf cas, les relevés de dépenses n'avaient pas été présentés dans les 14 jours suivant la fin du voyage.

90. En ce qui concerne les règlements susmentionnés, le Comité estime que le personnel de l'ONUDC doit veiller à obtenir en temps utile tous les visas de sécurité requis pour voyager, sous peine, comme indiqué au paragraphe 19 de la circulaire [ST/IC/2019/16](#), de n'être pas admis à introduire toute réclamation au titre de l'assurance contre les actes de malveillance. À cet égard, il convient de souligner que, même s'il incombe à chaque personne d'obtenir le visa de sécurité requis, il est également demandé dans la circulaire que les fonctionnaires chargés d'autoriser les voyages et expéditions rappellent aux intéressés leur obligation d'obtenir le visa de sécurité et de suivre les formations requises avant d'entreprendre leur voyage.

91. En outre, le Comité a rappelé à l'ONUDC la nécessité de présenter les relevés de dépenses dans les deux semaines suivant la fin du voyage, en application du

paragraphe 46 de la circulaire. Comme mentionné précédemment, il a constaté qu'au siège de l'ONUDC, au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique et au Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, des relevés de dépenses n'avaient pas été présentés dans les délais prescrits.

92. Enfin, il semble nécessaire de prendre en considération un cas particulier, à savoir celui du Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, qui ne comptait qu'un seul fonctionnaire chargé de valider les demandes d'autorisation de voyage pour l'ensemble de la région, soit 3 263 demandes au 30 septembre 2019. Il fallait donc s'attendre à ce que le processus de validation soit ralenti, ce qui contribuerait au non-respect des règlements susmentionnés.

93. Le Comité recommande que l'ONUDC déploie tous les efforts nécessaires pour veiller à ce que les fonctionnaires soumettent leurs demandes d'autorisation de voyage, leurs demandes de délivrance du visa de sécurité et leurs relevés de dépenses en temps voulu, conformément à la réglementation applicable.

94. En outre, le Comité recommande que le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique évalue, en coordination avec le siège de l'ONUDC, la possibilité de déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs agents certificateurs supplémentaires afin d'améliorer le respect des délais prévus par le règlement.

95. Les deux recommandations ont été acceptées. En ce qui concerne la première, l'Office a déclaré qu'il continuerait à déployer des efforts de sensibilisation. Les représentants des bureaux extérieurs avaient reçu pour instruction de mettre en œuvre des mesures préventives ou correctrices, et les taux effectifs de respect des délais seraient examinés tous les trimestres. Le Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique a déclaré qu'une version révisée de l'instruction de la direction sur les voyages serait diffusée à l'ensemble du personnel en avril 2020. Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est a déclaré qu'un système de suivi des engagements pris était déjà en place, et qu'il avait également mis en œuvre des mesures complémentaires.

96. L'ONUDC a expliqué que la deuxième recommandation avait été appliquée, puisque le rôle utilisateur approprié avait été attribué dans Umoja à un nouvel agent certificateur le 30 mars 2020. Toutefois, aucun document n'a été présenté à l'appui de cette déclaration.

8. Gestion des ressources humaines

97. En vertu de l'instruction administrative [ST/AI/108](#) relative à la communication annuelle du dossier administratif, publiée par le Secrétariat en 1955, le dossier de chaque fonctionnaire doit comprendre, entre autres, des pièces telles que la correspondance échangée à l'occasion du recrutement, les lettres de nomination, les notifications de décisions administratives (formulaires P/5, lettres et autres communications) et les documents relatifs à la situation de famille.

98. En 1983, l'instruction administrative a été modifiée en ce sens que les dossiers confidentiels ont été supprimés par la circulaire [ST/IC/82/77/Rev.1](#).

99. En 1993, le Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat de l'ONU a publié le Manuel de procédures de gestion des dossiers du personnel, dont l'objectif était de réglementer l'accès à des informations générales de base relatives à la carrière de chaque fonctionnaire de l'Organisation, en particulier concernant sa nomination et son recrutement, son statut contractuel et ses états de service à l'ONU.

100. Afin de vérifier le respect des instructions et règlements susmentionnés, le Comité a examiné 30 dossiers administratifs de fonctionnaires et a fait les constatations suivantes :

- a) Dans 19 cas, les derniers rapports d'évaluation et de notation n'ont pas été trouvés ;
- b) Dans 14 cas, il y avait des incohérences entre les dates de début et de fin de contrat enregistrées dans Umoja et celles figurant dans les lettres de nomination ;
- c) Dans 21 cas, il y avait des incohérences entre les classes enregistrées dans Umoja et celles figurant dans les lettres de nomination ;
- d) Dans 24 cas, il y avait des écarts entre les salaires bruts enregistrés dans Umoja et ceux figurant dans les lettres de nomination ;
- e) Au total, 23 notifications administratives (formulaire P/5) n'avaient pas été mises à jour ;
- f) Dans 19 cas, les informations relatives aux membres de la famille et/ou aux charges de famille n'avaient pas été mises à jour.

101. On peut conclure des situations susmentionnées qu'il existe des lacunes dans l'application des procédures relatives à la gestion des ressources humaines.

102. Le Comité estime que même si les règlements doivent être appliqués, il est indéniable qu'ils sont obsolètes, voire complètement caducs. Il est donc essentiel de les actualiser.

103. D'ici là, le siège de l'ONUDC devrait publier une directive pour encadrer et clarifier la procédure actuelle de gestion des dossiers du personnel. Les divergences constatées entre les copies papier des dossiers administratifs et les informations présentes dans Umoja montrent que le siège de l'ONUDC ne met pas à jour les dossiers physiques, d'où une certaine confusion et des lacunes dans le contrôle des dossiers. Pour l'instant, le siège utilise à la fois des copies papier et des supports électroniques (Inspira, Umoja et Unite Docs), ce qui allonge considérablement les délais requis pour rassembler toutes les informations lorsque cela est nécessaire.

104. Le Comité recommande que l'ONUDC s'efforce, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, de mettre à jour l'instruction administrative sur les dossiers du personnel et de trouver des moyens d'établir des liens entre Umoja, Inspira et Unite Docs.

105. La recommandation a été acceptée. L'ONUDC a déclaré que le Siège de l'ONU avait confirmé que le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (DMSPC) était en train de mettre à jour l'instruction administrative sur les dossiers du personnel. En outre, le Département de l'appui opérationnel (DOS), conformément à son mandat d'amélioration des processus, travaillait avec les principales parties prenantes, notamment le DMSPC (pour le volet des politiques) et le Bureau de l'informatique et des communications (pour les aspects technologiques) afin d'élaborer un cadre propice à la modernisation des formulaires de ressources humaines et de la gestion des dossiers du personnel, tout en éliminant autant que possible l'utilisation du papier. Comme l'ONUDC en a informé le Comité, le DOS s'attachera à créer un répertoire numérique pour les dossiers administratifs, notamment en exploitant la possibilité de créer des liens entre les différents systèmes informatiques.

9. Informatique et communications

Plan de reprise après sinistre

106. La procédure technique concernant la planification de la reprise après sinistre au Secrétariat de l'ONU (SEC.08.PROC) de juillet 2014 décrit les mesures à prendre

pour garantir la disponibilité des ressources et des données informatiques de l'ONU et la continuité des services essentiels en cas de perturbation.

107. On y trouve, entre autres, la liste des documents qui doivent être inclus dans le plan de reprise après sinistre :

- a) L'ensemble des rôles, responsabilités et coordonnées actualisées ;
- b) Les procédures et lignes directrices détaillées pour la restauration des ressources (par exemple, la procédure de sauvegarde manuelle, les procédures d'essai de validation du système, les plans d'action, notamment en matière de logistique, les scénarios de reprise, les leçons tirées et les problèmes en suspens/non résolus à traiter, et les critères à respecter pour déterminer si la restauration s'est déroulée avec succès et si les utilisateurs peuvent à nouveau se servir des systèmes informatiques) ;
- c) La documentation relative aux principaux systèmes et services, notamment un schéma informatique de l'architecture du système identifiant les principaux composants et leur relation avec les sous-systèmes et composants clefs ; une liste détaillée de tous les sous-systèmes et sous-composants dépendants, y compris les liens et les informations nécessaires à la récupération du système/du serveur ; un inventaire complet de tous les matériels et logiciels directement liés au système.

108. En ce qui concerne la mise à l'essai et la révision du plan de reprise après sinistre, il a été établi que :

- a) Les prestataires de services informatiques et de services de communication sont tenus de tester et d'exécuter régulièrement (au moins une fois par an) un plan de reprise après sinistre afin d'en apprécier l'efficacité et d'évaluer le degré de préparation de l'Organisation à sa mise en œuvre. Diverses techniques d'essai doivent être utilisées, notamment des exercices de simulation, la reprise technique, la reprise sur un autre site, l'essai des installations et des services des fournisseurs et des répétitions complètes ;
- b) Les résultats des essais doivent être documentés, classés comme confidentiels et communiqués aux principales parties prenantes, et ils doivent être étudiés pour voir si des mesures correctrices sont requises. Les enseignements tirés de l'expérience et les mesures correctrices doivent être consignés et intégrés dans les mises à jour du plan de reprise ;
- c) Les plans de reprise après sinistre, y compris les rôles et responsabilités, doivent être examinés et, le cas échéant, révisés chaque année. Ils doivent également être mis à jour à la suite de changements importants, par exemple en cas de modifications apportées aux services ou aux installations informatiques et d'évolution des obligations légales, réglementaires ou contractuelles, ou pour résoudre les problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre, de l'exécution ou des essais du plan.

109. Enfin, il est précisé dans la procédure que les personnes ayant des attributions en matière de reprise après sinistre recevront une formation dans ce domaine dans les 30 jours suivant leur nomination et, par la suite, dans les 30 jours suivant une révision du plan de reprise.

110. Au cours de l'audit, le Comité a analysé le plan de reprise après sinistre de l'ONUDC. Les problèmes suivants ont été détectés :

- a) Les tâches et les responsabilités de l'équipe d'intervention d'urgence sont définies. Cependant, les membres des équipes primaire et secondaire n'ont pas été correctement identifiés et leurs coordonnées sont absentes ;

b) Il n'existe pas de procédure détaillée pour la restauration des ressources des services locaux. Au lieu de cela, un certain nombre de modèles de plan de reprise d'activité ont été préparés, mais ils sont vierges (annexe C du document relatif au plan de reprise après sinistre) ;

c) En ce qui concerne la documentation des principaux systèmes et services, aucun schéma de l'architecture système identifiant les principaux composants du système et leur relation avec les sous-systèmes et sous-composants clefs n'a été trouvé, ni aucune liste de tous les sous-systèmes et sous-composants dépendants, y compris les liens et les informations nécessaires à la récupération du système/du serveur ;

d) En ce qui concerne l'essai et l'examen du plan de reprise après sinistre, le siège de l'ONUDC a déclaré qu'un exercice de simulation avait été effectué et qu'aucune autre technique d'essai n'avait été mise en œuvre ;

e) L'exercice de simulation susmentionné s'est déroulé le 7 mai 2019, trois mois après la publication du plan de reprise après sinistre (le 8 février 2019), et non dans le délai de 30 jours établi dans la procédure ;

f) Les arrangements officiels conclus au cours de l'exercice de simulation n'ont pas été consignés ;

g) L'ONUDC a déclaré qu'aucune correction du plan de reprise après sinistre n'avait été suggérée après la simulation. Néanmoins, sur la base d'un document intitulé « Summary of participants' feedback on the UNOV/ONUDC winter storm », fourni par l'entité, un certain nombre de mesures correctrices ont été suggérées, par exemple, l'identification des rôles et responsabilités et des priorités en termes de services.

111. Le Comité considère que l'identité des membres de l'équipe d'intervention d'urgence et leurs coordonnées, les procédures détaillées de reprise, le schéma d'architecture du système et la liste de tous les sous-systèmes et sous-composants dépendants font partie des éléments de base qui doivent figurer dans le plan de reprise après sinistre.

112. En outre, le Comité estime que, conformément au règlement susmentionné, l'ONUDC doit appliquer des techniques d'essai supplémentaires telles que des simulations, la récupération technique, la récupération sur un autre site, l'essai des installations et des services des fournisseurs et des répétitions complètes. De plus, les formations doivent être dispensées dans les 30 jours suivant la publication du plan de reprise des activités afin de garantir, dès que possible, une intervention rapide et adéquate en cas de catastrophe.

113. De l'avis du Comité, si les accords formels ou les résultats obtenus au cours des essais ne sont pas documentés et si les corrections suggérées pendant les simulations ne sont pas appliquées, l'efficacité du plan de reprise pourrait en être diminuée.

114. Enfin, il est essentiel de regrouper toutes ces informations afin de garantir la bonne continuité des opérations qui reposent sur les infrastructures techniques et les systèmes de communication. Il est également essentiel que le personnel de l'ONUDC ait une bonne compréhension de la stratégie à appliquer pour la réussite du plan de reprise après sinistre.

115. Le Comité recommande que l'ONUDC procède à un examen du plan de reprise après sinistre des services informatiques de l'ONUV/ONUDC et complète celui-ci de tous les éléments manquants requis par les procédures actuelles du plan de reprise après sinistre de l'ONU.

116. **En outre, le Comité recommande que l'ONUDC évalue l'intérêt d'intégrer dans le plan de reprise après sinistre les améliorations suggérées par les fonctionnaires qui ont participé à l'exercice de simulation.**

117. Le siège de l'ONUDC a accepté ces recommandations et a fourni un plan de reprise après sinistre de l'ONUV/ONUDC, qui sera mis en œuvre en 2020.

C. Informations communiquées par l'administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

118. L'administration de l'ONUDC a déclaré avoir comptabilisé en pertes des créances pour un montant de 2,03 millions de dollars en 2019 (contre 10,5 millions de dollars en 2018), qui a été imputé sur les fonds réservés à des fins spéciales. En outre, en 2019, 8,7 millions de dollars d'actifs immobilisés (2,22 millions de dollars en 2018) ont été décomptabilisés à leur valeur nette comptable, la majorité concernant des actifs transférés aux bénéficiaires à l'achèvement de projets financés par des donateurs.

2. Paiements à titre gracieux

119. L'ONUDC a indiqué au Comité qu'aucun paiement à titre gracieux n'avait été effectué en 2019.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

120. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer les inexactitudes et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur l'audit pour relever toutes les inexactitudes ou irrégularités. C'est à l'administration qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

121. Au cours de l'audit, le Comité pose des questions sur la manière dont l'administration s'acquitte de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques d'inexactitudes significatives liées à la fraude et sur les dispositifs permettant de détecter ces risques et d'y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle a déjà relevé ou qui a été porté à son attention. Il demande également à l'administration si elle a eu connaissance de cas de fraude avérée ou présumée ou d'allégations y relatives.

122. En 2019, l'ONUDC a signalé au Comité 10 cas de fraude. Dans un cas, une signature avait été falsifiée dans le cadre d'un processus de passation de marché d'un montant de 1 000 dollars, en dépit d'un ordre direct de ne pas lancer un tel processus. Dans un deuxième cas, des allégations avaient été faites à l'encontre d'un membre du personnel recruté localement au bureau de pays de l'ONUDC en Afghanistan (administré par le Programme des Nations Unies pour le développement) concernant des détournements de fonds pour un montant de 9 800 dollars et des interférences dans le travail des partenaires d'exécution. Cette même année, le Bureau des services de contrôle interne a signalé 16 cas (dont 6 l'avaient également été par l'Office), dont l'un concernait des pratiques frauduleuses pour un montant de 1 783 dollars. Dans les autres cas, le montant en cause n'avait pu être déterminé. Il a été indiqué que les affaires portées à l'attention du Comité concernaient seulement des cas de fraude ou de présomption de fraude touchant directement l'ONUDC.

D. Remerciements

123. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier la Directrice exécutive et le personnel de l'ONUDC de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Président de la Cour des comptes fédérale de l'Allemagne,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) Kay **Scheller**

Le Contrôleur général de la République du Chili
(Auditeur principal)
(*Signé*) Jorge **Bermúdez**

Le Contrôleur et Auditeur général des comptes de l'Inde
(*Signé*) Rajiv **Mehrishi**

Le 21 juillet 2020

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'année terminée le 31 décembre 2018

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
								Recommandation non appliquée
1	2018	A/74/5/Add.10, chap. II, par. 21	Le Comité recommande que le Bureau de la liaison et des partenariats de l'ONUDC au Mexique fasse le nécessaire auprès du Gouvernement mexicain pour que celui-ci honore les obligations qu'il a contractées en 2003 et en 2012.	Le Bureau de la liaison et des partenariats de l'ONUDC au Mexique a maintenu un contact permanent avec le Ministère des affaires étrangères pour assurer le suivi de cette question. Par exemple, le 16 septembre 2019, le Directeur exécutif de l'ONUDC a envoyé une lettre au Ministre mexicain des affaires étrangères pour lui faire part de l'urgente nécessité que l'Office s'installe dans des locaux permanents. Le 10 octobre 2019, le représentant de l'ONUDC au Mexique a envoyé une autre lettre à Martha Delgado, Sous-Secrétaire aux affaires multilatérales et aux droits de l'homme, pour lui demander d'appuyer en urgence la demande de l'Office de déménager dans des locaux appartenant à l'État au plus tard le 1 ^{er} décembre. À ce jour, aucune réponse n'a été reçue à ces communications. Compte tenu des tentatives faites par l'ONUDC, il a été demandé de considérer la	Le Comité a constaté que le Bureau de la liaison et des partenariats de l'ONUDC au Mexique avait déployé les efforts nécessaires pour trouver une solution avec le Gouvernement mexicain. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
				recommandation comme appliquée.					
2	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 30	Le Comité recommande que, en ce qui concerne la passation des marchés, le Bureau de la liaison et des partenariats au Mexique agisse dans les limites des pouvoirs qui lui sont délégués pour les achats de faible valeur. À défaut, le siège de l'ONUDC devra réexaminer cette délégation de pouvoir.	Un spécialiste des achats de niveau P-4 a été affecté au Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes au Panama, où il exerce des pouvoirs délégués en matière d'achats pour le Bureau de la liaison et des partenariats au Mexique. La recommandation a été appliquée et l'ONUDC demande son classement.	L'entité a informé le Comité qu'un spécialiste des achats de niveau P-4 avait été affecté au Bureau régional pour l'Amérique centrale et les Caraïbes au Panama, où il exerce déjà des pouvoirs délégués en matière d'achats pour le Bureau de la liaison et des partenariats au Mexique. Un accord de niveau de service a été signé entre le Bureau régional au Panama et le Bureau de la liaison et des partenariats au Mexique. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
3	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 43	Le Comité recommande que le Bureau de la liaison et des partenariats au Mexique s'efforce par tous les moyens d'améliorer le recouvrement des contributions et établisse une procédure permettant de suivre les versements au titre de chaque projet.	L'ONUDC a confirmé que le Bureau de la liaison et des partenariats au Mexique n'avait signé aucun autre accord contenant la clause indiquée dans le document A/74/323/Add.1 , et qu'il n'inclurait pas un tel paragraphe dans les futurs accords. Au lieu de cela, il établira des procédures de suivi dans lesquelles les référents projet recevront une alerte pour leur rappeler de faire un suivi avec leurs donateurs respectifs des soldes des promesses de contributions à venir et échues.	Le Comité a pris note des efforts déployés par la Section de la comptabilité du Service de la gestion des ressources financières en ce qui concerne l'amélioration de la gestion du recouvrement. Le nouveau site collaboratif de suivi des contributions annoncées permettra aux bureaux extérieurs de suivre en temps utile le solde des contributions en attente de recouvrement. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			

N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
4	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 49	Le Comité recommande à l'ONUDC de : a) publier une version révisée de l'instruction relative au Comité d'examen des programmes, dans laquelle seront établies les règles du recours à la voie électronique pour l'approbation des projets, de sorte que ce recours repose sur des motifs valables ; b) conserver les documents se rapportant à ces procédures.	L'ONUDC révisé actuellement l'instruction relative au Comité d'examen des programmes en y incluant des dispositions relatives au recours à la voie électronique.	Le Comité a analysé les informations fournies par l'ONUDC. Il a constaté que les approbations par voie électronique issues des réunions du Comité d'examen des programmes étaient téléversées dans le système ProFi. Toutefois, l'ONUDC n'a pas fourni de preuves concernant l'officialisation d'une instruction administrative réglementant ce sujet (une instruction de la direction est en cours d'examen). La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		
5	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 64	Le Comité recommande à l'ONUDC de renforcer ses contrôles internes pour veiller à la séparation des tâches dans le cadre de chaque projet ou, au minimum, de compenser en exerçant une autre forme de contrôle.	Les plans d'exécution des tâches relatives à l'établissement de rapports sur les projets et les directives connexes ont été revus et actualisés en conséquence. Grâce à des activités interdivisions entreprises au cours du dernier trimestre de 2019, un nouveau projet d'instruction de la direction sur les rapports des bureaux extérieurs a été élaboré concernant les questions liées aux programmes et aux opérations. Parallèlement, tous les modèles ont été révisés et mis à jour, et leur contenu simplifié.	Le Comité a examiné l'instruction de gestion ONUDC/MI/10/Rev.3, datée du 16 décembre 2019, dans laquelle il est souligné (note 1) qu'il faut mettre en œuvre une séparation adéquate des tâches lors de l'attribution des rôles aux fins du déroulement des travaux relatifs au rapport annuel d'avancement. Toutefois, ce document n'en est encore qu'au stade de projet. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X		

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
6	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 75	Le Comité recommande à l'ONUDC de revoir et d'actualiser l'instruction de la direction relative à l'établissement de rapports dans les bureaux extérieurs, de sorte qu'elle concorde avec le Manuel relatif aux programmes et aux opérations.	La Division des opérations a commencé à réviser l'instruction relative à l'établissement des rapports (ONUDC/MI/10/Rev.3) en vue de l'approuver d'ici à décembre 2019, puis de la publier et de l'appliquer à partir du cycle de 2020. Cette nouvelle instruction harmonise les critères et les délais par rapport au Manuel relatif aux programmes et aux opérations et aborde également la question de la duplication des rapports.	Dans la version préliminaire de la nouvelle instruction de la direction, datée du 14 novembre 2019, la date d'échéance du rapport semestriel sur l'état d'avancement des projets est le 31 août, ce qui correspond à celle figurant dans le Manuel. Néanmoins, étant donné que la nouvelle version est toujours en cours d'élaboration, la recommandation est considérée comme étant en cours d'application.		X		
7	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 81	Le Comité recommande à l'ONUDC de procéder à une évaluation de gestion pour vérifier si les partenaires d'exécution et les bénéficiaires de subventions assurent un bon rapport coût-avantage. L'Office disposera ainsi d'informations organisées propices à la prise de décisions.	Le Groupe du recours aux partenaires externes a élaboré une note d'orientation sur l'évaluation du rapport coût-avantage pour ce qui est des partenaires d'exécution et des bénéficiaires de subventions. La méthode d'application de cette note est en cours d'examen.	La note d'orientation étant toujours en cours d'élaboration, la recommandation est considérée comme étant en cours d'application.		X		
8	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 89	Le Comité recommande à l'ONUDC de faire apparaître clairement dans ProFi la mention « approuvé » et le nom de la personne ayant procédé à l'approbation en ce qui concerne les nouveaux rapports sur l'état d'avancement des projets,	Les rapports sur l'état d'avancement des projets publiés dans le système ProFi ont tous été approuvés. Il convient de noter que les rapports ne sont pas publiés dans le système ProFi tant qu'ils n'ont pas été approuvés. L'ONUDC estime que cette recommandation a été	Selon l'entité, le rapport, une fois approuvé, est publié le lendemain dans le module d'analyse décisionnelle de ProFi. On peut donc en déduire que le rapport doit être approuvé avant publication. En outre, il est indiqué que la personne qui approuvera le rapport sur l'état	X			

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
			conformément au message spécial du 18 janvier 2011.	appliquée et demande au Comité de la classer.	d'avancement des projets sera la même que celle qui apparaît dans l'historique du flux en tant qu'éditeur. On pourrait donc en déduire que le fonctionnaire chargé d'approuver le rapport et le fonctionnaire chargé de le publier doivent nécessairement être une seule et même personne. Compte tenu des faits mentionnés précédemment, la recommandation est considérée comme appliquée.			
9	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 96	Le Comité recommande à l'ONUDC d'amener les responsables de projet et la Section de l'évaluation indépendante à davantage se concerter et communiquer au sujet de la planification des évaluations, afin de veiller à ce que des fonds soient prévus pour les évaluations obligatoires et à ce que celles-ci soient menées en temps voulu.	Conformément au processus d'élaboration et de révision des descriptifs de projet, la Section de l'évaluation indépendante doit obligatoirement être consultée en ce qui concerne les dispositions relatives à l'évaluation des projets et programmes. Unite Evaluations, la nouvelle application web de gestion des évaluations, garantit que tous les plans d'évaluation (où sont notamment indiqués l'année d'évaluation prévue et le budget alloué) sont mis en ligne et donc contrôlés. Cette base de données comporte actuellement plus de 190 plans d'évaluation. De plus, tous les deux ans, les directeurs et directrices répondent à une enquête	La Section de l'évaluation indépendante de l'ONUDC a informé le Comité des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. Cependant, elle n'a fourni aucune preuve à l'appui de cette affirmation. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
10	2018	A/74/5/Add.10 , chap. II, par. 100	Le Comité recommande à l'administration de l'ONUDC de mettre au point un mécanisme adéquat qui permette une meilleure coordination entre l'Office et le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), de sorte que tous les cas de fraude et de présomption de fraude soient signalés et que toutes les informations les concernant soient consignées.	visant à définir le plan des évaluations stratégiques approfondies ; la dernière enquête, envoyée le 3 juin 2020, a pour objet de recenser des propositions pour les évaluations approfondies à mener entre juillet 2020 et décembre 2021, qui seront ensuite présentées à la Directrice exécutive. L'ONUDC estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.	À l'avenir, l'ONUDC partagera ses données avec le BSCI et le Bureau de l'audit et des investigations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi qu'avec d'autres entités, selon que de besoin. Cela se fera par un échange trimestriel de données afin de garantir que celles-ci soient à jour. Cette pratique favorisera également une classification précise dans toutes les entités des cas de conduite répréhensible signalés comme frauduleux. La coordination doit se faire non seulement avec le BSCI, mais aussi avec le Bureau de l'audit et des investigations du PNUD, pour les cas concernant le personnel du Programme. Il	Le Comité a reçu des pièces justificatives supplémentaires qui révèlent de nouvelles divergences concernant les cas de fraude. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.	X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
11	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 21	Le Comité recommande que l'Office fasse usage, dans la procédure de traitement des contributions à recevoir, de la liste de vérification des critères servant à distinguer les produits d'opérations et constate ces produits, le cas échéant, comme des produits d'opérations avec contrepartie directe.	convient de noter en particulier que les bureaux extérieurs de l'ONUDC s'appuient sur le PNUD pour le recrutement de personnel local. La liste de vérification susmentionnée et la procédure actualisée ont été mises en œuvre en 2018 ; aucun montant reçu en 2018 au titre des contributions volontaires n'a été traité comme une opération avec contrepartie directe. Lors de l'examen à mi-parcours de 2019, l'ONUDC s'est assuré que les procédures en vigueur permettaient de déterminer le traitement correct des contributions reçues. L'ONUDC considère que cette recommandation a été appliquée.	Le Comité a pris note des efforts déployés par l'entité dans le cadre du processus d'apurement des contributions reçues. Il a relevé que la liste de vérification élaborée par la Section du cofinancement et des partenariats contenait 25 questions relatives, entre autres, à l'administration des contributions et à l'établissement de rapports, à la clause relative à l'éthique, à la clause relative aux privilèges et immunités, à la propriété intellectuelle et à d'autres droits patrimoniaux, à l'audit et à l'évaluation, au règlement des différends, et à des considérations particulières propres aux donateurs. Au cours de l'audit, le Comité s'est assuré de l'utilisation exhaustive de la liste de vérification sur un échantillon de six accords relatifs à des contributions. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
12	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 29	Le Comité recommande que les référents projet de l'ONUDC vérifient plus régulièrement leurs coûts et leurs engagements non réglés en se servant des rapports d'analyse décisionnelle, notamment pour repérer les rubriques budgétaires présentant un dépassement.	L'ONUDC s'efforce d'améliorer la diligence avec laquelle les responsables de programme vérifient les coûts et les engagements non réglés à l'aide des rapports d'analyse décisionnelle. Ces rapports sont aussi utilisés pour s'assurer du respect des règles.	L'ONUDC élabore actuellement des outils technologiques pour suivre les progrès réalisés dans l'exécution des projets. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X	
13	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 33	Le Comité recommande que les référents projet de l'ONUDC veillent à ce que les bordereaux électroniques interservices et les engagements soient approuvés et imputés aux projets en temps utile.	L'ONUDC a fait d'importants progrès pour ce qui est du traitement des bordereaux électroniques interservices. En juillet 2019, le pourcentage de bordereaux en souffrance avait été ramené à 0,6 % contre 5 % en mai 2019. En outre, tout arriéré ou retard constaté est communiqué au représentant du bureau de pays concerné pour qu'il prenne les mesures requises.	Le Comité a pris note des efforts déployés par l'ONUDC pour le traitement des bordereaux électroniques interservices. L'entité a procédé à un examen statistique des progrès réalisés par tous ses bureaux extérieurs. Elle a relevé qu'en mai 2019, il y avait 4 032 dossiers en cours, et que ce nombre avait été ramené à 233 en novembre. Au vu de ces informations, le Comité considère que la recommandation a été appliquée.	X		
14	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 45	Le Comité recommande que l'ONUDC analyse son exposition au risque de change et se dote de directives aux fins de la gestion de ce risque.	L'ONUDC a réexaminé son exposition au risque de change et élaboré des directives internes aux fins du traitement du risque de change lié à la gestion des contributions volontaires, qui ont été publiées en juillet 2019. L'ONUDC estime que cette recommandation a été	Conformément aux informations fournies par l'ONUDC, des directives ont été communiquées au personnel du Service de la gestion des ressources financières. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
								Recommandation non appliquée
15	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 56	Le Comité recommande à l'ONUDC de se coordonner avec la Trésorerie de l'ONU à New York pour donner accès à la fonction Distribution d'espèces du compte bancaire du fonds de gestion centralisée des liquidités au Panama.	appliquée et demande au Comité de la classer. L'ONUDC a déclaré que des paiements avaient été effectués avec succès et que des efforts supplémentaires avaient été déployés pour réduire encore davantage les frais bancaires supportés par le Bureau de la trésorerie au Siège. Il s'agissait d'une question contractuelle et juridique relevant de la responsabilité du Bureau de la trésorerie et aucune autre mesure ne pouvait être prise par l'ONUDC. L'entité estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.	Selon les informations fournies par l'ONUDC, le Bureau de la trésorerie a ouvert un compte bancaire temporaire et a réalisé vers le Panama un essai de paiement destiné à réduire les frais bancaires internationaux. À cet égard, le Comité prend note des efforts déployés par l'ONUDC pour réduire les frais bancaires, en liaison avec le Bureau de la trésorerie. En conséquence, compte tenu du fait qu'aucune autre mesure ne peut être prise par l'ONUDC, la recommandation est considérée comme appliquée.	X		
16	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 65	Le Comité recommande à l'ONUDC de prendre les mesures qui s'imposent pour s'assurer que la petite caisse en Colombie soit gérée conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU.	Pour assurer la bonne exécution des programmes et garantir la sécurité du personnel, les modalités de paiement ont été revues et des négociations sont en cours, en liaison avec le Bureau de la trésorerie, concernant la mise en place de cartes de paiement afin de réduire les risques liés aux paiements en espèces.	Étant donné que la règle 104.9 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU dispose que les fonctionnaires auxquels il est fait des avances de fonds sont personnellement et pécuniairement responsables de la gestion et de la garde des fonds ainsi avancés, et au vu du risque que représentent pour les dépositaires les déplacements entre différents lieux avec des	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
17	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 86	Le Comité recommande que l'ONUDC améliore l'ensemble du processus d'enregistrement de tous les contrats de location dans la base de données de gestion des relations avec les fournisseurs dans Umoja.	En mai 2020, 83 % des contrats de location avaient été régularisés, 19 % avaient trait à des arrangements relatifs à des droits d'usage cédés sans contrepartie et à des contrats internes à Umoja, et 17 % étaient en cours de régularisation. La régularisation des baux est un processus permanent qui doit être achevé pour la clôture de fin d'année. L'ONUDC demande que cette recommandation soit classée.	espèces, qui peut entraîner le non-respect de la règle susmentionnée, la recommandation est considérée comme appliquée. Étant donné que cette régularisation a été effectuée après l'audit et n'a pas pu être vérifiée, la recommandation est considérée comme étant toujours en cours d'application.		X	
18	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 87	Le Comité recommande en outre que l'ONUDC, en collaboration avec le Secrétariat de l'ONU, s'efforce d'adapter le module de gestion des biens immobiliers d'Umoja pour qu'il permette de faire plus facilement la distinction entre les contrats de location pour lesquels l'ONUDC est le locataire et ceux où il est le bailleur, et entre ceux qui sont résiliables et ceux qui ne le sont pas. Il deviendrait alors inutile de tenir à jour une	L'ONUDC a collaboré avec le Secrétariat de l'ONU et a adapté le module de gestion des biens immobiliers d'Umoja afin de distinguer les différents types de contrats de location en fonction du numéro qui leur est attribué. En outre, tous les contrats de location sont considérés comme résiliables, étant assortis de pénalités et de périodes de préavis distinctes. L'ONUDC estime que cette recommandation a été	Le Comité a vérifié que l'ONUDC avait tenu des consultations avec le Siège de l'ONU, qui a confirmé que le module de gestion des biens immobiliers avait été adapté afin de distinguer les différents types de contrats de location, et que tous les contrats étaient considérés comme résiliables. À cet égard, il s'est assuré que le module de gestion des biens immobiliers d'Umoja permettait de classer les contrats selon leur type	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
			base de données en dehors d'Umoja.	appliquée et demande au Comité de la classer.	(biens pris en location, biens donnés en location, biens loués en interne). La recommandation est donc considérée comme appliquée.			
19	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 99	Le Comité recommande que l'ONUDC revise le Manuel relatif aux programmes et aux opérations, plus particulièrement la section concernant les programmes, de façon à l'actualiser dès que possible ; il lui recommande également de tenir cette section à jour et de s'assurer de l'exactitude des informations qui y figurent.	L'ONUDC a déclaré qu'en décembre 2019, un groupe de travail interdivisions avait été créé pour examiner les instructions de la direction et le Manuel relatif aux programmes et aux opérations. En outre, l'entité a informé le Comité que les actions recommandées devraient être mises en œuvre au cours du deuxième trimestre de 2020.	Le Comité prend note des progrès réalisés par l'ONUDC dans la mise en place d'un groupe de travail interdivisions chargé d'examiner les instructions générales de la direction et le Manuel relatif aux programmes et aux opérations. Néanmoins, compte tenu du fait qu'il s'agit d'un processus en cours, la recommandation est considérée comme étant en cours d'application.		X	
20	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 101	Le Comité recommande que l'ONUDC fasse en sorte que le lecteur puisse aisément imprimer le Manuel relatif aux programmes et aux opérations.	L'ONUDC a indiqué qu'il était actuellement possible d'imprimer le Manuel relatif aux programmes et aux opérations, mais a reconnu qu'il n'était pas très facile à utiliser. La version imprimable a été élaborée sur les conseils du Service de la technologie de l'information. En vue d'améliorer encore le Manuel, il conviendrait de l'harmoniser et de le rendre compatible avec la nouvelle plateforme de partage à l'échelle du Secrétariat. La recommandation devrait être intégralement	L'ONUDC a informé le Comité que les actions recommandées devraient être mises en œuvre au cours du deuxième trimestre de 2020. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X	

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
				appliquée dans le courant du deuxième trimestre de 2020.					
21	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 107	Le Comité recommande que l'ONUDC intègre dans le Manuel relatif aux programmes et aux opérations le guide consacré à la gestion axée sur les résultats et à l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le document intitulé « ONUDC: The Integrated Programme Approach (IPA): A “How To” Guide ».	Comme indiqué ci-dessus, plusieurs liens obsolètes figurant dans la section consacrée aux programmes du Manuel relatif aux programmes et aux opérations ont été mis à jour. L'ONUDC attend de recevoir les résultats de l'examen par les pairs de sa méthode de gestion axée sur les résultats, qu'il compte examiner avant d'actualiser le reste de ladite section. Dans l'intervalle, un lien vers le guide consacré à la gestion axée sur les résultats a été ajouté au Manuel.	L'ONUDC a ajouté au Manuel relatif aux programmes et aux opérations le contenu du guide consacré à la gestion axée sur les résultats. Néanmoins, compte tenu du fait que l'ONUDC est toujours en train d'actualiser le reste du contenu de la section relative aux programmes, la recommandation est considérée comme étant en cours d'application.		X		
22	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 114	Le Comité recommande que l'ONUDC revoie la section du Manuel relatif aux programmes et aux opérations consacrée aux opérations. Si l'Office estime que cette section n'est plus utile, même après avoir été mise à jour, elle devrait être supprimée.	Le Service de la technologie de l'information s'emploie à actualiser, dans la section d'iSeek de l'ONUDC, la documentation relative aux opérations de l'Office (disponible à l'adresse https://iseek-vienna.un.org/UNOV/ITS). L'ONUDC prévoit de continuer à améliorer les informations présentes sur iSeek, notamment les conseils informatiques et les descriptions sur la manière d'accéder aux services, puis de les publier	L'ONUDC n'a fourni aucun élément à l'appui des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. Il a informé le Comité que les actions recommandées devraient être mises en œuvre au cours du deuxième trimestre de 2020. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport		Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
	le rapport	Rapport				Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
				dans la section du Manuel relatif aux programmes et aux opérations consacrée aux opérations. En outre, le Service de la technologie de l'information procède au déploiement de Microsoft Teams dans le cadre du projet Unite Workspace mis en œuvre dans l'ensemble du Secrétariat. Des équipes ont été créées dans Teams pour la passation des marchés et pour les finances (clôture de fin d'année). L'ONUDC prévoit également de créer une équipe regroupant l'ensemble du personnel de l'ONUV et de l'ONUDC, qui remplacerait l'ancien système Notes pour le volet de la communication interne. La version actualisée du Manuel relatif aux programmes et aux opérations pourra être mise en ligne sur iSeek et dans Teams.				
23	2017	A/73/5/Add.10, chap. II, par. 119	Le Comité recommande que l'ONUDC évalue les risques de fraude qui lui sont propres dans les meilleurs délais, tant au siège que dans les bureaux extérieurs.	L'ONUDC a élaboré et adopté en 2019 un inventaire des risques de fraude et de corruption, ainsi que des plans d'intervention et de traitement des risques connexes en novembre de la même année. L'Office estime que cette recommandation a été	Au vu des nouveaux éléments présentés par l'ONUDC, qui démontrent l'adoption d'une matrice des risques de fraude et de corruption, cette recommandation est considérée comme appliquée.	X		

N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
				appliquée et demande au Comité de la classer.					
24	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 122	Le Comité recommande que l'Office envisage de proposer des formations supplémentaires sur la lutte contre la fraude et la corruption.	Une session de formation de l'ensemble du personnel à la lutte contre la fraude et la corruption est inscrite dans le plan de formation du Service de la gestion des ressources humaines pour l'année à venir.	L'ONUDC n'a fourni aucun élément à l'appui des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. Il a informé le Comité que les actions recommandées devraient être mises en œuvre au cours du deuxième trimestre de 2020. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		
25	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 124	Le Comité recommande que l'ONUDC fournisse des informations sur la fraude et la corruption dans une section séparée de son site intranet et qu'il actualise régulièrement ce dernier.	Si l'ONUDC a élaboré et adopté à la fin de 2019 un inventaire des risques de fraude et de corruption et des plans d'intervention, les documents correspondants n'ont pas encore été mis en ligne sur l'intranet. Cela sera fait d'ici le milieu de l'année 2020. L'ONUDC demande le classement de cette recommandation.	L'ONUDC a élaboré une matrice des risques de fraude et de corruption en 2019. Toutefois, comme l'a indiqué l'entité, les documents correspondants n'ont pas encore été mis en ligne sur l'intranet. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X		
26	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 125	Le Comité recommande que l'ONUDC fasse figurer dans la section sur la fraude et la corruption une déclaration de son Directeur exécutif qui explique clairement la position de l'Office en matière de fraude et de corruption.	La décision du Comité exécutif de l'ONUV et de l'ONUDC concernant la matrice des risques de fraude et de corruption, son intégration dans la matrice du risque institutionnel et le plan d'intervention et de traitement des risques qui s'y rapporte devrait intervenir avant la fin de l'année. Une fois approuvés par l'équipe dirigeante, les	L'entité a informé le Comité que les actions recommandées devaient être mises en œuvre au cours du quatrième trimestre de 2019. Toutefois, elle n'a fourni aucun élément à l'appui des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. La recommandation est donc considérée comme étant		X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
27	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 130	Le Comité recommande que l'ONUDC envisage de nommer des coordonnateurs chargés des questions de fraude à son siège et dans ses bureaux extérieurs.	documents relatifs à l'évaluation des risques de fraude et de corruption seront affichés sur l'intranet de l'ONUDC, à la section consacrée à la gestion du risque institutionnel.	encore en cours d'application.			
				Le mandat des coordonnateurs chargés des questions de fraude sera élaboré compte tenu des règles relatives à la délégation de pouvoir récemment promulguées. La nomination de coordonnateurs chargés des questions de fraude dans l'ensemble des divisions et des bureaux extérieurs s'inscrit aussi dans le cadre de l'examen de la possibilité de créer un réseau plus large de coordonnateurs chargés d'autres types de comportements prohibés. L'objectif est que le fonctionnaire qui souhaite exprimer des préoccupations ou signaler une fraude éventuelle ait un interlocuteur clairement désigné, et d'éviter qu'une fraude soit signalée plusieurs fois ou de semer la confusion ou la frustration parmi les fonctionnaires. En attendant que l'Office examine la question de la nomination de ces coordonnateurs au	L'entité a informé le Comité que les actions recommandées devaient être mises en œuvre au cours du quatrième trimestre de 2019. Toutefois, elle n'a fourni aucun élément à l'appui des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
				siège et dans les bureaux extérieurs, les fonctionnaires savent qu'ils peuvent signaler une fraude avérée ou présumée directement au directeur ou à la directrice de la Division de la gestion, en sa qualité de fonctionnaire responsable de réprimer les conduites répréhensibles, y compris les actes délictueux. Les rapports émanant des bureaux extérieurs peuvent être transmis par l'intermédiaire du représentant de l'ONUDC concerné, sans que ce soit une obligation.				
28	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 131	Le Comité recommande également que l'ONUDC diffuse sur son site intranet des informations sur les coordonnateurs et donne leur nom dans le Registre du groupe mixte, des organes et des coordonnateurs.	Cette recommandation sera appliquée en même temps que la recommandation 27. La nomination des coordonnateurs sera annoncée à tout le personnel dans une communication interne des ressources humaines et sera également affichée sur la page iSeek du Service de la gestion des ressources humaines.	L'entité a informé le Comité que les actions recommandées devaient être mises en œuvre au cours du quatrième trimestre de 2019. Toutefois, elle n'a fourni aucun élément à l'appui des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X	
29	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 136	Le Comité recommande que l'ONUDC s'attache, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, à former un plus grand nombre de fonctionnaires à la conduite des enquêtes pour fraude	Afin de renforcer et de consolider les capacités des organisations en matière d'investigation des signalements de comportement interdit ou d'actes délictueux, plus de	Le Comité a pris note des efforts déployés par l'entité pour former davantage de fonctionnaires aux enquêtes sur les fraudes, en particulier des formations qu'elle a organisées. La	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
			afin de se doter des capacités voulues.	20 fonctionnaires de l'ONUV et de l'ONUDC ont participé, du 30 septembre au 4 octobre 2019, à une formation organisée à Vienne par le BSCI, à l'issue de laquelle ils ont reçu une certification.	recommandation est donc considérée comme appliquée.			
30	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 140	Le Comité recommande que l'ONUDC s'attache, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, à adapter le module voyages d'Umoja afin de faciliter la planification des voyages et de regrouper dans Umoja toutes les étapes de l'administration des voyages.	Après concertation avec le Siège de l'ONU, l'ONUDC examine actuellement en interne les changements et améliorations qu'il est proposé d'apporter au système, lesquels seront communiqués au Siège pour analyse et évaluation.	L'entité a informé le Comité que les actions recommandées devaient être mises en œuvre au cours du quatrième trimestre de 2019. Toutefois, elle n'a fourni aucun élément à l'appui des progrès réalisés en ce qui concerne cette recommandation. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X	
31	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 144	Le Comité recommande que l'ONUDC envisage de demander que le Secrétariat de l'ONU examine les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion et étudie la voie à suivre pour acheter des billets au meilleur prix.	Le mandat de l'évaluation de l'usage des technologies de surveillance des tarifs aériens a été envoyé par le Siège de l'ONU. Aucune demande n'a été adressée au Secrétariat de l'ONU aux fins qu'il révise les directives relatives aux délais d'achat des billets, l'ONUDC ayant été informé que les règles fixées par l'Assemblée générale étaient toujours d'actualité.	L'ONUDC procède actuellement à l'évaluation de l'usage des technologies de surveillance des tarifs aériens. L'entité a informé le Comité que les actions recommandées devraient être mises en œuvre au cours du quatrième trimestre de 2020. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X	
32	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 152	Le Comité recommande que l'ONUDC rappelle aux membres de son personnel	Un message a été adressé aux hauts responsables du siège de l'ONUDC et aux	Le Comité a constaté que l'ONUDC avait envoyé un courriel à ses représentants	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
			les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion actuellement en vigueur et l'obligation qui leur incombe de s'y conformer.	représentants des bureaux extérieurs pour leur rappeler les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion et l'obligation qui leur incombe de s'y conformer. Le message comportait aussi des statistiques relatives au respect de ces directives par l'Office. L'ONUDC estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.	sur le terrain en juillet 2019, leur rappelant la politique d'achat anticipé en vigueur. Cette notification comprenait les statistiques relatives au respect de ces directives par l'Office pour 2018 et pour le premier semestre de 2019. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée.			
33	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 153	Le Comité recommande que l'ONUDC évalue régulièrement son degré d'application des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion et prenne sans tarder des mesures correctives si besoin est.	L'ONUDC a déclaré qu'il continuerait à travailler avec tous les bureaux concernés pour assurer le respect des directives d'achat des billets dans les délais prescrits.	Le Comité s'est assuré que l'ONUDC avait pris des mesures pour évaluer le respect des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion et que des améliorations avaient été apportées aux justifications des demandes d'autorisation de voyage tardives. Toutefois, il a constaté que le taux de conformité des demandes d'autorisation de voyage ne s'était pas amélioré de manière significative. En effet, d'après l'examen de 6 437 voyages officiels effectués entre janvier et août 2019, 73 % des demandes n'avaient pas été traitées au moins 16 jours à l'avance (76 % 2017), et 81 % des demandes n'avaient pas été soumises au moins 21 jours à		X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
34	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 158	Le Comité recommande que l'ONUDC envisage de mettre en place dans Umoja, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, un mécanisme de contrôle automatisé qui permettrait de superviser et d'examiner les relevés de dépenses simplifiés.	L'ONUDC a examiné plus avant l'observation concernant la sélection automatisée des relevés de dépenses simplifiés. Étant donné qu'aucune évolution du système n'est prévue dans ce domaine, l'ONUDC devra continuer à appliquer le mécanisme en vigueur de sélection aléatoire des échantillons. Tout nouvel outil à acheter doit faire l'objet d'un examen en consultation avec l'équipe Umoja et le Service de la technologie de l'information, ce qui n'est pas possible pour le moment.	l'avance (83 % 2017). D'autre part, il n'a pas été possible de vérifier si les évaluations réalisées étaient effectuées de manière régulière, car dans le cas des deux évaluations fournies, la date de soumission du rapport était dépassée (pour des voyages datant de 2018 et 2019, les rapports d'évaluation avaient été soumis respectivement en juin et juillet 2019). Le Comité considère donc que la recommandation est en cours d'application.			X

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
								Recommandation non appliquée
35	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 164	Le Comité recommande que l'ONUDC envisage, en liaison avec l'équipe de planification du progiciel de gestion intégré, d'améliorer les procédures de traitement des cas dans lesquels des relevés de dépenses sont en suspens.	Les améliorations apportées à Umoja ainsi que les processus ont été mis en œuvre avec succès. Outre les modifications apportées au système, un suivi régulier est assuré pour garantir que les relevés de dépenses sont soumis et traités. Même si tous les relevés ne sont pas soumis dans le délai de 14 jours, plus de 94 % d'entre eux le sont (des pièces justificatives ont été fournies). L'ONUDC demande que cette recommandation soit classée, car des améliorations ont été apportées au traitement des voyages. Il convient de noter que la recommandation 29 du rapport du Comité des commissaires aux comptes de 2017, dans laquelle il avait été demandé à l'ONUDC de procéder à des examens réguliers des	sélection aléatoires pour le contrôle des relevés de dépenses simplifiés. Étant donné qu'il n'est pas possible de mettre en œuvre un mécanisme de contrôle automatisé dans Umoja, le Comité considère que cette recommandation est devenue caduque. Le Comité a pris note des efforts déployés par l'ONUDC pour améliorer le traitement des cas dans lesquels des relevés de dépenses sont en suspens. À cet égard, l'ONUDC a mis en place un outil de traitement des demandes de remboursement simplifiées, qui a été créé pour améliorer la gestion des relevés de dépenses en suspens. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée.	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
				engagements non réglés, est toujours en cours d'application. Cette recommandation concerne entre autres les voyages, et l'ONUDC demande donc au Comité d'examiner globalement le suivi des engagements non réglés plutôt que les seuls voyages.				
36	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 167	Le Comité recommande que l'ONUDC revoie, en liaison avec le Secrétariat de l'ONU, la fonction de recouvrement automatique d'Umoja, notamment en ce qui concerne les relevés de dépenses en cours, qui ne devraient bloquer le système que pendant une période raisonnable.	La fonction de recouvrement automatique ne pouvait pas être exécutée tant que des relevés de dépenses étaient encore en cours de traitement, car cela empêchait l'enregistrement du traitement par lot. Des changements apportés dans Umoja en février 2019 ont permis de définir des critères relatifs à l'ancienneté, aux délais et aux conditions de récupération des documents. L'essentiel de la recommandation a été appliqué, et l'ONUDC demande que celle-ci soit classée.	Le Comité a pris note des efforts déployés par l'ONUDC en ce qui concerne la fonction de recouvrement automatique dans Umoja, en particulier le nouvel outil de nettoyage. Néanmoins, ces informations ont été reçues après l'audit et n'ont pas pu être vérifiées. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X	
37	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 174	Le Comité recommande que l'ONUDC examine et affine la méthode suivie pour réunir en temps voulu les plans d'achat individuels des entités placées sous sa direction.	L'ONUDC continuera d'améliorer la collecte et le regroupement d'informations relatives aux plans d'achat. La date limite de présentation des plans d'achats pour 2020 a été fixée à la mi-décembre 2019. Un	Le Comité a constaté que l'ONUDC avait pris des mesures afin d'améliorer la présentation des plans d'achat par les entités subordonnées et d'en normaliser la structure. À cet égard, des modèles et des lignes directrices ont		X	

					<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
38	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 183	Le Comité recommande que l'ONUDC analyse les causes de la présentation a posteriori de demandes d'approbation d'achats et prenne les mesures appropriées pour empêcher que de tels cas se reproduisent.	Au 19 novembre 2019, on comptait 48 demandes d'approbation d'achats présentées rétroactivement. En outre, la Section des achats de l'ONUV a constaté que 17 % de ces bons de commande étaient liés aux services de conférence. Il s'agit d'un des services essentiels requis par les bureaux extérieurs, et la question a été largement abordée au niveau du siège afin de convenir d'une stratégie commune du Secrétariat de l'ONU. Cette catégorie s'inscrira dans le cadre de l'initiative « Gestion des catégories » menée par le Siège de l'ONU à New York. La Section des achats considère cette stratégie comme une bonne mesure	nouveau modèle de plan d'achats sera diffusé afin de faciliter l'évaluation et l'utilisation des données. été fournis aux bureaux extérieurs par le responsable de la Section des achats de l'ONUV. Toutefois, tous les plans d'achat n'ont pas été reçus en temps voulu. Par conséquent, et considérant que l'entité a informé le Comité que les actions recommandées devraient être menées au cours du premier trimestre 2020, la recommandation est toujours en cours d'application.		X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
39	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 188	Le Comité recommande que l'ONUDC mette en place un réseau de coordonnateurs opérationnels hors siège chargés des objectifs de développement durable (ODD) et en fasse connaître l'existence en interne, en collaboration avec les	d'atténuation pour les commandes de services de conférence soumises après coup. Soixante pour cent des bons de commande de ce type concernent des services publics et des locations que de nombreux bureaux doivent payer dès la réception de la facture ; la plupart de ces bons de commande sont donc émis après que le service a été fourni. Ces commandes passées a posteriori ne constituent pas un problème pour la Section des achats, qui continue à promouvoir des solutions consistant à lier les commandes à des contrats préapprouvés dans Umoja. Par ailleurs, 23 % des bons de commande concernent d'autres services. Pour ces bons, la Section des achats poursuit le dialogue avec les bureaux extérieurs afin de faire respecter les règles et règlements en matière de passation de marchés.	L'ONUDC a déclaré que la Division des opérations, en coordination avec les autres divisions de l'Office, a mis en place en décembre 2019 une communauté de pratique sur les ODD (et la réforme de l'ONU). Cette communauté doit permettre de partager les	L'ONUDC a nommé 18 coordonnateurs chargés des ODD. En outre, il a mené des actions de sensibilisation auprès des coordonnateurs du bureau du directeur de chaque division et pris contact avec les représentants des bureaux extérieurs et les	X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
			membres du groupe de travail informel du siège.	connaissances et de fournir des conseils, et elle doit jouer un rôle de plateforme de collecte et de diffusion des informations. Il s'agit de renforcer la communauté des praticiens de l'ONUDC (de l'ensemble des divisions), de recenser les pratiques exemplaires et de débattre des défis communs relatifs aux ODD et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. En janvier 2020, une équipe a été créée dans Microsoft Teams pour faciliter l'échange d'informations au sein de plusieurs canaux. L'ONUDC estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.	responsables de programmes sur le terrain. Il les a invités à deux webinaires organisés en décembre 2019 et a lancé une discussion de groupe avec tout le personnel intéressé afin de mettre en place un réseau de coordonnateurs chargés de promouvoir les ODD. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée.			
40	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 195	Le Comité recommande que l'ONUDC mette au point un module de formation en ligne à l'intention des membres de son personnel pour leur donner des orientations et des conseils détaillés sur la meilleure manière d'intégrer les ODD dans ses travaux.	Outre le module de formation déjà mis au point et communiqué au siège et aux principaux bureaux extérieurs de l'ONUDC, un module de formation en ligne était en cours d'élaboration et devait être mis en service au quatrième trimestre de 2019.	L'entité a fait quelques présentations sur les ODD et l'ONUDC. Néanmoins, et compte tenu du fait que la formation en ligne n'a toujours pas été élaborée, la recommandation est considérée comme étant en cours d'application.		X	
41	2017	A/73/5/Add.10 , chap. II, par. 204	Le Comité recommande que l'ONUDC analyse de façon approfondie tous ses projets et programmes et envisage de renforcer ses cadres stratégiques en y	Sur le tableau de bord des projets des Nations Unies (https://projects.un.org/), tous les projets et programmes de l'ONUDC ont été fléchés en fonction	Compte tenu du fait que les projets et programmes de l'ONUDC comportent des références aux ODD pertinents et que le cadre stratégique proposé pour	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
			incorporant tous les ODD et les cibles associées auxquels il peut concourir.	des ODD pertinents. En attendant que la transition vers Umoja Extension 2 soit achevée, la fonction de fléchage des ODD a également été intégrée dans le système ProFi.	2018-2019 recense les ODD applicables à chaque sous-programme, la recommandation est considérée comme appliquée.			
42	2016	A/72/5/Add.10 , chap. II, par. 42	Le Comité recommande que l'ONUDC renforce ses contrôles sur les accords conclus concernant des annonces de contribution de sorte que les états financiers rendent compte de tous les accords relatifs aux contributions.	Afin d'assurer l'exhaustivité des informations présentées dans ses états financiers, l'ONUDC a mis en œuvre depuis 2017 diverses mesures qui concernent notamment la déclaration de fin d'année des différents bureaux extérieurs, l'examen de l'exhaustivité de la convention de financement, l'exposé de fin d'année et le renforcement des compétences sur les normes IPSAS. L'ONUDC estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.	L'ONUDC a mis en œuvre plusieurs contrôles pour renforcer l'exhaustivité des informations présentées dans ses états financiers. Depuis 2018, le Service de la gestion des ressources financières utilise une liste de vérification pour la clôture de fin d'année afin de s'assurer que les états financiers tiennent compte de tous les accords relatifs aux contributions. Ce document permet, entre autres, de s'assurer que toutes les factures ont bien été saisies, de recenser les engagements en suspens et les accords de financement qui n'ont pas été saisis dans Umoja, et de s'assurer que toutes les contributions volontaires en nature ont bien été enregistrées. La liste de vérification susmentionnée doit être envoyée au siège de l'ONUDC par tous les bureaux extérieurs en temps voulu, conformément à l'instruction du Service de la gestion des ressources financières. Le Comité	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
43	2016	A/72/5/Add.10 , chap. II, par. 62	Le Comité recommande que l'ONUDC instaure des normes d'accessibilité s'appliquant aux bureaux extérieurs.	La recommandation est en cours d'application. Dans le contexte des réformes de l'ONU, le Groupe des innovations institutionnelles procède à un examen exhaustif des possibilités existantes, tant dans les capitales que dans les bureaux infranationaux, qui comprend une étude des normes relatives à l'accessibilité aux locaux. L'ONUDC a participé à cet exercice et attend les résultats de l'examen du Groupe des innovations institutionnelles. Cet examen, auquel l'ONUDC participe, s'inscrit dans une stratégie d'accessibilité à l'échelle du système, dirigée par le Secrétaire général, mais il n'a pas encore donné lieu à des conclusions officielles.	considère donc que la recommandation a été appliquée. Comme l'a indiqué l'ONUDC, les normes d'accessibilité des locaux à usage de bureaux sont en cours de révision dans le cadre des réformes de l'ONU. Cependant, l'examen n'a pas encore donné lieu à des conclusions officielles. La recommandation est donc considérée comme étant toujours en cours d'application.		X	
44	2016	A/72/5/Add.10 , chap. II, par. 63	Le Comité recommande également que l'ONUDC envisage de coopérer avec le PNUD en vue d'appliquer des normes d'accessibilité aux locaux administrés par celui-ci.	La recommandation est en cours d'application. Dans le contexte des réformes de l'ONU, le Groupe des innovations institutionnelles procède à un examen exhaustif des possibilités existantes, tant dans les capitales que dans les bureaux infranationaux, qui comprend une étude des	Comme l'a indiqué l'ONUDC, ce projet est en cours d'examen et n'a pas encore donné lieu à des conclusions officielles. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X	

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
45	2016	A/72/5/Add.10 , chap. II, par. 83	Le Comité recommande que l'ONUDC adapte sa planification stratégique et établisse une stratégie à long terme consistant à fournir un appui efficace et cohérent à la réalisation des objectifs de développement durable.	normes relatives à l'accessibilité des locaux à usage de bureaux. L'ONUDC a participé à cet exercice et attend les résultats de l'examen du Groupe. L'ONUDC a lié sa planification stratégique au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a adopté une approche d'élaboration de ses programmes qui a permis l'intégration intersectorielle des différents domaines relevant de son mandat et une meilleure adéquation avec les ODD. Il a mis en place plusieurs projets communs et groupes de coordination et diffusé diverses publications destinées à faire connaître au public sa contribution à la réalisation des ODD. Il entretient par ailleurs des échanges réguliers avec les États Membres, notamment dans le contexte de ses organes directeurs, à savoir la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Conformément aux principes de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, il	Le projet de cadre stratégique pour 2018-2019 établit plusieurs stratégies aux fins de la mise en œuvre des sous-programmes de l'entité. Pour chaque sous-programme, les ODD applicables sont indiqués. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		

					<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
				participera activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable au niveau des pays, qui sont les principaux documents de planification stratégique à long terme pour le système des Nations Unies répondant pleinement aux ODD. L'ONUDC estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.				
46	2016	A/72/5/Add.10 , chap. II, par. 84	Le Comité recommande que l'ONUDC adapte tous les programmes et activités aux objectifs de développement durable et, le cas échéant, à des cibles concrètes, afin que ses travaux sur les ODD deviennent plus visibles et que ses actions bénéficient d'une plus grande reconnaissance.	L'ONUDC a remanié sa page web consacrée aux ODD afin d'illustrer la façon dont ses travaux contribuent à la réalisation des cibles. Tous les rapports d'activité sur les projets et programmes de l'Office sont faits à l'aune des ODD et s'y réfèrent. L'ONUDC a également adapté son rapport annuel axé sur les résultats afin qu'il soit conforme aux règles de présentation des rapports établies par le Secrétariat de l'ONU et aux normes du système des Nations Unies pour le développement relatives à la présentation des résultats au regard des progrès accomplis dans la réalisation des ODD. L'ONUDC estime que cette recommandation a été	Compte tenu du fait que les projets et programmes de l'ONUDC font référence aux ODD pertinents et que le dernier rapport annuel axé sur les résultats contient des articles sur les travaux de l'ONUDC relatifs aux ODD, la recommandation est considérée comme appliquée.	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque
							Recommandation non appliquée	
47	2015	A/71/5/Add.10 , chap. II, par. 33	Le Comité recommande que l'ONUDC tire davantage parti des documents existants ayant trait aux risques afin d'appuyer les décisions de la direction et de faire en sorte que les hauts responsables réexaminent et réévaluent les mesures d'atténuation à intervalles réguliers afin de compléter l'inventaire des risques de l'organisation.	appliquée et demande au Comité de la classer. Le processus d'évaluation des risques est bien établi et mis en œuvre de façon systématique dans l'ensemble de l'ONUDC. L'Office a constamment amélioré son processus de gestion du risque institutionnel en examinant régulièrement les domaines de risque ainsi que les plans d'atténuation et de traitement des risques, qui sont d'abord discutés chaque trimestre au niveau opérationnel par les coordonnateurs interdivisions, puis transmis chaque semestre à l'équipe de direction par l'intermédiaire du Comité exécutif de l'ONUV et de l'ONUDC. Les décisions de la direction sont communiquées à toutes les divisions et des mesures d'atténuation sont appliquées par les responsables de la gestion des risques concernés. L'Office suit les progrès accomplis et les inscrit dans l'inventaire des risques et les plans de traitement des risques. Il estime que cette recommandation a été appliquée et demande au Comité de la classer.	Le Comité a examiné la documentation fournie par l'entité et considère que les éléments communiqués confirment que les documents existants ayant trait aux risques éclairent les décisions de la direction. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.	X		

N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
48	2015	A/71/5/Add.10 , chap. II, par. 86	Le Comité recommande que l'ONUDC envisage de simplifier la procédure d'établissement des rapports, par exemple en n'y communiquant que des informations ayant trait à des modifications effectuées après la présentation des rapports précédents, en ayant davantage recours à des graphiques pour comparer les progrès accomplis aux objectifs, et en y incluant des données relatives aux dépenses les plus importantes afin de relever celles dont le montant s'est écarté des prévisions et expliquer ces écarts.	L'ONUDC a considérablement simplifié la structure des rapports annuels sur l'exécution des programmes en utilisant des modèles de présentation permettant d'indiquer les résultats obtenus au niveau de chaque composante. En outre, il a également adapté son rapport annuel axé sur les résultats afin que celui-ci soit pleinement conforme aux règles de présentation des rapports établies par le Secrétariat de l'ONU et aux normes du système des Nations Unies pour le développement relatives à la présentation des résultats au regard des progrès accomplis dans la réalisation des ODD. L'Office a aussi adapté son rapport annuel de façon à en simplifier la structure, en mettant l'accent sur les résultats, les liens avec les ODD, les questions de genre et les droits de l'homme et en recourant davantage à des graphiques pour mieux mettre en évidence les progrès accomplis.	L'ONUDC a fourni des modèles montrant les améliorations apportées à la structure du rapport d'exécution des projets. Cependant, tous les éléments suggérés dans la recommandation n'ont pas été présentés. D'autre part, l'achèvement de la mise en œuvre est prévu pour le quatrième trimestre de 2020. La recommandation est donc considérée comme étant encore en cours d'application.		X		
49	2014	A/70/5/Add.10 et A/70/5/Add.10/Corr.1 , chap. II, par. 18	Le Comité recommande à l'ONUDC de procéder à des évaluations des risques de fraude afin de déterminer ses domaines d'activité les	Si l'ONUDC a élaboré et adopté à la fin de 2019 un inventaire des risques de fraude et de corruption et des plans d'intervention, les	L'ONUDC a élaboré une matrice des risques de fraude et de corruption en 2019. Toutefois, comme l'a indiqué l'entité, les		X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation		
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque Recommandation non appliquée
			plus exposés à ce type de risques. Les résultats de ces évaluations devraient être utilisés pour l'établissement de plans d'atténuation des risques permettant d'axer les formations et la signalisation ciblée des écarts sur la détection des cas de fraude.	documents correspondants n'ont pas encore été mis en ligne sur l'intranet. Cela sera fait d'ici le milieu de l'année 2020. L'ONUDC demande le classement de cette recommandation.	documents correspondants n'ont pas encore été mis en ligne sur l'intranet. La recommandation est donc considérée comme étant toujours en cours d'application.			
50	2012-2013	A/69/5/Add.10 , chap. II, par. 75	L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité l'invitant à améliorer le cadre de prise en charge de la collaboration avec les entités extérieures.	Les améliorations initialement proposées par le Comité ont été incluses dans les versions révisées du cadre et des manuels, dans la mesure du possible. Néanmoins, du fait d'événements tels que le déploiement du module Umoja de gestion des partenaires d'exécution, les améliorations qui y seront apportées, et la politique du Secrétariat relative aux partenaires d'exécution et aux bénéficiaires finaux, qui s'applique à toutes les entités, l'ONUDC doit être prêt à s'adapter aux révisions des processus liés à la gestion des partenaires externes et, par conséquent, à contribuer à l'amélioration continue du Cadre régissant le recours aux partenaires externes. Étant donné que les améliorations proposées ont été étayées par des documents, l'ONUDC	Compte tenu des progrès réalisés au regard du Cadre régissant le recours aux partenaires externes, le Comité considère que la recommandation a été appliquée.	X		

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Période sur laquelle porte le rapport	Rapport	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes	Réponse de l'ONUDC	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation devenue caduque	Recommandation non appliquée
				considère que la recommandation a été mise en œuvre et demande son classement.					
				Total	50	21	28	1	0
				Pourcentage	100	42	56	2	0

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 31 mars 2020, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par l'Administratrice chargée du Service de la gestion des ressources financières de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Les états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'année terminée le 31 décembre 2019 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci, de même que les tableaux qui les accompagnent, donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'ONUDC au cours de la période considérée.

Je certifie que les états financiers de l'ONUDC présentés ci-après, qui ont été établis sur la base de nos documents comptables et des informations communiquées par les agents d'exécution, sont corrects.

L'Administratrice chargée du Service de la gestion
des ressources financières
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
(Signé) Flor Cam

Chapitre IV

Rapport financier pour l'année terminée le 31 décembre 2019

A. Introduction

1. En application des résolutions [46/185 C](#) et [61/252](#) de l'Assemblée générale, la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) présente ci-après le rapport financier et les états financiers de l'Office pour l'année terminée le 31 décembre 2019.
2. Le rapport financier et les états financiers présentent sous forme consolidée des informations relatives aux contributions volontaires et à l'administration de la dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU. Les fonds de contributions volontaires comprennent le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Les ressources du budget ordinaire destinées à l'ONUDC ont été approuvées par l'Assemblée générale.
3. Les informations concernant les résultats financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sont présentées dans la note 3 relative aux états financiers (Information sectorielle).

B. Cadre opérationnel

4. L'ONUDC a pour mission d'aider les États Membres à trouver des solutions plus efficaces aux problèmes interdépendants que sont la consommation de drogues, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues, la traite d'êtres humains, le trafic d'armes à feu, la corruption, la cybercriminalité, la piraterie, le terrorisme, les infractions ayant des incidences sur l'environnement et le trafic de biens culturels. À cette fin, il leur prête son concours pour qu'ils mettent en place des dispositifs législatifs, réglementaires, judiciaires et sanitaires permettant de mieux lutter contre ces problèmes et de protéger la population, en particulier les personnes les plus vulnérables.
5. Afin d'améliorer son efficacité, de renforcer l'application du principe de responsabilité et de consolider la gestion axée sur les résultats, l'ONUDC est organisé autour de six sous-programmes thématiques : lutte contre la criminalité transnationale organisée ; approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue ; lutte contre la corruption ; prévention du terrorisme ; justice ; recherche, analyse des tendances et criminalistique. Il prête également des services aux États Membres au moyen de trois sous-programmes transversaux : appui en matière de politiques ; coopération technique et appui opérationnel ; prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
6. Le programme de travail est exécuté par les trois divisions organiques de l'Office, à savoir la Division des opérations, la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques et la Division des traités. Une quatrième division, la Division de la gestion, est chargée de la prestation des services administratifs et du contrôle. Par l'intermédiaire de la Division des opérations, l'ONUDC mène des activités partout dans le monde et dispose d'un vaste réseau composé de 8 bureaux

régionaux, 7 bureaux de pays, 2 bureaux de la liaison et des partenariats et 95 bureaux de programme et de projet sur le terrain.

7. Au nombre des donateurs de l'Office figurent 133 entités représentant des États Membres, des institutions internationales de financement, des organisations internationales, des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, des organismes des Nations Unies et des entités non gouvernementales (secteur privé et particuliers).

8. Pour répondre à la demande toujours plus forte dont ses services font l'objet, l'Office applique une formule permettant de planifier et d'exécuter les programmes et d'établir les rapports y relatifs de façon intégrée. Cette formule repose principalement sur l'élaboration de programmes mondiaux, régionaux et nationaux grâce auxquels l'Office peut satisfaire aux priorités des États Membres de manière plus durable et proposer son aide pour assurer la cohérence des politiques et des réformes institutionnelles. Cette démarche a pour particularité d'accentuer la mobilisation d'un vaste ensemble de parties prenantes : entités régionales, pays partenaires, organismes multilatéraux, organisations de la société civile, instituts de recherche ou encore médias.

9. L'Office mène également des activités en coopération ou dans le cadre de partenariats d'exécution avec d'autres départements et bureaux du Secrétariat et des organismes du système des Nations Unies, en particulier le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds international de développement agricole, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction. Il collabore également avec des organismes extérieurs, notamment l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union africaine, l'Organisation des États américains, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

10. Aux fins du renforcement de la transparence des activités qu'il mène pour exécuter son mandat, l'Office participe activement au Groupe des Nations Unies pour l'évaluation, qui fixe les règles et normes d'évaluation applicables au système des Nations Unies.

C. Aperçu des activités

11. À sa soixante-deuxième session, tenue en mars 2019, la Commission des stupéfiants a tenu un débat ministériel pour faire le bilan de l'application des engagements pris ces dix dernières années pour aborder et combattre conjointement le problème mondial de la drogue. Elle a adopté par consensus la Déclaration ministérielle sur le renforcement des actions que nous menons aux niveaux national, régional et international, pour accélérer la mise en œuvre de nos engagements communs à aborder et combattre le problème mondial de la drogue.

12. En application de la résolution [73/184](#) de l'Assemblée générale, l'ONUDC, de janvier à avril 2019, a organisé dans les cinq régions des Nations Unies des réunions régionales préparatoires en vue du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. La réunion organisée en Europe a été la première du genre tenue dans la région depuis 25 ans.

13. Au cours de la période considérée, l'ONUSDC a mené les activités ci-après :

a) Élaborer une nouvelle stratégie pour aider les États Membres à empêcher les organisations criminelles et les groupes terroristes d'acquérir des armes à feu par le trafic illicite ;

b) Aider les États Membres à mettre en place un mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles additionnels y relatifs, ainsi qu'un programme mondial d'administration de ce mécanisme ;

c) Lancer au Kenya, au Mexique et en Ouzbékistan un nouveau programme sur la gouvernance de la sécurité urbaine dans le but de promouvoir la mise en œuvre d'une approche stratégique et pluridimensionnelle en matière de sécurité urbaine et de bonne gouvernance fondée sur une compréhension approfondie de la manière dont la criminalité et la victimisation au niveau local interagissent avec les flux illicites transnationaux pour créer de l'insécurité et compromettre la sécurité et le bien-être de la collectivité ;

d) Lancer un programme triennal de renforcement des capacités de quatre pays d'Afrique du Nord afin de les aider à démanteler les réseaux criminels organisés impliqués dans la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, tout en protégeant les droits des victimes ;

e) Intégrer le Projet de communication aéroportuaire dans le Programme des Nations Unies de lutte contre les déplacements des terroristes, qui vise principalement à mettre en place des systèmes de collecte de données sur les passagers et qui est mené par le Bureau de lutte contre le terrorisme, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, l'Organisation de l'aviation civile internationale, le Bureau de l'informatique et des communications, INTERPOL et l'ONUSDC.

14. Pour promouvoir l'égalité des genres, l'ONUSDC a continué de mettre en œuvre sa stratégie pour l'égalité des genres et l'avancement des femmes (2018-2021). Parmi les principales réalisations figure la mise en place d'un réseau de points de contact chargés de la stratégie pour l'égalité des genres, composé de fonctionnaires du Siège et des bureaux extérieurs. Des supports de formation et des outils pratiques ont été mis au point pour faciliter la prise en compte systématique des questions de genre dans les programmes. L'ONUSDC a également continué d'œuvrer en faveur de la parité des sexes parmi son personnel en encourageant une culture institutionnelle inclusive et en intensifiant les activités de sensibilisation pour renforcer la diversité parmi les candidats.

15. L'ONUSDC a lancé un plan d'action pour appuyer l'exécution de la stratégie du Secrétaire général en matière de nouvelles technologies, qui vise à tirer parti des possibilités qu'offrent ces technologies tout en se protégeant des risques qu'elles présentent. Une équipe spéciale a été mise en place pour coordonner les travaux, et les premières activités de sensibilisation ont été menées. En outre, pour tenir davantage compte de l'innovation dans ses travaux, l'ONUSDC a établi une équipe transversale pour l'innovation, dont les activités visent principalement à renforcer les capacités du personnel dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage automatique, de la technologie de la chaîne de blocs et des mégadonnées.

Faits marquants par région

Amérique latine et Caraïbes

16. En Colombie et en Bolivie (État plurinational de), l'ONUSDC a continué d'appuyer la lutte contre les cultures illicites. L'Office a aidé le Gouvernement

colombien et la population à conclure des accords dans le cadre du programme national d'éradication volontaire des cultures illicites (au total, 100 000 familles ont signé de tels accords et des plantations de coca d'une superficie supérieure à 41 000 hectares ont été volontairement éradiquées), ainsi qu'à aider 5 700 anciens ramasseurs de coca à se joindre à des initiatives économiques locales pour obtenir des revenus licites durables, et à délivrer plus de 3 690 titres fonciers aux familles travaillant à l'éradication volontaire. Au Panama, l'ONUDC et le pouvoir judiciaire ont œuvré à l'amélioration des méthodes et des outils de collecte et d'analyse des données relatives aux activités judiciaires dans le pays, et à la promotion de la coopération Sud-Sud par la collaboration entre les établissements de formation du personnel judiciaire d'Argentine, de Colombie et du Panama et le renforcement des capacités de ces établissements. En Équateur, en Haïti, au Mexique et en El Salvador, l'ONUDC a appuyé l'élaboration de stratégies locales de lutte contre la corruption et de recouvrement d'avoirs. Au Brésil, 27 conseillers spécialisés, répartis dans l'ensemble des États du pays, ont été nommés pour fournir aux personnes en détention provisoire une assistance juridique conforme aux normes internationales.

Afrique et Moyen-Orient

17. Au Nigéria, l'ONUDC s'est associé au Gouvernement pour mener une deuxième enquête sur la corruption. En partenariat avec le HCDH, l'Office a encouragé une approche du trafic de migrants fondée sur les droits de l'homme en appuyant l'affectation en Italie et en Espagne de deux procureurs de liaison nigériens, qui travaillent en étroite collaboration avec les autorités sur 38 cas d'assistance judiciaire. Au Niger, le projet d'aide juridictionnelle mené par l'ONUDC et le programme des Volontaires des Nations Unies a contribué à la libération de 1 048 personnes innocentes qui avaient été placées en détention provisoire. Dans le cadre du Programme Sahel, l'ONUDC a coopéré avec le HCDH et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour veiller à ce que le rôle des femmes et des filles en tant qu'agents de la paix et du développement au Sahel soit pris en considération. Il a rétabli sa présence en Algérie et en Iraq et a obtenu des ressources pour mener des programmes dans ces pays, et il a étendu à l'Iraq et à la Jordanie ses activités relatives à la violence faite aux femmes. Dans la Corne de l'Afrique, l'ONUDC a signé un accord-cadre de partenariat avec le Gouvernement érythréen et livré le nouveau complexe pénitentiaire et judiciaire de Mogadiscio aux autorités somaliennes.

Asie occidentale et centrale

18. En Afghanistan, l'ONUDC, grâce à des projets relatifs aux chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage, a permis la création de 6 386 emplois et le remplacement du pavot par des cultures licites sur 943 hectares de terres. Au Pakistan, le premier centre polyvalent pour les femmes et les jeunes a été créé pour améliorer le déroulement des enquêtes sur la violence de genre ; la feuille de route sur l'État de droit a été approuvée, et un simulateur de réalité virtuelle tridimensionnelle a été mis en service pour renforcer la formation à la lutte antiterroriste. En Asie centrale, les interventions de coopération technique de l'ONUDC ont contribué à la saisie de 2 millions de dollars par les services kirghizes d'enquête financière chargés de lutter contre le blanchiment d'argent.

Asie du Sud, Asie de l'Est et Pacifique

19. L'ONUDC a continué d'aider les pays de la région du Mékong à combattre la menace que représentent les drogues illicites, en particulier la méthamphétamine, dans le cadre du mécanisme établi au titre du Mémorandum d'accord relatif à la lutte contre la drogue dans le bassin du Mékong. En Asie du Sud, l'ONUDC a aidé le

Gouvernement sri-lankais à élaborer un cadre national pour la prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent et la lutte contre ces phénomènes, en partenariat avec INTERPOL et l'Union européenne.

Europe de l'Est et Europe du Sud-Est

20. Dans le cadre de son programme régional pour l'Europe du Sud-Est, l'ONUDC a développé son assistance dans les domaines de la lutte contre le blanchiment d'argent, en renforçant les capacités des agents nationaux des forces de l'ordre à lutter contre les auteurs de ce crime dans la région, du contrôle aux frontières, comme en témoigne l'augmentation des saisies, et de la prévention et du traitement de la toxicomanie, en menant des actions de sensibilisation auprès de 20 % de l'ensemble des élèves d'un pays de la région. Le coup d'envoi de la deuxième étape d'un programme régional pour l'Europe du Sud-Est pour la période 2020-2023 a également été donné.

Programmes mondiaux

21. L'ONUDC a aidé 40 pays à améliorer leurs stratégies nationales de prévention et de traitement de la toxicomanie en sensibilisant 98 800 enfants et parents, ainsi que 51 000 personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues. Il a également dispensé à 250 partenaires d'exécution dans plus de 20 pays une formation sur les actions de riposte au VIH fondées sur des données probantes et mené dans 14 pays des activités de renforcement des capacités en matière de soins de santé pour les femmes incarcérées. L'ONUDC a élaboré trois manuels de formation et une feuille de route sur le traitement des enfants associés au terrorisme et organisé 12 ateliers sur la justice pour enfants et la violence à leur encontre. Il a aussi publié des manuels sur la violence sexiste à l'égard des femmes et des filles, l'aide juridictionnelle et la justice réparatrice.

22. Le programme de lutte contre la corruption a permis de renforcer les capacités de plus de 930 juristes et autres parties prenantes de 55 États Membres à prévenir, à détecter et à instruire des cas de corruption ou à en poursuivre les auteurs. Le Programme mondial pour la mise en œuvre de la déclaration de Doha a permis de sensibiliser plus de 1,8 million de personnes, et environ 200 sessions de formation ont été organisées dans le but de susciter le changement parmi les États Membres dans les domaines de l'intégrité de la fonction judiciaire et de la prévention de la corruption, de la réinsertion des prisonniers, de la prévention de la délinquance juvénile grâce au sport et de l'éducation à la justice. Dans le cadre du programme CRIMJUST, 16 cours de formation ont été organisés pour 438 procureurs et juges afin de renforcer leurs capacités dans le domaine des produits du crime et du recouvrement d'avoirs. Dans le cadre du Programme de contrôle des conteneurs, l'ONUDC, en coopération avec l'OMD, a contribué à l'augmentation du contrôle ciblé de conteneurs dans 65 pays, grâce à une formation dispensée à 3 379 agent(e)s, dont 19 % de femmes. Le programme mondial de renforcement du régime juridique contre le terrorisme a permis de prêter assistance à 72 États Membres sous forme d'orientations, d'activités de renforcement des capacités et de coopération internationale. Au total, 1 212 fonctionnaires nationaux de justice pénale ont été formés sur des questions thématiques relatives à la lutte antiterroriste.

23. Le fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, a appuyé l'exécution d'activités dans le cadre de 29 projets menés dans le monde entier par des organisations non gouvernementales, en fournissant une aide essentielle à 3 000 victimes de la traite des personnes dans 23 pays, sous la forme notamment d'un abri et d'un soutien juridique, médical et psychosocial.

D. Aperçu de l'exécution du budget-programme

24. À la différence des états financiers, qui sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS), le budget-programme de l'ONUDC est encore élaboré, géré et présenté suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, sur la base des Normes comptables du système des Nations Unies. L'état financier V présente un état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs.

25. Les recettes et les dépenses dont il est question dans la présente section ont été calculées selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée (méthode retenue dans les Normes comptables du système des Nations Unies), de sorte qu'elles peuvent être comparées aux montants inscrits au budget.

26. Le budget consolidé de l'ONUDC est établi tous les deux ans. Le budget des fonds à des fins générales (contributions non préaffectées) est approuvé par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tandis que le budget des fonds réservés à des fins spéciales (contributions préaffectées) et le budget des fonds d'appui aux programmes (budget d'appui administratif et d'appui aux programmes) sont présentés aux Commissions pour approbation. Ensemble, les contributions préaffectées et non préaffectées et les fonds affectés à l'appui administratif et à l'appui aux programmes constituent les ressources extrabudgétaires de l'Office. Le budget consolidé renferme également des informations sur le budget ordinaire de l'ONUDC, lequel est approuvé par l'Assemblée générale.

27. Une fois le budget consolidé approuvé, l'ONUDC alloue des fonds, en fonction de leur disponibilité, à l'exécution des programmes et des projets. À la fin de la première année de l'exercice biennal, le budget est révisé en fonction de l'évolution des besoins. Ces modifications sont approuvées par les Commissions lors de l'élaboration du rapport sur l'exécution du budget pendant la première année de l'exercice biennal. Le budget définitif pour l'exercice 2018-2019 a été présenté aux commissions à la fin de 2019.

28. Le tableau IV.1 présente des données comparatives globales de l'exécution du budget en 2018 et 2019.

Tableau IV.1

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : aperçu des recettes, du budget, des dépenses et du taux d'exécution (budget ordinaire compris) pour 2018 et 2019 (selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Recettes	427,0	382,3
Budget (final) (A)	388,8	349,2
Dépenses (B)	369,5	333,0
Taux d'exécution (B par rapport à A)	95,0 %	95,3 %

29. Les ressources extrabudgétaires inscrites au budget initial pour 2019 approuvé ou entériné par les commissions à leurs sessions de 2018 s'élevaient à 335,8 millions de dollars (contre 395,6 millions en 2018). En décembre 2019, les commissions ont approuvé le budget final pour 2019, qui comprenait 365,8 millions de dollars de ressources extrabudgétaires (327,8 millions de dollars en 2018). Le budget final consolidé pour 2019, budget ordinaire compris, s'élevait à 388,8 millions de dollars

(349,2 millions en 2018). Par rapport au budget définitif, le taux d'exécution pour 2019 était de 95,0 % (95,3 % en 2018).

30. Comme indiqué dans le tableau IV.1, les recettes et les dépenses de l'ONUDC ont augmenté de respectivement 44,7 millions et 36,5 millions de dollars (soit 11,0 %) en un an.

31. Dans le tableau IV.2, les dépenses de 2018 et 2019 sont ventilées par source de financement : fonds réservés à des fins spéciales (contributions préaffectées), fonds d'appui aux programmes (budget d'appui administratif et d'appui aux programmes) et fonds à des fins générales (contributions volontaires non préaffectées). On y trouve également les dépenses financées au moyen du budget ordinaire.

Tableau IV.2

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par source de financement des dépenses de 2018 et 2019 (comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis ; les chiffres du budget ordinaire sont tirés des chapitres 16 et 23)

	2019		2018	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
<i>Ressources extrabudgétaires</i>				
Fonds constitués à des fins spéciales	318,0	86	284,5	86
Fonds d'appui aux programmes	25,1	7	21,4	6
Fonds constitués à des fins générales	3,4	1	4,7	1
Total partiel	346,5	94	310,6	93
Budget ordinaire	23,0	6	22,4	7
Total	369,5	100	333,0	100

32. La croissance du taux d'exécution en 2019 tient principalement aux projets de coopération technique, en particulier au projet sur le développement alternatif en Colombie (augmentation de 20,3 millions de dollars), au projet de renforcement de la coopération en matière d'enquêtes criminelles et de justice pénale sur l'itinéraire emprunté par les trafiquants de cocaïne en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique de l'Ouest (augmentation de 6,7 millions de dollars) et au projet sur le développement alternatif en Afghanistan (augmentation de 5,2 millions de dollars). Les dépenses relatives aux programmes d'assistance technique (fonds constitués à des fins spéciales) ont augmenté de 11,8 % en un an (voir tableau IV.2).

33. Les figures IV.I et IV.II illustrent la ventilation des dépenses respectivement par sous-programme et par région. Comme en 2018, les deux principaux programmes en termes de dépenses étaient le sous-programme 1 (lutte contre la criminalité transnationale organisée) et le sous-programme 2 (approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue). À eux deux, ils ont représenté 57,7 % des dépenses en 2019 (54,1 % en 2018). Les programmes mondiaux (33,5 %) mis à part, c'est dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes que la plus grande part des dépenses a été engagée (26,9 %). Ces deux composantes ont ainsi représenté 60,4 % des dépenses en 2019 (60,2 % en 2018).

Figure IV.I

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par sous-programme des dépenses de 2019 comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies (budget ordinaire compris)

(En millions de dollars des États-Unis)

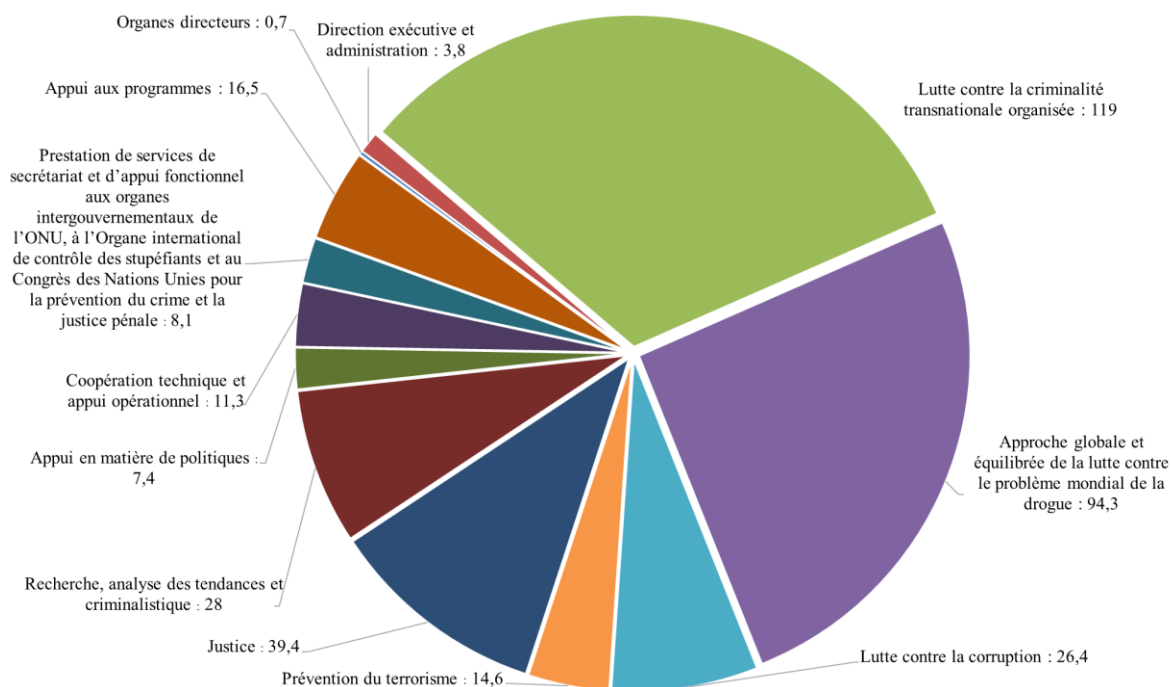
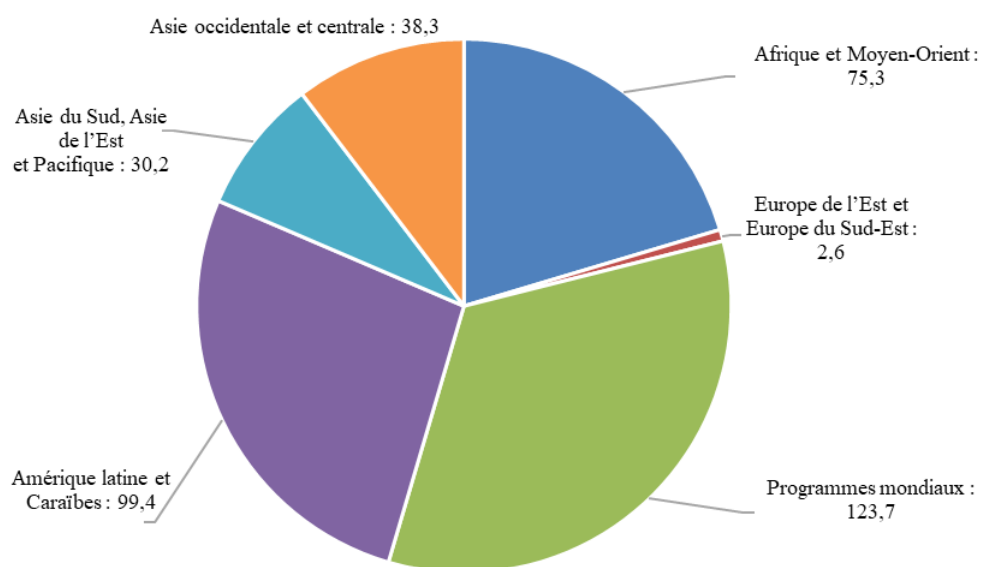


Figure IV.II

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par région des dépenses de 2019 comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies (budget ordinaire compris)

(En millions de dollars des États-Unis)



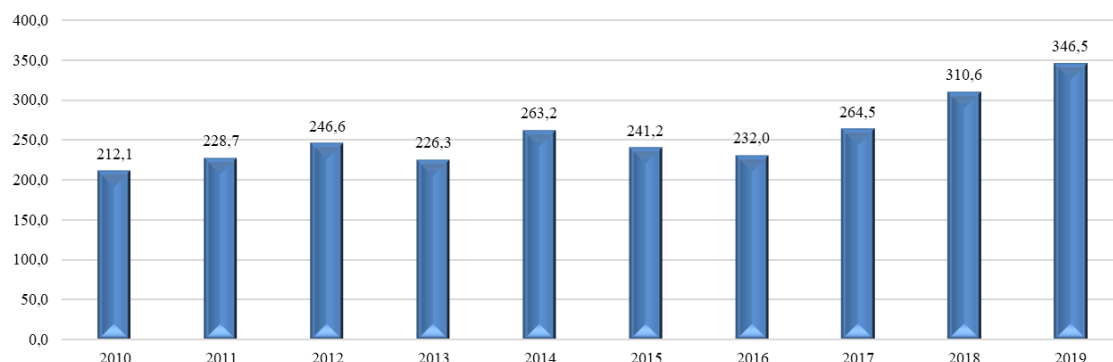
Note : Selon le pays ou la région où les projets sont exécutés.

34. Les figures IV.III et IV.IV montrent l'évolution sur 10 ans des dépenses d'assistance technique comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies.

Figure IV.III

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : évolution, de 2010 à 2019, des dépenses d'assistance technique comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies (hors budget ordinaire)

(En millions de dollars des États-Unis)

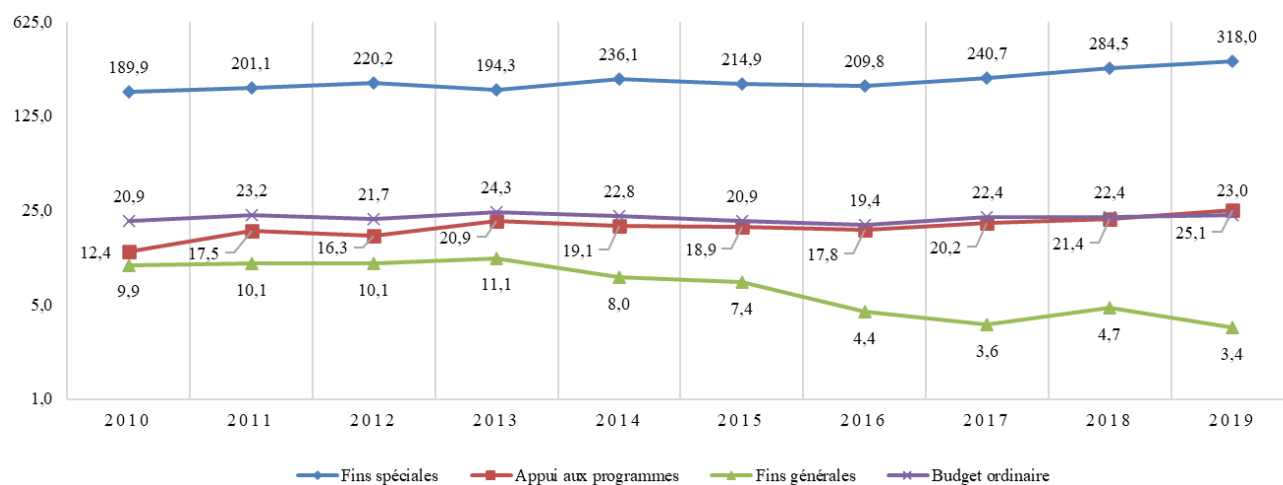


35. En dépit de fluctuations annuelles, les dépenses d'assistance technique de l'ONUDC (financées au moyen de ressources extrabudgétaires) ont suivi une tendance à la hausse ces dix dernières années. En 2019, elles ont atteint 346,5 millions de dollars, soit une augmentation de 63,4 % par rapport à 2010 (212,1 millions de dollars). Cette tendance témoigne de la forte confiance que placent les donateurs dans les objectifs visés par l'Office et les résultats obtenus grâce à l'exécution de ses programmes.

Figure IV.IV

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par source de financement des dépenses engagées de 2010 à 2019 (comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis)



36. Contrairement à la tendance positive qui caractérise l'exécution des programmes, la figure IV.IV fait ressortir le déséquilibre qui s'est accru au fil des ans entre les contributions préaffectées et non préaffectées. Le ratio des fonds constitués à des fins générales (non préaffectés) par rapport aux fonds constitués à des fins

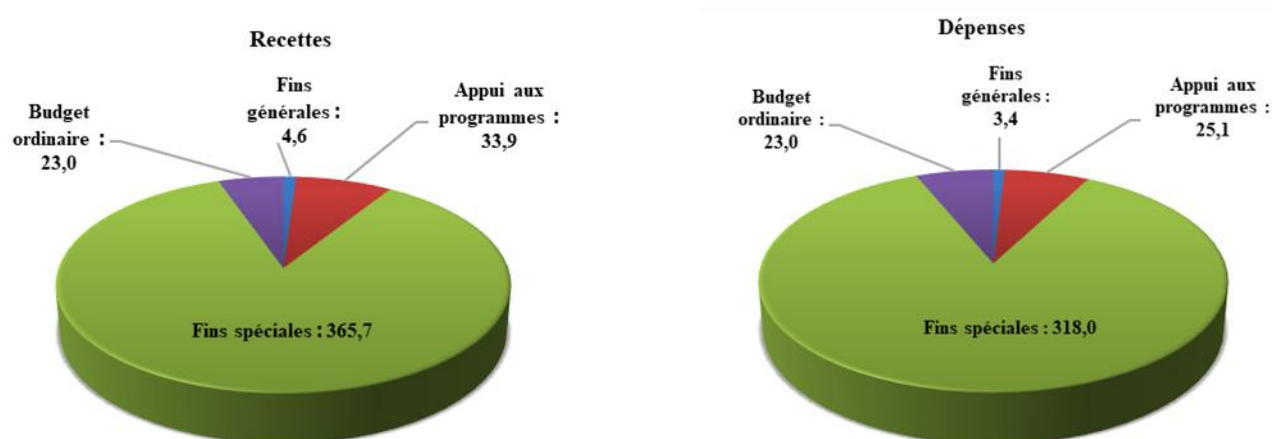
spéciales (préaffectés) est passé de 5:95 en 2010 à 1:99 en 2019. Les fonds destinés à des fins générales (dépenses) sont passés de 9,9 millions de dollars en 2010 à 3,4 millions de dollars en 2019, soit une diminution de 65,8 %, alors que les fonds préaffectés (dépenses) sont passés de 189,9 millions de dollars en 2010 à 318,0 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 67,5 %.

37. La figure IV.V présente les recettes et les dépenses de 2019 par source de financement (fonds destinés à des fins générales, fonds d'appui aux programmes et fonds réservés à des fins spéciales).

Figure IV.V

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : ventilation par source de financement des recettes et dépenses de 2019 (comptabilisées selon les Normes comptables du système des Nations Unies)

(En millions de dollars des États-Unis)



38. Comme le montre la figure IV.V, les recettes destinées à des fins générales (non préaffectées) ne représentaient que 1,1 % des recettes totales et n'ont permis de financer que 0,9 % des dépenses annuelles liées à l'exécution des programmes.

39. Il ne fait aucun doute que le déclin continu, en chiffres absolus comme en pourcentage, des fonds destinés à des fins générales réduit la capacité de l'ONUDC de s'acquitter de son mandat, de gérer les déficits de financement des programmes, d'assurer l'orientation stratégique et le contrôle voulus et d'introduire des améliorations, y compris les initiatives de réforme de l'ONU. L'Office réagit à cette tendance en observant une discipline financière stricte qui se traduit par le recouvrement intégral des coûts (voir sect. F), mais il continue à inviter les donateurs à verser davantage de contributions non préaffectées afin de garantir la solvabilité du fonds constitué à des fins générales.

E. Analyse financière

40. Les résultats qui figurent dans la présente section sont issus des états financiers établis selon les normes IPSAS et des notes qui les accompagnent, sauf indication contraire.

41. Au 31 décembre 2019, l'actif net s'élevait à 778,9 millions de dollars (état I), ce qui représente une augmentation de 91,9 millions de dollars (soit 13,4 %) par rapport au 31 décembre 2018 (687,0 millions de dollars). Cette augmentation découle de l'excédent net de 83,3 millions de dollars enregistré en 2019 (état II) et d'un gain

actuariel de 8,6 millions de dollars résultant de l'évaluation des engagements au titre des avantages du personnel (état III).

42. Le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements s'élevait à 805,6 millions de dollars (soit 70,9 % de l'actif total au 31 décembre 2019), en augmentation de 86,4 millions de dollars par rapport au montant de 719,2 millions de dollars de 2018 (voir notes 5 et 6).

43. Au 31 décembre 2019, le montant des contributions volontaires préaffectées à recevoir s'élevait à 254,3 millions de dollars (contre 251,7 millions en 2018), déduction faite d'une provision de 3,5 millions de dollars pour créances douteuses (contre 2,1 millions en 2018) (voir note 7).

44. Un élément important du mode opératoire de l'ONUDC consiste à établir des partenariats avec d'autres programmes et organismes des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des institutions publiques et des organisations non gouvernementales pour exécuter les activités relatives aux programmes. Conformément au cadre régissant la collaboration avec les entités extérieures, l'Office verse des avances à ses partenaires d'exécution, lesquels rendent compte de leur emploi dans les rapports qu'ils lui présentent régulièrement. Au 31 décembre 2019, le solde des avances s'élevait à 26,2 millions de dollars (contre 18,1 millions en 2018), dont 19,0 millions de dollars (11,9 millions en 2018) devaient contribuer à la mise en place et au contrôle de l'exécution de la stratégie intégrée colombienne de réduction durable des cultures illicites et d'incitation au développement alternatif, ainsi qu'à l'instauration d'un état d'esprit privilégiant le respect de la loi (voir note 8).

45. Au 31 décembre 2019, la valeur totale des immobilisations corporelles s'établissait à 16,9 millions de dollars (contre 14,6 millions en 2018). Des projets de construction d'une valeur totale de 11,5 millions de dollars étaient en cours à la fin de 2019 (voir note 10).

46. Au 31 décembre 2019, le montant des encaissements par anticipation s'élevait à 35,3 millions de dollars (contre 27,7 millions en 2018). Il correspond à des fonds reçus au titre d'opérations avec contrepartie directe pour des services qui n'avaient pas encore été fournis à la fin de l'année (voir note 13).

47. Au 31 décembre 2019, le montant des engagements au titre des avantages du personnel s'élevait à 117,0 millions de dollars (contre 116,6 millions en 2018), dont 109,5 millions de dollars (contre 110,2 millions en 2018) concernaient des engagements au titre de régimes à prestations définies (voir note 14).

48. Les produits comptabilisés en 2019, d'un montant total de 458,1 millions de dollars (contre 409,2 millions en 2018), provenaient à 81,2 % d'opérations sans contrepartie directe (375,2 millions de dollars, contre 332,3 millions de dollars en 2018) (voir note 19), auxquelles s'ajoutaient les crédits ouverts au titre du budget ordinaire de l'ONU (32,0 millions de dollars, contre 34,3 millions en 2018) (voir note 18). À la rubrique « Produits divers » étaient inscrits 10,6 millions de dollars (6,5 millions en 2018), dont 10,1 millions de dollars (6,4 millions en 2018) provenaient d'opérations avec contrepartie directe telles que des services d'appui informatique et l'organisation de formations à l'intention des États Membres et d'autres organisations internationales (voir note 20).

49. Le montant total des charges pour l'exercice s'élevait à 374,8 millions de dollars (332,3 millions en 2018) et concernait essentiellement les dépenses de personnel, d'un montant de 125,8 millions de dollars (120,0 millions en 2018), soit 33,6 % des charges totales, et la rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, d'un montant de 63,5 millions de dollars (58,8 millions en

2018), soit 16,9 % du total des charges. En outre, le montant relatif aux travaux réalisés par les partenaires d'exécution et aux aides versées aux bénéficiaires dans le cadre de mécanismes de microfinancement s'élevait à 60,0 millions de dollars (33,2 millions de dollars en 2018).

F. Enjeux et améliorations pour 2019 et au-delà

Modèle de financement

50. Compte tenu de la situation problématique dans laquelle il se trouve en raison de sa forte dépendance vis-à-vis des contributions préaffectées selon des critères stricts, l'ONUDC a continué en 2019 de veiller à ce que le principe du recouvrement intégral des coûts soit appliqué de manière systématique et cohérente à tous les programmes et projets financés par des contributions volontaires, en établissant un lien entre les activités de base et les activités relatives aux programmes et des catégories de coûts directs et indirects. Dans le cadre de ses activités, il a étudié la structure des coûts par rapport aux besoins des programmes et amélioré ses directives et procédures relatives au recouvrement des coûts et à l'utilisation des sources de financement.

51. En 2019, l'ONUDC a continué d'appliquer les principes de la gestion du risque, d'étudier la structure des coûts et des bureaux extérieurs par rapport aux besoins des programmes et d'établir de manière transparente le coût des activités de programme grâce à la fonctionnalité améliorée d'Umoja et en faisant le meilleur usage des tableaux de bord d'alerte rapide.

52. Néanmoins, l'Office continue de demander aux États Membres et à d'autres donateurs de verser des contributions non préaffectées ou préaffectées selon des critères souples afin d'être mieux à même de mettre en œuvre sa stratégie, ses programmes et ses initiatives de réforme. Il poursuivra également son dialogue actif avec les États Membres, notamment par l'intermédiaire du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office, afin d'obtenir davantage de contributions ordinaires préaffectées selon des critères souples. Dans le cadre du pacte de financement, les États Membres se sont engagés à ce que les ressources ordinaires représentent au moins 30 % du montant total au cours des cinq prochaines années.

Réforme de la gestion de l'ONU et réforme de l'ensemble du système des Nations Unies

53. Dans sa résolution [72/279](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de piloter les efforts faits par les entités du système des Nations Unies pour le développement en vue de mettre en place une nouvelle génération d'équipes de pays. L'ONUDC participe à la réforme du système des Nations Unies pour le développement du fait de sa présence dans 85 pays et de son appartenance à 106 équipes de pays des Nations Unies. Il a contribué en 2020 à l'élaboration de nouveaux cadres de coopération dans plus de 10 pays, a participé aux analyses communes de pays et a soutenu l'intégration, l'accélération et le soutien aux politiques ainsi que les examens nationaux volontaires, entre autres.

54. Afin de renforcer sa contribution sur le terrain à la réforme du système des Nations Unies pour le développement, l'ONUDC a ponctuellement alloué, au cours de la période 2018-2019, des moyens supplémentaires pour renforcer sa présence et ses capacités en matière de négociation, de partenariat et d'élaboration de programmes dans les zones géographiques prioritaires, ce qui lui a permis de déployer

temporairement du personnel au Siège, en Équateur, en Haïti, en Indonésie, en Iraq et au Mozambique et de jouer un rôle de premier plan auprès des gouvernements, des équipes de pays des Nations Unies et des bureaux régionaux du Groupe des Nations Unies pour le développement durable. En conséquence, l'ONUDC a participé aux activités de programmation conjointe et de mobilisation des ressources et a réussi à établir une présence pérenne sur le terrain. Ces moyens supplémentaires lui ont également permis de renforcer sa présence dans les principaux domaines thématiques prioritaires que sont la lutte antiterroriste et la migration.

55. L'ONUDC appuie sans réserve les réformes de gestion approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/266 B sur un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies, et dans sa résolution 72/303 sur les progrès accomplis dans l'élaboration d'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'ONUDC participe à la mise en œuvre de plusieurs initiatives, telles que des services de soutien communs, le partage de locaux et des stratégies relatives aux modalités de fonctionnement. Il devrait particulièrement mettre à profit la déclaration de reconnaissance mutuelle pour réaliser des gains d'efficacité grâce à l'interopérabilité des politiques et des pratiques dans des domaines administratifs précis. L'ONUDC déploie actuellement sa stratégie opérationnelle en matière de ressources humaines pour la période 2018-2021, en mettant l'accent sur l'amélioration des services rendus, le renforcement de la gestion des aptitudes et une culture institutionnelle favorable au changement. L'équipe dirigeante de l'ONUDC a approuvé le plan d'action en faveur d'une diversité géographique accrue, qui a été élaboré sur la base d'une évaluation externe des procédures de recrutement en vigueur à l'Office.

Initiative de gestion du risque institutionnel

56. Outre le cadre de gestion du risque déjà bien en place, l'ONUDC a approuvé en 2019 la mise en œuvre d'un inventaire de la fraude et de la corruption et du plan d'intervention y afférent, qui ont été intégrés dans le cadre de gestion du risque institutionnel. À l'avenir, il prévoit de lancer un processus d'examen et d'actualisation continus de ses inventaires des risques institutionnels et de ses plans d'intervention.

Umoja

57. En 2019, l'ONUDC a déployé avec succès Umoja Mobile, qui permet d'accéder à certaines fonctionnalités en libre-service sur tous les appareils mobiles. L'Office a également participé au déploiement des applications de planification stratégique, d'établissement du budget et de gestion de la performance d'Umoja pour ce qui est du budget ordinaire. Tout au long de l'année, les discussions se sont poursuivies avec l'équipe Umoja au Siège concernant l'élaboration du modèle de gestion des contributions volontaires du projet Umoja-Extension 2 afin d'assurer que l'ONUDC et d'autres organismes bénéficient d'une solution globale intégrée. Le module de gestion des partenaires d'exécution a été lancé en décembre 2019 et il est en cours de déploiement dans tous les bureaux extérieurs de l'ONUDC. D'autres fonctionnalités liées à la gestion des contributions volontaires sont en cours de conception. Les experts techniques de l'ONUDC contribuent de façon notable à ce déploiement en cours à l'échelle de l'organisation afin d'assurer sa réussite en 2020 et 2021.

58. À la fin de 2019, l'ONUDC a adopté une nouvelle approche de formation ciblée qui consiste à élaborer et à mettre à la disposition des utilisateurs finals un grand nombre de supports de formation en ligne et de vidéos, ainsi qu'à organiser davantage de sessions de formation sur le terrain en les regroupant dans différents bureaux

extérieurs de l'Office. Cette approche a permis de gagner en flexibilité et en efficacité et elle sera généralisée à l'avenir.

Gestion axée sur les résultats

59. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'ONUDC a renforcé sa culture de gestion axée sur les résultats, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution [71/243](#) sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Les résultats de l'examen par les pairs de la gestion axée sur les résultats conduisent à une révision des systèmes de suivi de la planification des projets et des programmes et d'établissement des rapports correspondants, qui seront mis en place grâce à la solution de gestion des contributions volontaires d'Umoja, dont la mise en service est prévue pour 2020.

60. En outre, l'ONUDC est sur le point d'achever le déploiement d'un module d'apprentissage en ligne sur la gestion axée sur les résultats et le Programme 2030 à l'intention de l'ensemble du personnel, et il œuvre à l'intégration d'un socle de théories du changement dans les exercices de programmation. L'Office a contribué activement aux travaux des équipes spéciales chargées de rédiger des lignes directrices pour l'élaboration d'une nouvelle génération de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Chapitre V

États financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

I. État de la situation financière au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 5	215 675	70 276
Placements	Note 6	449 831	602 265
Contributions volontaires à recevoir	Note 7	118 445	138 148
Créances diverses	Note 7	6 556	8 891
Transferts par anticipation	Note 8	26 172	18 054
Avances versées au PNUD et autres éléments d'actif	Note 9	15 940	13 287
Total des actifs courants		832 619	850 921
Actifs non courants			
Placements	Note 6	140 117	46 648
Contributions volontaires à recevoir	Note 7	135 850	113 513
Créances diverses	Note 7	12 000	–
Immobilisations corporelles	Note 10	16 889	14 573
Immobilisations incorporelles	Note 11	250	471
Total des actifs non courants		305 106	175 205
Total de l'actif		1 137 725	1 026 126
Passifs courants			
Dettes et autres charges à payer	Note 12	35 113	43 676
Encaissements par anticipation	Note 13	35 320	27 653
Avantages du personnel	Note 14	5 175	3 584
Provisions	Note 15	25	–
Engagements conditionnels	Note 16	86 276	81 390
Total des passifs courants		161 909	156 303
Passifs non courants			
Dettes et autres charges à payer	Note 12	12 000	–
Avantages du personnel	Note 14	111 852	113 013
Engagements conditionnels	Note 16	73 071	69 772
Total des passifs non courants		196 923	182 785
Total du passif		358 832	339 088
Total net de l'actif et du passif		778 893	687 038
Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières	Note 17	50 479	26 941
Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières	Note 17	728 414	660 097
Total de l'actif net		778 893	687 038

Les notes explicatives et les annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

II. État des résultats financiers pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Produits			
Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU	Note 18	32 004	34 294
Contributions volontaires	Note 19	375 155	332 302
Autres transferts et allocations	Note 19	21 168	22 572
Produits divers	Note 20	10 605	6 482
Produits des placements	Note 21	19 179	13 495
Total des produits		458 111	409 145
Charges			
Traitements, indemnités et autres prestations	Note 22	125 802	120 018
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 23	63 520	58 757
Subventions et autres transferts	Note 24	60 043	33 230
Fournitures et consommables	Note 25	5 631	5 934
Amortissement d'immobilisations corporelles	Note 10	557	630
Amortissement d'immobilisations incorporelles	Note 11	221	214
Voyages		38 135	38 403
Frais de fonctionnement divers	Note 26	79 512	73 767
Charges diverses	Note 27	1 420	1 317
Total des charges		374 841	332 270
Excédent/(déficit) pour l'année	Note 17	83 270	76 875

Les notes explicatives et les annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

III. État des variations de l'actif net pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

		<i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières</i>	<i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières</i>	<i>Total</i>
	<i>Complément d'information</i>			
Actif net au 1^{er} janvier 2018		11 701	586 683	598 384
Variation de l'actif net				
Virements/prélèvements sur les fonds réservés ou non à des fins particulières		(8 818)	8 818	–
Gains/(pertes) actuariel(le)s		11 779	–	11 779
Excédent/(déficit) pour l'année		12 279	64 596	76 875
Total de l'actif au 31 décembre 2018		26 941	660 097	687 038
Actif net au 1^{er} janvier 2019	État I	26 941	660 097	687 038
Variation de l'actif net				
Virements/prélèvements sur les fonds réservés ou non à des fins particulières	Note 17	(761)	761	–
Gains/(pertes) actuariel(le)s	Note 14	8 585	–	8 585
Excédent/(déficit) pour l'année	État II	15 714	67 556	83 270
Total de l'actif au 31 décembre 2019	État I	50 479	728 414	778 893

Les notes explicatives et les annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

IV. État des flux de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Excédent/(déficit) pour l'année	État II	83 270	76 875
<i>Mouvements sans effet de trésorerie</i>			
Amortissement	Notes 10 et 11	778	844
Engagements au titre des avantages du personnel : (gains)/pertes actuariel(le)s	Note 14	8 585	11 779
Gains/(pertes) sur sorties d'immobilisations corporelles	Note 10	8 704	2 220
<i>Variations de l'actif</i>			
(Augmentation)/diminution des contributions volontaires à recevoir	Note 7	(2 634)	26 764
(Augmentation)/diminution des créances diverses	Note 7	(9 665)	3 468
Augmentation/(diminution) des transferts par anticipation	Note 8	(8 118)	(11 617)
(Augmentation)/diminution des autres éléments d'actif	Note 9	(2 653)	(2 037)
<i>Variations du passif</i>			
Augmentation/(diminution) des dettes – États Membres	Note 12	7 173	(140)
Augmentation/(diminution) des dettes – Autres	Note 12	(3 736)	1 459
Augmentation/(diminution) des encaissements par anticipation	Note 13	7 667	(667)
Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel	Note 14	430	(4 060)
Augmentation/(diminution) des provisions	Note 15	25	–
Augmentation/(diminution) des autres éléments de passif	Note 16	8 185	(3 520)
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	Note 21	(19 179)	(13 495)
Flux nets de trésorerie provenant du/(utilisés pour le) fonctionnement	Note 4	78 832	87 873
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Part au prorata des (augmentations)/diminutions nettes dans le fonds de gestion centralisée des liquidités	Note 6	58 965	(78 814)
Produits des placements présentés parmi les activités d'investissement	Note 21	19 179	13 495
Acquisitions d'immobilisations corporelles	Note 10	(11 577)	(6 219)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	Note 11	–	(54)
Flux nets de trésorerie provenant des/(utilisés pour les) activités d'investissement	Note 4	66 567	(71 592)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Encaissements/(décaissements) divers		–	–
Flux nets de trésorerie provenant des/(utilisés pour les) activités de financement	Note 4	–	–
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	Note 4	145 399	16 281
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'année	Note 5	70 276	53 995
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'année	État I	215 675	70 276

Les notes explicatives et les annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

V. État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget pour l'année terminée le 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Budget rendu public ^a		Montants effectifs 2019 (établis selon la méthode comptable applicable au budget)	Différence ^d (pourcentage)
	Budget annuel initial pour 2019 ^b	Budget annuel définitif pour 2019 ^c		
Produits				
Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU	20 507	22 923	22 908	—
Contributions volontaires	336 805	338 754	404 104	19
Total des produits	357 312	361 677	427 012	18
Charges				
A. Organes directeurs	768	676	676	—
B. Direction exécutive et administration	3 630	4 294	3 776	(12)
C. Programme de travail				
1. Lutte contre la criminalité transnationale organisée	98 927	126 222	119 036	(6)
2. Approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue	110 629	82 551	94 268	14
3. Lutte contre la corruption	20 593	30 602	26 429	(14)
4. Prévention du terrorisme	14 689	17 571	14 611	(17)
5. Justice	34 673	46 071	39 355	(15)
6. Recherche, analyse des tendances et criminalistique	32 334	32 030	28 051	(12)
7. Appui en matière de politiques	6 128	8 051	7 392	(8)
8. Coopération technique et appui opérationnel	9 862	13 024	11 328	(13)
9. Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	6 228	8 384	8 078	(4)
D. Appui au programme	17 848	19 276	16 451	(15)
Total des charges (note 4)	356 309	388 752	369 451	(5)
Excédent/(déficit) net	1 003	(27 075)	57 561	—

^a Les montants qui figurent dans l'état V sont présentés sur une base annuelle à des fins d'information. Voir la note 4 pour plus de détails sur le budget de l'exercice biennal 2018-2019.

^b Le budget initial approuvé pour 2019, d'un montant de 356,3 millions de dollars, comprend des ressources extrabudgétaires (335,8 millions de dollars) approuvées par la Commission des stupéfiants et par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.7/2018/12-E/CN.15/2018/14). Il englobe également les crédits initialement ouverts aux chapitres 16 (19,6 millions de dollars) et 23 (0,9 million de dollars) du budget ordinaire pour 2018. Le montant des ressources extrabudgétaires comprend celles allouées à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

^c Le budget définitif pour 2019, qui s'élève à 388,8 millions de dollars, comprend des ressources extrabudgétaires pour un montant de 365,8 millions de dollars, ainsi qu'indiqué dans le document publié sous la cote E/CN.7/2019/14-E/CN.15/2019/16. Il comprend également le montant définitif des crédits ouverts au titre des chapitres 16 (22,1 millions de dollars) et 23 (0,8 million de dollars) du budget ordinaire pour 2019, conformément à la résolution 74/250 A-B de l'Assemblée générale. Le montant des ressources extrabudgétaires comprend celles allouées à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

^d Différence entre les dépenses effectives (établies selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget définitif, en pourcentage du budget définitif. Voir la note 4 (Comparaison avec le budget) pour plus d'informations et pour des explications relatives aux écarts significatifs, c'est-à-dire supérieurs ou égaux à 10 %.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Entité présentant l'information financière

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ses objectifs et ses activités

1. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est né en 1997¹ de la fusion du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues² et du Centre pour la prévention internationale du crime³. Il collabore avec les États Membres pour qu'ils puissent mieux lutter contre les problèmes interdépendants que sont la consommation de drogues, les trafics en tous genres, la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme, en les aidant à mettre en place et à renforcer des dispositifs législatifs, judiciaires et sanitaires visant à protéger certains des membres les plus vulnérables de la société.

2. Les orientations générales de l'ONUDC reposent sur : a) la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue ; b) les textes issus des vingtième et trentième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale consacrées à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue ; c) la Déclaration du Millénaire ; d) les recommandations figurant dans le Document final du Sommet mondial de 2005 ; e) les résolutions 2007/12 et 2007/19 du Conseil économique et social ; f) le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les activités de l'Office découlent logiquement de ces textes et reflètent sa mission, qui est de contribuer à atteindre l'objectif de la sécurité et de la justice pour tous en rendant le monde plus sûr face à la drogue, au crime et au terrorisme.

3. Afin de rendre l'Office plus efficace et plus transparent et de renforcer la gestion axée sur les résultats en application de la résolution 64/259 de l'Assemblée générale, le programme de travail pour l'exercice biennal 2018-2019 a été organisé en six sous-programmes thématiques (lutte contre la criminalité transnationale organisée ; approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue ; lutte contre la corruption ; prévention du terrorisme ; justice ; recherche, analyse des tendances et criminalistique) et trois sous-programmes transversaux au titre desquels l'Office fournit des services aux États Membres (appui en matière de politiques ; coopération technique et appui opérationnel ; prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale).

4. Le programme de travail est exécuté par les trois divisions organiques de l'Office, à savoir la Division des opérations, la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques et la Division des traités. Une importance particulière est accordée aux questions communes aux sous-programmes, ce qui permet d'exploiter au mieux les complémentarités et les effets de synergie entre les divisions et le vaste réseau de bureaux extérieurs de l'Office. Les spécialistes des questions thématiques

¹ Voir A/51/950, par. 143 à 145.

² Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues a été créé en application de la résolution 45/179 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990 en tant qu'organe responsable de l'action internationale concertée contre l'abus des drogues. Dans sa résolution 46/185 C du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a confié la responsabilité du fonds du Programme au Directeur exécutif de ce dernier.

³ L'Assemblée générale a créé le Programme pour la prévention du crime et la justice pénale par sa résolution 46/152 en date du 18 décembre 1991. Depuis 1997, les activités du Programme sont exécutées par le Centre pour la prévention internationale du crime, créé en application du programme de réformes du Secrétaire général (voir A/51/950, sect. V).

de l'Office mènent à la fois des travaux normatifs et des activités opérationnelles et facilitent l'élaboration et l'exécution de programmes de coopération technique à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Une quatrième division, la Division de la gestion, est chargée de l'ensemble de l'appui administratif : elle oriente, contrôle et administre la planification financière, la gestion des ressources humaines, la passation des marchés et les services de gestion des conférences.

5. Les organes directeurs de l'Office sont l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, la Commission des stupéfiants et ses organes subsidiaires et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Par ailleurs, l'ONUDC apporte son appui à l'Organe international de contrôle des stupéfiants, au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.

6. L'ONUDC, qui a son siège à Vienne, mène des activités dans toutes les régions du monde grâce à son vaste réseau composé de 8 bureaux régionaux, 7 bureaux de pays, 2 bureaux de liaison et des partenariats et 95 bureaux de programme et de projet sur le terrain.

7. L'ONUDC est principalement financé par des contributions volontaires versées au Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Une petite partie de ses ressources provient du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies approuvé par l'Assemblée générale.

8. Les états financiers de l'ONUDC prennent intégralement en compte les opérations et les résultats financiers de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, dont le siège est à Turin (Italie). L'Institut a été créé en 1967 en application de la résolution 1086 B (XXXIX) du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci préconisait vivement un élargissement des activités de l'Organisation des Nations Unies relatives à la prévention de la criminalité et à la justice pénale. L'Institut est supervisé par un Conseil d'administration. Il est régi par des statuts adoptés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1989/56 et rend compte au Secrétaire général et au Conseil par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

Note 2

Méthodes comptables

Référentiel comptable

9. Comme le prescrivent le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU, les états financiers et les notes y relatives ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS).

10. Les présents états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'activité, postulat qui est fondé sur l'approbation par les Commissions et l'Assemblée générale des ressources demandées pour 2018-2019 et sur l'évolution du montant des contributions statutaires et volontaires recouvrées au cours des dernières années.

11. Les présents états financiers portent sur l'année civile terminée le 31 décembre 2019, qui correspond à la période considérée.

Autorisation de la publication des états financiers

12. Les présents états financiers ont été certifiés par l'Administratrice chargée du Service de la gestion des ressources financières et approuvés par la Directrice exécutive de l'Office.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

13. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière de l'Office. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars. Les montants figurant dans les états et dans les tableaux des notes ainsi que dans les notes étant arrondis au millier le plus proche, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs éléments.

14. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération, qui se rapproche du taux de change au comptant. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'année. Lorsqu'elle est établie selon la méthode du coût historique ou de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars aux taux de change en vigueur à la date de l'opération ou à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change qui en résultent sont comptabilisés en résultat.

Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations

15. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS exige de recourir à des estimations, des appréciations et des hypothèses. L'importance relative est un principe essentiel qui régit la prise de décisions par l'Office et détermine le traitement comptable appliqué à la présentation, à la communication de l'information, à l'agrégation d'éléments, à la compensation et au moment à retenir pour l'application de changements de méthode comptable.

16. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent prennent notamment en compte les évaluations actuarielles, la durée d'utilité des actifs, leur dépréciation, l'inflation et les taux d'actualisation. Elles sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'année durant laquelle elles se produisent.

Méthode d'établissement de l'état des flux de trésorerie

17. L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte.

Produits*Dotation provenant du budget ordinaire*

18. Le budget biennal consolidé de l'ONUDC comprend des ressources provenant du budget ordinaire qui servent à financer directement l'exécution des programmes, comme indiqué dans les chapitres 16 et 23 du budget ordinaire de l'ONU, ressources dont il est également rendu compte dans l'état V (État comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget). À l'exception de cet état, les états financiers que l'Office a établis selon les normes IPSAS portent strictement sur les ressources dont il dispose en propre et ne comprennent que les ressources du budget ordinaire directement affectées à l'exécution des programmes et aux activités d'appui qu'il propose. En conséquence, seule une partie des ressources prévues au

chapitre 29G du budget ordinaire de l'ONU, auquel sont inscrites les activités d'appui à l'Office, est comptabilisée dans les états financiers établis selon les normes IPSAS.

19. Une fois approuvé, le montant total du budget ordinaire de l'ONU est mis en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts arrêté par l'Assemblée générale. C'est au Secrétariat qu'il revient d'administrer et de recouvrer les contributions au budget ordinaire. N'ayant ainsi aucun contrôle sur les sommes dues par les États Membres, l'ONUDC ne comptabilise en produits que la part annuelle du budget ordinaire qui lui est allouée.

Contributions volontaires

20. Les contributions volontaires et autres transferts constituant une entrée probable de ressources financières et découlant de promesses de don fermes, exigibles et non grevés de restrictions sont constatés en produits pour la totalité de leur montant, quelle que soit la durée de l'accord. Les contributions assujetties à des restrictions particulières sont comptabilisées au passif et les produits correspondants ne sont constatés que lorsque toutes les conditions fixées sont réunies. Les contributions et autres transferts versés en dehors d'accords exécutoires ne sont comptabilisés en produits qu'une fois reçus.

21. Les soldes de contributions volontaires à recevoir représentent les produits non recouvrés issus d'accords exécutoires et sont constatés à la valeur nominale, déduction faite de toute dépréciation. Une provision pour créances douteuses est constituée en fonction des difficultés de recouvrement précédemment rencontrées.

Contributions en nature

22. Les contributions en nature et les droits d'usage cédés sans contrepartie portant sur des biens d'une valeur supérieure à 5 000 dollars sont comptabilisés en produits dès lors que les avantages économiques ou le potentiel de service qu'en attend l'Office sont probables et que leur montant peut être évalué de façon fiable. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes. Les contributions en nature sous forme de services ne sont pas comptabilisées en produits, mais signalées dans les notes relatives aux états financiers lorsque leur valeur dépasse 20 000 dollars.

Produits d'opérations avec contrepartie directe

23. Les opérations avec contrepartie directe sont celles par lesquelles l'Office fournit des biens ou des services (formation, logiciels ou appui à la gestion des conférences) à des États, des entités des Nations Unies ou d'autres partenaires. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur au moment de la livraison des biens ou de la prestation des services. Les montants facturés mais non recouvrés sont comptabilisés en créances diverses, et les montants encaissés mais non encore employés sont comptabilisés au titre des encaissements par anticipation.

Produit des placements

24. La Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres participants. Le produit des placements comprend la part des produits nets des fonds de gestion centralisée des liquidités et d'autres intérêts créditeurs qui reviennent à l'Office. Le montant net des produits des fonds de gestion centralisée des liquidités s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont

directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits est réparti au prorata entre tous les participants aux fonds, en fonction de leurs soldes quotidiens moyens. Les produits des fonds sont également fonction des plus-values et moins-values latentes sur les titres, qui sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes en fin d'année.

25. La part de l'Office dans les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités est comptabilisée sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements à court terme ou de placements à long terme, selon les échéances. Il en est rendu compte dans l'état des résultats financiers, ainsi que des plus-values réalisées sur les cessions de titres et des profits et pertes réalisés ou latents.

Charges

26. L'ONUDC exécute des programmes d'assistance technique au moyen de projets administrés par ses services à Vienne ou par son réseau mondial de bureaux extérieurs. Ces projets sont exécutés soit directement par l'Office, soit par des partenaires d'exécution.

27. Conformément aux normes IPSAS, les charges sont comptabilisées selon le principe d'exécution. Elles sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont livrés ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

Contrats de location

28. L'ONUDC loue des actifs corporels dans le cadre de baux qui lui transfèrent une partie seulement des risques et des avantages inhérents à la propriété. Ces baux sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués à ce titre sont comptabilisés en charges sur toute la durée du bail.

29. Les contrats de location d'actifs corporels qui transfèrent à l'Office la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement.

30. Les biens visés par ces contrats sont portés à l'actif en tant qu'immobilisations corporelles et l'engagement correspondant à l'égard du bailleur est inscrit dans les autres éléments de passif. Le contrat de location-financement et l'engagement correspondant sont initialement comptabilisés à la juste valeur de l'actif ou à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, le montant le plus faible étant retenu. Les charges financières à payer sont constatées sur la durée du contrat compte tenu du taux d'intérêt implicite du contrat de location de façon à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde restant dû.

Droits d'usage cédés sans contrepartie

31. Selon leur nature, les arrangements par lesquels des droits d'usage sont cédés sans contrepartie peuvent être traités comme des contrats de location simple ou des contrats de location-financement. Ceux qui portent sur des bâtiments et des terrains dont le droit d'usage a été cédé sans contrepartie pour une longue durée et qui ne confèrent pas à l'ONUDC le contrôle du bâtiment ou du titre foncier sont comptabilisés en tant que contrats de location simple. Le seuil fixé pour la comptabilisation des produits ou des charges relatifs à un contrat de location simple est de 20 000 dollars. En règle générale, l'Office estime les biens ainsi cédés par rapport à la valeur marchande de biens semblables.

Actif

Classement

32. Ce classement est essentiellement fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ceux qui entrent dans la catégorie des prêts et créances sont initialement constatés à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers le sont à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'ONUDC devient partie aux dispositions contractuelles qui les régissent.

33. Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers. Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale, sont détenus à des fins de transaction ou sont acquis essentiellement pour être cédés à court terme. Ils sont constatés à leur juste valeur à chaque date de clôture, tout gain ou perte résultant des variations de cette valeur étant comptabilisé en résultat l'année durant laquelle ils se produisent.

34. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif, et ils sont initialement comptabilisés à leur valeur nominale.

35. Les actifs financiers sont évalués à chaque date de clôture pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont constatées en charges dans les comptes de l'année durant laquelle elles se produisent.

36. Les actifs financiers sont décomptabilisés au moment de l'expiration ou de la cession des droits à des flux de trésorerie, ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la possession de ces instruments ont été transférés. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités

37. La Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres participants dans deux fonds de gestion centralisée des liquidités gérés en interne. La participation à ces fonds suppose de partager les risques et le rendement des placements avec les autres participants. Les ressources étant combinées et investies en commun, chaque participant est exposé au risque général pesant sur le portefeuille des placements à hauteur des liquidités investies.

38. Les montants investis par l'ONUDC dans les fonds de gestion centralisée des liquidités sont comptabilisés en tant que trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme (échéances comprises entre 3 et 12 mois) ou placements à long terme (échéance supérieure à 12 mois).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

39. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les espèces en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Contributions volontaires à recevoir

40. Les contributions à recevoir représentent des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'Office dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale, minorée des montants considérés irrécouvrables, lesquels font l'objet d'une provision pour créances douteuses au même titre que les autres créances.

Créances diverses

41. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens ou services fournis à d'autres entités des Nations Unies, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple et les sommes à recevoir du personnel. S'ils sont significatifs, les montants des créances diverses et des contributions volontaires à recevoir font l'objet d'un examen particulier et une provision pour créances douteuses est constituée en fonction de la possibilité de les recouvrer et de leur ancienneté.

Avances versées au Programme des Nations Unies pour le développement et autres éléments d'actif

42. Il s'agit d'avances versées au PNUD pour les services liés à l'administration et à la trésorerie, des avances sur les indemnités pour frais d'études et des charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services par l'autre partie, après quoi une charge est constatée.

Biens patrimoniaux

43. Les biens patrimoniaux ne sont pas comptabilisés à l'actif, mais les opérations les concernant sont signalées dans les notes y relatives lorsqu'elles sont importantes.

Immobilisations corporelles

44. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. En ce qui concerne les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition tient lieu de coût historique.

45. Les biens servant à l'exécution de programmes ou projets de l'Office sont considérés comme des biens afférents à des projets, tandis que ceux qui sont employés pour la réalisation d'autres activités sont comptabilisés comme des actifs de gestion. Les biens afférents aux projets qui ne sont pas administrés par l'Office sont passés en charges au moment de l'achat.

46. Les immobilisations corporelles sont totalement amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les terrains, les immobilisations en cours et les biens en transit afférents à des projets ne sont pas amortis. Le tableau ci-dessous indique les durées d'utilité estimées et les seuils d'immobilisation de diverses catégories d'immobilisations corporelles :

<i>Catégorie et sous-catégorie d'actifs</i>	<i>Seuil d'immobilisation (dollars É.-U.)</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Immeubles ^a	20 000	7 à 50
Matériel informatique et matériel de communication ^a	20 000	4 à 7
Véhicules	5 000	6 à 12
Mobilier et agencements	20 000	3 à 10

<i>Catégorie et sous-catégorie d'actifs</i>	<i>Seuil d'immobilisation (dollars É.-U.)</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Matériel et outillage ^a	20 000	5 à 20
Actifs produits par l'entité pour elle-même	100 000	—
Améliorations locatives	100 000	Durée du bail ou 5 ans si cette durée est plus courte

^a Un seuil moins élevé (5 000 dollars) est appliqué aux bâtiments préfabriqués, aux systèmes de communication par satellite, aux groupes électrogènes et aux équipements réseau.

47. L'ONUDC construit des bâtiments (prisons et tribunaux, par exemple) pour le compte d'États Membres et les biens sont livrés au bénéficiaire à l'achèvement des travaux. L'avancement des travaux est évalué à partir des rapports techniques présentés par le partenaire d'exécution ou le sous-traitant et par l'équipe d'ingénieurs dont l'ONUDC dispose sur place. Ces biens n'étant pas utilisés par l'Office mais livrés au bénéficiaire, ils ne donnent pas lieu à amortissement.

48. Les plus-values ou moins-values résultant de la cession ou du transfert de biens sont présentées dans l'état des résultats financiers sous forme de produits divers ou de charges diverses.

49. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation une fois par an ou lorsqu'en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Immobilisations incorporelles

50. Les immobilisations incorporelles produites pour le compte de l'Office sont comptabilisées au coût historique, diminué des amortissements cumulés et de toute dépréciation. Les coûts immobilisés peuvent concerner l'achat de licences d'utilisation des logiciels, les coûts directs des activités de développement (par exemple les dépenses de personnel, les dépenses de consultants et les frais généraux) ainsi que d'autres frais engagés pour acquérir et mettre en service ces logiciels. En ce qui concerne les actifs incorporels reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition tient lieu de coût historique.

51. Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité définie sont totalement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée d'utilité et les seuils des principales catégories d'immobilisations incorporelles ont été estimés comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Seuil d'immobilisation des actifs (dollars É.-U.)</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Logiciels acquis à l'extérieur	20 000	3 à 10
Logiciels développés en interne	100 000	3 à 10
Licences et droits	20 000	2 à 6 (durée de la licence ou du droit d'utilisation)
Actifs en cours de développement	100 000	Pas d'amortissement

52. Les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation une fois par an ou lorsqu'en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Transferts par anticipation (aux partenaires d'exécution) et subventions

53. L'exécution des activités relatives aux programmes de l'Office est souvent confiée à des partenaires tels que des entités des Nations Unies, des organisations internationales et régionales, des institutions gouvernementales et des organisations non gouvernementales. Les prestations à fournir sont énumérées dans des accords de coopération au titre de programmes et projets conjoints. Les transferts anticipés désignent les fonds virés à titre d'avance aux partenaires pour qu'ils exécutent le programme convenu. Initialement constatés à l'actif, ils sont ensuite portés en charges sur la base des rapports financiers présentés par les partenaires. En l'absence de rapport financier, il est procédé à une évaluation en prenant tous les éléments nécessaires en considération afin de comptabiliser une charge à payer en fonction de l'avancement des travaux, qui est estimé en étroite concertation avec le bureau de l'Office chargé d'administrer les activités des partenaires. Les montants relevant d'accords ayant force exécutoire qui n'ont pas été versés à la fin de la période sont comptabilisés en dettes et autres charges à payer.

54. L'ONUDC administre des programmes de subventions pures et simples qui sont versées quand l'accord afférent au projet ou l'accord avec le donateur le permettent. Le montant unitaire des subventions ne peut dépasser 60 000 dollars. Les subventions sont comptabilisées en charges dans leur intégralité à la date de leur versement, qui correspond habituellement à la date à laquelle elles sont accordées.

Passif*Classement*

55. Les passifs financiers comprennent les dettes, les transferts à payer, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements et d'autres éléments de passif tels que les sommes dues à d'autres entités du système des Nations Unies. Ceux dont la durée est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. L'Office réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ceux de ces éléments pour lesquels ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré.

Dettes et autres charges à payer

56. Les dettes et autres charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale, car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Encaissements par anticipation

57. Les encaissements par anticipation désignent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe.

Passifs liés aux avantages du personnel

58. On entend par « personnel » les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles promulguées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte.

59. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

60. L'Office constate des passifs et des charges à payer au titre :

- a) Des avantages à court terme du personnel, comptabilisés à la valeur nominale ;
- b) Des avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de fin de contrat de travail, calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels résultant de changements intervenus dans les hypothèses actuarielles sont constatés dans l'état des variations de l'actif net ;
- c) Des autres avantages à long terme du personnel, comptabilisés à la valeur nominale ;
- d) De la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), l'ONUDC traite le régime des pensions comme un régime à cotisations définies. En conséquence, les cotisations qu'il y verse durant l'exercice sont comptabilisées en charges. Les passifs à l'égard de la Caisse ne sont comptabilisés que lorsque les cotisations dues à la date d'établissement des états financiers n'ont pas été réglées.

Avantages à court terme du personnel

61. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'année où les services y ouvrant droit ont pris fin. Ils comprennent les prestations liées à une première ou à une nouvelle affectation (primes d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et avantages), les absences rémunérées (congrés de maladie, de maternité ou de paternité) et d'autres avantages à court terme (capital décès, indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts, voyages pour congé dans les foyers). Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas encore été payés à la date de clôture sont assimilés à des passifs courants.

Autres avantages à long terme du personnel

62. Les autres avantages à long terme du personnel sont ceux qui ne sont pas à régler dans les 12 mois et comprennent les congrés dans les foyers et les congrés annuels.

Avantages postérieurs à l'emploi

63. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les prestations dues à la cessation de service, y compris celles de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du programme d'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement et les autres indemnités dues à la cessation de service.

Indemnités de fin de contrat de travail

64. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'Office est manifestement tenu, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

Régimes à prestations définies

65. Les avantages suivants relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Dans un régime à prestations définies, l'Office assume les risques actuariels du fait qu'il est tenu de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'année où elles se produisent. L'Office a choisi de constater directement en situation nette les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. À la fin de l'année considérée, il ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

66. L'ONUDC est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès et d'invalidité. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

67. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'Office, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39. En conséquence, les cotisations qu'il y verse durant l'exercice sont comptabilisées en charges.

Rémunération des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire

68. La rémunération et les indemnités auxquelles peuvent prétendre les personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux dépenses engagées au titre des consultants et vacataires, des experts ad hoc et des Volontaires des Nations Unies. Des contrats sont conclus directement avec des tiers ou par l'intermédiaire de prestataires de services d'autres entités des Nations Unies. Les personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire ne peuvent prétendre à certains avantages et indemnités (prime d'affectation et indemnité pour frais d'études, pension de retraite, assurance maladie, congés payés ou indemnité de licenciement).

Provisions et passifs éventuels

69. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'Office a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant nécessaire

pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant requis pour éteindre l'obligation.

70. Un passif éventuel correspond à une obligation potentielle qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains partiellement indépendants de la volonté de l'Office. Est également indiquée dans les notes relatives aux états financiers toute obligation actuelle résultant d'événements passés qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est peu probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

71. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service augmente ou diminue. Si cette probabilité augmente, une provision est constatée dans les comptes de l'année au cours de laquelle ce changement se produit. Si la probabilité diminue, il est fait état d'un passif éventuel dans les notes relatives aux états financiers.

Engagements

72. Les engagements désignent des charges futures que l'Office devra supporter en vertu de contrats déjà conclus et auxquelles il n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (montant des contrats d'acquisition d'immobilisations non réglés ou exigibles à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats portant sur des biens et services non fournis à la fin de la période considérée, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements non annulables.

Nouvelles normes IPSAS

73. Le Conseil des normes IPSAS a publié en 2017 la norme IPSAS 40, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, en août 2018 la norme IPSAS 41, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022, et en janvier 2019 la norme IPSAS 42, qui s'appliquera également à compter du 1^{er} janvier 2022. On s'attend à ce que ces normes aient les effets suivants sur les états financiers de l'Office, y compris ceux de la période de comparaison :

<i>Norme</i>	<i>Conséquences prévues pour la première année d'application</i>
IPSAS 40	Entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2019, la norme IPSAS 40 (Acquisitions et regroupements d'entités du secteur public), qui est une nouvelle norme comptable, n'a aucune incidence sur les états financiers de l'Office, car il n'est à l'heure actuelle partie ni à une acquisition ni à un regroupement d'entités du secteur public. Si ce type d'opération devait être effectué, l'incidence de la norme serait évaluée.
IPSAS 41	La norme IPSAS 41, appelée à remplacer la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), améliore considérablement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Elle entrera en vigueur le 1 ^{er} janvier 2022 et son impact sur les comptes sera évalué avant cette date.

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
IPSAS 42	La norme IPSAS 42 (Avantages sociaux) fournit des orientations sur la comptabilisation des dépenses liées aux avantages sociaux qu'elle définit comme des transferts en espèces versés à certains particuliers ou ménages pour atténuer l'effet du risque social. Les pensions de retraite versées par l'État, les pensions d'invalidité, les compléments de revenu et les allocations de chômage sont autant d'exemples d'avantages sociaux. Conformément à la nouvelle norme, l'entité concernée doit comptabiliser une charge et un passif au titre du prochain versement d'avantages sociaux. La norme entrera en vigueur le 1 ^{er} janvier 2022. Actuellement, l'ONUDC ne verse pas de telles prestations sociales.

Note 3**Information sectorielle**

74. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources.

75. Dans le cadre de l'information sectorielle, les produits, charges, actifs et passifs de l'Office sont présentés par rapport aux deux grandes composantes de son mandat : le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui comprend l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice. Les chiffres afférents aux activités qui ne relèvent pas d'un programme particulier sont répartis entre les deux secteurs au prorata de leurs résultats.

76. Dans l'optique d'améliorer l'information relative aux états financiers, l'ONUDC présente également les charges en les ventilant par sous-programme et par région géographique.

Présentation de l'information sectorielle par composante

État de la situation financière

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2019			Au 31 décembre 2018		
	Programme pour le contrôle international des drogues	Programme pour la prévention du crime et la justice pénale	Total	Programme pour le contrôle international des drogues	Programme pour la prévention du crime et la justice pénale	Total
Actif						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	96 876	118 799	215 675	33 963	36 313	70 276
Placements	202 053	247 778	449 831	291 064	311 201	602 265
Contributions volontaires à recevoir	18 541	99 904	118 445	36 493	101 655	138 148
Transferts par anticipation et créances diverses	20 219	12 509	32 728	12 468	14 477	26 945
Avances versées au PNUD et autres éléments d'actif	12 420	3 520	15 940	12 651	636	13 287
Total des actifs courants	350 109	482 510	832 619	386 639	464 282	850 921
Actif						
Actifs non courants						
Placements	62 937	77 180	140 117	22 544	24 104	46 648
Contributions volontaires à recevoir	16 206	119 644	135 850	19 115	94 398	113 513
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 166	11 973	17 139	5 384	9 660	15 044
Créances diverses	—	12 000	12 000	—	—	—
Total des actifs non courants	84 309	220 797	305 106	47 043	128 162	175 205
Total de l'actif	434 418	703 307	1 137 725	433 682	592 444	1 026 126
Passif						
Passifs courants						
Dettes et autres charges à payer	8 672	26 441	35 113	10 548	33 128	43 676
Encaissements par anticipation	4 180	31 140	35 320	13	27 640	27 653
Avantages du personnel	1 998	3 177	5 175	1 317	2 267	3 584
Provisions	25	—	25	—	—	—
Engagements conditionnels	12 835	73 441	86 276	18 600	62 790	81 390
Total des passifs courants	27 710	134 199	161 909	30 478	125 825	156 303

	<i>Au 31 décembre 2019</i>			<i>Au 31 décembre 2018</i>		
	<i>Programme pour le contrôle international des drogues</i>	<i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i>	<i>Total</i>	<i>Programme pour le contrôle international des drogues</i>	<i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i>	<i>Total</i>
Passifs non courants						
Dettes et autres charges à payer	–	12 000	12 000	–	–	–
Avantages du personnel	44 594	67 258	111 852	45 729	67 284	113 013
Engagements conditionnels	6 756	66 315	73 071	4 527	65 245	69 772
Total des passifs non courants	51 350	145 573	196 923	50 256	132 529	182 785
Total du passif	79 060	279 772	358 832	80 734	258 354	339 088
Total net de l'actif et du passif	355 358	423 535	778 893	352 948	334 090	687 038
Actif net						
Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières	47 060	3 419	50 479	37 736	(10 795)	26 941
Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières	308 298	420 116	728 414	315 212	344 885	660 097
Total de l'actif net	355 358	423 535	778 893	352 948	334 090	687 038

Présentation de l'information sectorielle par composante

État des résultats financiers pour l'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>			<i>Au 31 décembre 2018</i>		
	<i>Programme pour le contrôle international des drogues</i>	<i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i>	<i>Total</i>	<i>Programme pour le contrôle international des drogues</i>	<i>Programme pour la prévention du crime et la justice pénale</i>	<i>Total</i>
Produits sectoriels						
Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU	13 735	18 269	32 004	18 224	16 070	34 294
Contributions volontaires	143 428	231 727	375 155	142 659	189 643	332 302
Autres transferts et allocations	6 348	14 820	21 168	6 967	15 605	22 572
Produits divers	780	9 825	10 605	478	6 004	6 482
Produits des placements	9 080	10 099	19 179	6 620	6 875	13 495
Total des produits	173 371	284 740	458 111	174 948	234 197	409 145
Charges						
Traitements, indemnités et autres prestations	46 910	78 892	125 802	49 127	70 891	120 018
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	24 254	39 266	63 520	27 429	31 328	58 757
Subventions et autres transferts	51 187	8 856	60 043	23 942	9 288	33 230
Amortissement et dépréciation	407	371	778	428	416	844
Voyages	12 398	25 737	38 135	16 072	22 331	38 403
Frais de fonctionnement divers	34 972	44 540	79 512	31 486	42 281	73 767
Charges diverses	3 564	3 487	7 051	4 033	3 218	7 251
Total des charges	173 692	201 149	374 841	152 517	179 753	332 270
Excédent/(déficit) pour l'année	(321)	83 591	83 270	22 431	54 444	76 875

Présentation de l'information sectorielle par région géographique pour l'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Afrique et Moyen-Orient	78 415	66 863
Europe de l'Est et Europe du Sud-Est	2 613	771
Programmes mondiaux	129 700	128 534
Amérique latine et Caraïbes	94 180	74 385
Asie du Sud, Asie de l'Est et Pacifique	30 724	24 760
Asie occidentale et centrale	39 209	36 957
Total des charges	374 841	332 270

Présentation de l'information sectorielle par sous-programme pour l'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Organes directeurs	766	665
Direction exécutive et administration	3 847	3 232
Lutte contre la criminalité transnationale organisée	108 310	93 373
Approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue	87 982	68 060
Lutte contre la corruption	27 054	25 891
Prévention du terrorisme	15 154	16 044
Justice	39 450	30 589
Recherche, analyse des tendances et criminalistique	29 429	31 304
Appui en matière de politiques	7 197	6 280
Coopération technique et appui opérationnel	25 215	23 129
Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes intergouvernementaux de l'ONU, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	7 508	9 481
Appui aux programmes	22 929	24 222
Total des charges	374 841	332 270

Note 4**Comparaison avec le budget**

77. Le budget de l'ONUDC, dont les résultats sont présentés dans l'état V, est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Les écarts entre les montants inscrits au budget final et les montants effectifs des dépenses calculés sur une base comparable sont expliqués dans le tableau ci-après.

78. Le budget initial pour l'exercice biennal 2018-2019, d'un montant de 772,794 millions de dollars, comprend les ressources extrabudgétaires (731,357 millions de dollars) approuvées par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (voir [E/CN.7/2018/12-E/CN.15/2018/14](#)) et les ressources du budget ordinaire (41,437 millions de dollars)

approuvées par l'Assemblée générale (résolutions 72/263 A à C) et inscrites aux chapitres 16 et 23. Sur ce montant de 772,794 millions de dollars, la part relative au budget initial de 2019 s'élève à 356,309 millions de dollars.

79. Le budget final pour l'exercice biennal 2018-2019, d'un montant de 721,744 millions de dollars, comprend les ressources extrabudgétaires (676,467 millions de dollars) approuvées par la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (voir E/CN.7/2019/14-E/CN.15/2019/16) et les ressources du budget ordinaire (45,277 millions de dollars) approuvées par l'Assemblée générale (résolutions 74/250 A-B) et inscrites aux chapitres 16 et 23. Sur ce montant de 721,744 millions de dollars, la part relative au budget final de 2019 s'élève à 388,752 millions de dollars.

80. Les raisons des différences significatives – c'est-à-dire supérieures ou égales à 10 % – pour 2019 sont expliquées ci-après :

Catégorie budgétaire	Écarts significatifs
Contributions volontaires	L'écart de 65,350 millions de dollars est principalement dû au financement reçu du Qatar (25,0 millions de dollars) pour appuyer la création du centre régional de lutte contre la cybercriminalité, au montant plus élevé que prévu des contributions versées par les États-Unis d'Amérique (15,0 millions de dollars), et aux accords de partenariat conclus avec des entités des Nations Unies (10,8 millions de dollars).
Direction exécutive et administration	L'écart de 0,518 million de dollars est principalement dû à un taux de mise en œuvre plus faible que prévu des projets relatifs au renforcement de la fonction d'évaluation indépendante et à l'égalité des sexes, en raison d'un retard dans le recrutement, au montant plus faible que prévu des contributions en raison des fluctuations des taux de change, et au report à 2020 de certaines activités de formation liées au genre.
Sous-programme 2 (Approche globale et équilibrée de la lutte contre le problème mondial de la drogue)	L'écart de 11,717 millions de dollars tient principalement à un taux de mise en œuvre plus élevé que prévu concernant les projets de développement alternatif menés en Afghanistan et en Colombie, au projet d'appui à l'établissement de normes minimales concernant le VIH, la santé et les droits en milieu carcéral dans les pays d'Afrique subsaharienne, et au Programme commun ONUDC-OMS de traitement et de prise en charge des toxicomanes. La hausse du taux de mise en œuvre tient à l'augmentation du nombre de bénéficiaires en Colombie et des paiements correspondants au titre du volet sur la sécurité alimentaire, à la réalisation d'activités de projet en Afghanistan qui devaient être menées en 2018 mais qui avaient été reportées, à la disponibilité de fonds supplémentaires pour appuyer l'aménagement des prisons en Afrique, et à l'achèvement des achats d'approvisionnement commencés en 2018 pour le traitement et la prise en charge des toxicomanes.
Sous-programme 3 (Lutte contre la corruption)	L'écart de 4,173 millions de dollars est principalement dû au fait qu'un projet de lutte contre la corruption au Nigéria ne s'est pas concrétisé, ainsi qu'à un niveau d'exécution moins important que prévu du Programme mondial pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha et de projets de lutte contre la corruption en Afrique de l'Est, en Équateur et en El Salvador. La baisse du taux d'exécution s'explique par le report à 2020 des activités de projet et par les économies réalisées sur les frais de personnel et les frais liés aux réunions dans le cadre du Programme de Doha, la prolongation des négociations avec les partenaires locaux en Équateur, et l'annulation des activités de projet en El Salvador en raison de l'instabilité politique.

Catégorie budgétaire	Écarts significatifs
Sous-programme 4 (Prévention du terrorisme)	L'écart de 2,960 millions de dollars est principalement dû à un taux de mise en œuvre plus faible que prévu des projets relatifs au renforcement du régime juridique de lutte contre le terrorisme, et aux activités de prévention du terrorisme en Afrique de l'Est, en Asie du Sud-Est et au Pakistan. La baisse du taux d'exécution s'explique par le report à 2020 d'activités de projet en Afrique du Nord et en Europe du Sud-Est, à la réception tardive des fonds des donateurs pour l'Afrique de l'Est, au retard pris dans le recrutement et le déploiement du personnel en Asie du Sud-Est, et aux retards pris dans la mise en œuvre des activités au Pakistan en raison des politiques nationales.
Sous-programme 5 (Justice)	L'écart de 6,716 millions de dollars est principalement dû à un taux d'exécution moins élevé que prévu des projets relatifs à la réforme et à la réhabilitation des prisons dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, au Programme mondial ONUDC-UNICEF sur l'élimination de la violence contre les enfants, à l'administration de la justice au Kenya, au programme de lutte contre la criminalité maritime en Somalie, et au programme sur la justice pénale, la prévention de la criminalité et l'intégrité en Asie centrale. La baisse du taux d'exécution découle d'un retard dans l'acquisition d'équipements destinés au Liban en raison de l'instabilité politique, du retard dans le recrutement et le déploiement du personnel et de la réception tardive des fonds des donateurs pour le Programme mondial sur l'élimination de la violence contre les enfants, d'un retard dans la passation des marchés au Kenya, du report à 2020 des activités de projet en Somalie en raison de l'instabilité politique, du retard dans le démarrage de nouvelles activités du programme de lutte contre la criminalité maritime dans l'océan Indien et dans les États côtiers membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et du retard dans le recrutement et l'extension du projet mené en Asie centrale. En outre, certaines activités ont été exécutées dans le cadre du projet de renforcement de la coopération en matière d'enquêtes criminelles et de justice pénale sur l'itinéraire emprunté par les trafiquants de cocaïne en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Afrique de l'Ouest, au titre du sous-programme 1.
Sous-programme 6 (Recherche, analyse des tendances et criminalistique)	L'écart de 3,979 millions de dollars est principalement dû à un taux d'exécution moins élevé que prévu des projets relatifs au système intégré de surveillance des cultures illicites au Pérou, à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, à la recherche en Afrique de l'Ouest, au Rapport mondial sur la traite des personnes et le trafic de migrants, à l'aide au développement des ressources humaines de l'Autorité palestinienne dans le domaine de la criminalistique et au renforcement des services de criminalistique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et au programme scientifique et criminalistique mondial. Le faible taux d'exécution tient à des retards dans le recrutement en Afrique de l'Ouest et pour le Rapport mondial, au versement tardif des contributions des donateurs concernant le Pérou, au report des activités de projet en Tunisie en raison de l'instabilité politique et d'un retard dans la passation des marchés, et à un retard dans l'achat de matériel de laboratoire.
Sous-programme 8 (Coopération technique et appui opérationnel)	L'écart de 1,696 million de dollars est principalement dû à des retards dans le recrutement et le déploiement du personnel, à des économies sur les dépenses de personnel, et au report des activités du projet d'appui au fonctionnement du Bureau régional de l'ONUDC pour l'Amérique centrale et les Caraïbes.

Catégorie budgétaire	Écarts significatifs
Appui aux programmes	L'écart de 2,825 millions de dollars est principalement dû au retard dans le recrutement et le déploiement du personnel et aux économies qui en découlent, ainsi qu'à la baisse des coûts liés aux activités de formation Umoja grâce à une nouvelle approche de formation sur le terrain.

81. On trouvera dans le tableau ci-après un rapprochement entre les montants effectifs calculés sur une base comparable (état V) et les flux de trésorerie de l'ONUDC (état IV) :

Rapprochement des montants effectifs, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie pour 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonctionnement	Placements	Financement	Total au 31 décembre 2019
Montants effectifs calculés sur une base comparable (état V)	(369 451)	–	–	(369 451)
Différences liées à la méthode de calcul	447 018	–	–	447 018
Différences relatives aux entités prises en compte	(3 954)	–	–	(3 954)
Différences de présentation	5 219	66 567	–	71 786
Montants effectifs dans l'état des flux de trésorerie (état IV)	78 832	66 567	–	145 399

82. Les différences liées à la méthode de calcul tiennent au fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Aux fins du rapprochement des résultats budgétaires et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie, il est rendu compte des éléments hors trésorerie comme les engagements budgétaires (57,453 millions de dollars, contre 61,174 millions de dollars en 2018) et les paiements d'engagements se rapportant à des périodes antérieures (45,820 millions de dollars, contre 25,782 millions de dollars en 2018) parmi les différences liées à la méthode de calcul. En outre, des différences propres aux normes IPSAS, comme le traitement des avantages du personnel et des flux de trésorerie indirects liés aux variations du montant des créances et des dettes, sont aussi prises en compte.

83. Des différences relatives aux entités apparaissent lorsque le budget englobe des programmes qui ne sont pas couverts dans les états financiers de l'ONUDC ou inversement, ce qui est notamment le cas des éléments qui relèvent du budget ordinaire de l'ONU et dont il est question dans les états financiers de l'ONU (volume I). Les états financiers de l'ONUDC comprennent une portion du budget ordinaire de l'ONU qui est affectée au budget administratif de l'Office à l'appui de l'exécution de ses programmes (voir note 18).

84. Les différences de présentation renvoient à des différences de format et de classement entre l'état des flux de trésorerie et l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs, qui ne tient pas compte des variations du solde détenu par l'ONUDC dans le fonds de gestion centralisée des liquidités (78,145 millions de dollars, contre 65,319 millions de dollars en 2018). D'autres différences de présentation tiennent au fait que les chiffres donnés dans l'état comparatif des montants inscrits au budget et des montants effectifs ne sont pas ventilés entre les activités liées au fonctionnement, aux placements ou au financement, par exemple les flux de trésorerie relatifs aux immobilisations

corporelles et incorporelles (11,578 millions de dollars, contre 6,273 millions de dollars en 2018).

85. Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de la période comptable sur laquelle portent les états financiers. Les montants présentés dans l'état V portant sur la part de l'exercice biennal correspondant à 2019, il n'y a en l'occurrence aucun écart de dates.

Note 5

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Fonds en banque et en caisse	43	44
Fonds de gestion centralisée des liquidités : encaisse et dépôts à terme	215 632	70 232
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (état I)	215 675	70 276

86. Les fonds en banque et en caisse correspondent aux comptes d'avances temporaires et à la petite caisse.

87. Les fonds de gestion centralisée des liquidités et les dépôts à terme fixe servent à satisfaire les besoins de trésorerie à court terme.

Note 6

Placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total au 31 décembre 2019</i>	<i>Total au 31 décembre 2018</i>
Placements à court terme		
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités	449 831	602 265
Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	—	—
Total partiel (état I)	449 831	602 265
Placements à long terme		
Fonds principal de gestion centralisée des liquidités	140 117	46 648
Total partiel (état I)	140 117	46 648
Total	589 948	648 913

88. Les placements comprennent les montants détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités des Nations Unies. On trouvera des précisions complémentaires sur les placements et une analyse des risques correspondants dans la note 21.

Note 7

Contributions volontaires et créances diverses à recevoir

Contributions volontaires à recevoir

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Contributions volontaires courantes à recevoir		
États	218	15 545
Organisations gouvernementales	105 018	116 384
Entités des Nations Unies	10 674	5 838
Donateurs privés	6 000	2 513
Total des contributions volontaires courantes à recevoir, avant dépréciation	121 910	140 280
Contributions volontaires non courantes à recevoir		
États	0	188
Organisations gouvernementales	129 654	112 221
Entités des Nations Unies	4 258	1 104
Donateurs privés	1 938	—
Total des contributions volontaires non courantes à recevoir, avant dépréciation	135 850	113 513
Provision pour dépréciation des créances douteuses courantes	(3 465)	(2 132)
Montant total de la provision pour dépréciation des créances douteuses	(3 465)	(2 132)
Montant net des contributions volontaires courantes à recevoir (état I)	118 445	138 148
Montant net des contributions volontaires non courantes à recevoir (état I)	135 850	113 513
Total des contributions volontaires à recevoir	254 295	251 661

Créances diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Créances diverses courantes		
États	5 101	10 001
Créances à recevoir d'entités des Nations Unies	24	37
Créances sur opérations avec contrepartie directe	1 431	1 328
Total des créances diverses courantes, avant dépréciation	6 556	11 366
Provision pour dépréciation des créances douteuses courantes	—	(2 475)
Total des créances diverses (état I)	6 556	8 891

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Créances diverses non courantes		
Autres créances sur opérations avec contrepartie directe	12 000	—
Total des créances diverses non courantes (état I)	12 000	—

Provision pour dépréciation des créances douteuses : variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Solde d'ouverture de la provision pour dépréciation des créances douteuses	4 607	5 452
Montants comptabilisés en pertes ^a	(2 002)	(10 488)
Ajustement de la provision pour dépréciation des créances douteuses pour l'année considérée	860	9 643
Solde de clôture de la provision pour dépréciation des créances douteuses	3 465	4 607

^a On trouvera dans la note 26 des précisions sur les montants comptabilisés en perte.**Ancienneté des contributions volontaires à recevoir et des créances diverses**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>		<i>Au 31 décembre 2018</i>	
	<i>Montant brut à recevoir</i>	<i>Dépréciation</i>	<i>Montant brut à recevoir</i>	<i>Dépréciation</i>
Créances non échues et non dépréciées	256 540	(2 538)	234 294	(2 475)
Moins d'un an	19 292	(447)	30 658	(1 925)
Un à deux ans	484	(480)	5	(5)
Deux à trois ans	—	—	103	(103)
Plus de trois ans	—	—	99	(99)
Total	276 316	(3 465)	265 159	(4 607)

89. Le solde des contributions volontaires à recevoir comprend des annonces de contributions préaffectées à telle ou telle activité.

90. Toutes les contributions annoncées qui n'ont pas été versées sont examinées, et une dépréciation est constatée pour celles qui pourraient être jugées irrécouvrables.

91. Les autres sommes à recevoir correspondent principalement aux montants dus par des membres du personnel ou par l'ONU ou d'autres entités, pour des biens qui ont été livrés, des services qui ont été rendus ou des contrats de location simple. Le solde correspond principalement à un accord conclu dans le cadre d'opérations avec contrepartie directe avec un État concernant le renforcement de son système judiciaire et de ses capacités (part courante : 5,065 millions de dollars ; part non courante : 12,0 millions de dollars).

Note 8

Transferts par anticipation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	1 299	2 245
Avances versées à d'autres entités des Nations Unies	3 147	1 601
Partenaires d'exécution (Colombie)	18 970	11 850
Autres partenaires d'exécution	2 756	2 358
Total des transferts par anticipation (état I)	26 172	18 054

92. Les transferts par anticipation correspondent à des fonds que l'ONUDC verse à ses partenaires d'exécution, à savoir les entités qui sont chargées de mener à bien des programmes en son nom. Ils sont exécutés sur la base des accords en vigueur et comptabilisés en charges une fois la prestation de services confirmée par la présentation, par les partenaires, de rapports financiers audités ou, à défaut, lorsque l'Office estime, après consultation de ses services compétents, que l'exécution du programme suivra son cours.

Note 9

Avances versées au Programme des Nations Unies pour le développement et autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Avances versées au PNUD et à d'autres entités des Nations Unies	12 439	10 461
Avances versées aux fournisseurs	144	134
Avances versées aux fonctionnaires	2 493	1 461
Avances versées à d'autres membres du personnel	653	845
Charges constatées d'avance	141	318
Autres éléments d'actif	70	68
Total des avances versées au PNUD et autres éléments d'actifs (état I)	15 940	13 287

93. Les avances versées à des fonctionnaires comprennent les avances sur traitements et les avances sur prestations, y compris sur frais de voyage.

94. Des avances sont versées au PNUD et à d'autres entités des Nations Unies en leur qualité de prestataire de services.

Note 10

Immobilisations corporelles

95. Les variations et les soldes des immobilisations corporelles de l'ONUDC au 31 décembre 2019 sont présentés ci-après.

Variations et soldes des immobilisations corporelles pour 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Immeubles</i>	<i>Améliorations locatives</i>	<i>Mobilier et agencements</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Véhicules</i>	<i>Matériel et outillage</i>	<i>Immobilisations en cours</i>	<i>Total</i>
Coût								
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2019	500	—	126	2 079	10 260	2 198	8 034	23 197
Entrées	178	—	—	403	2 750	3 260	4 986	11 577
Cessions ^a	(1 362)	—	(57)	(1 109)	(4 830)	(2 477)	—	(9 835)
Immobilisations en cours terminées	1 246	—	—	—	—	—	(1 553)	(307)
Transferts	—	307	—	—	—	—	—	307
Solde au 31 décembre 2019	562	307	69	1 373	8 180	2 981	11 467	24 939
Cumul des amortissements								
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2019	393	—	57	1 109	6 346	719	—	8 624
Amortissement d'immobilisations corporelles	27	15	—	68	377	70	—	557
Cessions ^a	—	—	(57)	(92)	(907)	(75)	—	(1 131)
Transferts	—	—	—	—	—	—	—	—
Amortissements cumulés au 31 décembre 2019	420	15	—	1 085	5 816	714	—	8 050
Valeur nette comptable								
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2019	107	—	69	970	3 914	1 479	8 034	14 573
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019 (état I)	142	292	69	288	2 364	2 267	11 467	16 889

^a Les cessions englobent les actifs transférés aux bénéficiaires finals dans le cadre de l'exécution des programmes de l'ONUDC.

Variations et soldes des immobilisations corporelles pour 2018

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Immeubles</i>	<i>Mobilier et agencements</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Véhicules</i>	<i>Matériel et outillage</i>	<i>Immobilisations en cours</i>	<i>Total</i>
Coût							
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2018	504	362	1 447	9 674	2 079	5 899	19 965
Entrées	(4)	69	946	2 045	1 028	2 135	6 219
Cessions ^a	–	(305)	(314)	(1 459)	(909)	–	(2 987)
Immobilisations en cours terminées	–	–	–	–	–	–	–
Valeur brute au 31 décembre 2018	500	126	2 079	10 260	2 198	8 034	23 197
Cumul des amortissements							
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2018	370	45	992	6 706	648	–	8 761
Amortissement d'immobilisations corporelles	23	12	128	395	72	–	630
Cessions ^a	–	–	(11)	(755)	(1)	–	(767)
Transferts	–	–	–	–	–	–	–
Amortissements cumulés au 31 décembre 2018	393	57	1 109	6 346	719	–	8 624
Valeur nette comptable							
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2018	134	317	455	2 968	1 431	5 899	11 204
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018 (état I)	107	69	970	3 914	1 479	8 034	14 573

^a Les cessions englobent les actifs transférés aux bénéficiaires finals dans le cadre de l'exécution des programmes de l'ONUDC.

96. Au 31 décembre 2019, l'ONUDC détenait des immobilisations corporelles pour un montant total de 16,889 millions de dollars (14,573 millions de dollars en 2018). L'actif net a augmenté de 2,316 millions de dollars par rapport à la période précédente (hausse de 3,369 millions de dollars en 2018), principalement en raison de l'acquisition de véhicules et de matériel et outillage, ainsi que de la valeur des immobilisations en cours nécessaires à l'exécution des programmes.

97. L'ONUDC construit des bâtiments (prisons, postes de police et tribunaux, par exemple) pour le compte d'États Membres et d'autres bénéficiaires. À l'achèvement des travaux, la pleine propriété des bâtiments est transférée aux pouvoirs publics locaux. En 2019, la valeur des projets de construction dont la propriété a été transférée aux bénéficiaires s'est élevée à 1,246 million de dollars. En outre, l'ONUDC a investi 0,307 million de dollars dans la rénovation des locaux loués pour un de ses bureaux extérieurs afin de renforcer la sécurité (voir colonne « Améliorations locatives » du tableau ci-dessus). Des projets de construction en cours d'exécution à la fin de 2019, qui représentaient un montant de 11,466 millions de dollars, devraient être achevés en 2020 ou ultérieurement, après quoi la propriété sera transférée aux bénéficiaires.

Note 11

Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>Actifs en cours de développement</i>	<i>Total</i>
Valeur brute au 31 décembre 2018	1 104		1 104
Entrées	—	—	—
Sorties	—	—	—
Actifs en cours de développement terminés	—	—	—
Valeur brute au 31 décembre 2019	1 104	—	1 104
Amortissements cumulés au 31 décembre 2018	633	—	633
Dotation de l'exercice	221	—	221
Dépréciation et comptabilisation en pertes de l'exercice	—	—	—
Amortissements cumulés au 31 décembre 2019	854	—	854
Valeur nette comptable			
Au 31 décembre 2018	471	—	471
Valeur nette comptable au 31 décembre 2019 (état I)	250	—	250

98. Dans le cadre de l'exécution de ses programmes, l'ONUDC a mis au point plusieurs logiciels, à savoir goAML, goCase et goPRS, qui sont mis à disposition des États Membres et d'autres organisations internationales dans le cadre d'accords de prestation de services.

Note 12
Dettes et autres charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Dettes fournisseurs	7 406	5 944
Transferts dus	4 592	–
Montants dus à d'autres entités des Nations Unies	318	47
Charges à payer au titre de biens et services	12 986	11 067
Autres dettes	4 693	16 673
Total partiel	29 995	33 731
Dettes envers des États Membres et d'autres pays	5 118	9 945
Total des dettes à court terme et autres charges à payer courantes (état I)	35 113	43 676
Dettes non courantes envers des États Membres et d'autres pays	12 000	–
Total des dettes non courantes et autres charges à payer non courantes (état I)	12 000	–

99. Les transferts dus correspondent aux fonds non utilisés qui doivent être reversés aux donateurs au titre d'opérations sans contrepartie directe.

100. Les autres dettes comprennent un montant de 0,905 million de dollars (12,275 millions de dollars en 2018) au bénéfice de l'Union européenne en exécution d'accords conditionnels.

101. Les dettes courantes et non courantes envers des États Membres et d'autres pays correspondent principalement (17,065 millions de dollars) à des opérations avec contrepartie directe qui n'ont pas encore donné lieu à encaissement ; la contrepartie est comptabilisée en créances diverses (voir note 7).

Note 13
Encaissements par anticipation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Frais de formation de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice	81	86
Système national de contrôle des drogues	920	748
Divers logiciels destinés aux États Membres et à d'autres pays	8 032	6 682
Renforcement des systèmes judiciaires et des capacités	23 450	20 104
Autres encaissements par anticipation	2 837	33
Total des encaissements par anticipation (état I)	35 320	27 653

102. Les encaissements par anticipation correspondent aux produits constatés d'avance reçus pour des opérations avec contrepartie directe n'ayant pas encore été effectuées.

Note 14

Avantages du personnel

Avantages du personnel au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Passifs courants</i>	<i>Passifs non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2019</i>
Assurance maladie après la cessation de service	368	80 255	80 623
Congés annuels	754	9 800	10 554
Prestations liées au rapatriement	1 579	16 774	18 353
Total partiel : engagements au titre des prestations définies	2 701	106 829	109 530
Traitements et indemnités à payer	2 474	5 023	7 497
Total des passifs liés aux avantages du personnel (état I)	5 175	111 852	117 027

Avantages du personnel au 31 décembre 2018

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Passifs courants</i>	<i>Passifs non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2018</i>
Assurance maladie après la cessation de service	744	87 218	87 962
Congés annuels	506	7 328	7 834
Prestations liées au rapatriement	945	13 464	14 409
Total partiel : engagements au titre des prestations définies	2 195	108 010	110 205
Traitements et indemnités à payer	1 389	5 003	6 392
Total des passifs liés aux avantages du personnel (état I)	3 584	113 013	116 597

103. L'ONUDC a commencé à financer les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service se rapportant aux activités financées au moyen de contributions volontaires en instaurant un prélèvement sur le traitement de base net à compter de décembre 2012. Actuellement, ce prélèvement correspond à 9 % du traitement brut.

104. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service s'élèvent à 80,623 millions de dollars, dont 19,177 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 61,446 millions de dollars hors budget ordinaire. Au 31 décembre 2019, la part des engagements hors budget ordinaire qui avait été financée s'élevait à 38,001 millions de dollars (contre 31,334 millions en 2018).

105. Le 23 décembre 2015, l'Assemblée générale a adopté la résolution 70/244, dans laquelle elle a approuvé des modifications aux conditions d'emploi et aux prestations offertes à tous les fonctionnaires des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, comme le lui recommandait la Commission de la fonction publique internationale. Certaines de ces modifications ont une incidence sur les passifs liés aux avantages du personnel à long terme et aux prestations à la cessation de service. Par ailleurs, des changements ont été apportés au régime de l'indemnité pour frais d'études qui influent sur le calcul de cet avantage à court terme. L'effet de ces changements est résumé ci-après :

<i>Changement</i>	<i>Précisions</i>
Relèvement de l'âge réglementaire du départ à la retraite	L'âge réglementaire du départ à la retraite est de 65 ans pour les fonctionnaires recrutés par l'ONUDC à compter du 1 ^{er} janvier 2014. Pour les personnes recrutées avant le 1 ^{er} janvier 2014, l'âge réglementaire du départ à la retraite a été relevé de 60 ou 62 ans à 65 ans à partir du 1 ^{er} janvier 2018. Ce changement devrait avoir une incidence sur le calcul des passifs liés aux avantages du personnel.
Barème des traitements unifié	Le barème des traitements unifié applicable aux fonctionnaires recrutés sur le plan international (administrateurs et agents du Service mobile) est entré en vigueur le 1 ^{er} juillet 2016. Auparavant, les barèmes des traitements prévoyaient des traitements différenciés en fonction des charges de famille et avaient une incidence sur le montant de la contribution du personnel et sur l'indemnité de poste. Le barème des traitements unifié a mis fin à la différence fondée sur les charges de famille et le surplus de traitement versé aux fonctionnaires ayant des charges de famille a été remplacé par des allocations réservées aux fonctionnaires ayant des personnes à charge reconnues comme telles conformément au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU. Les barèmes révisés des contributions du personnel et de la rémunération considérée aux fins de la pension ont pris effet en même temps que le barème des traitements unifié. Le changement de barème n'a pas entraîné de baisse du revenu des fonctionnaires. Il devrait toutefois avoir une incidence sur l'évaluation des prestations liées au rapatriement et du montant versé en compensation des jours de congé accumulés.
Prestations liées au rapatriement	À la cessation de service, les fonctionnaires ont droit à une prime de rapatriement à condition d'avoir été en fonctions pendant au moins un an dans un lieu d'affectation ne se trouvant pas dans leur pays de nationalité. L'Assemblée générale a ultérieurement porté à cinq ans la période minimale requise pour être admis au bénéfice de la prime de rapatriement pour les futurs fonctionnaires, la règle d'un an continuant de s'appliquer aux fonctionnaires déjà en poste. Ce changement a pris effet en juillet 2016 et devrait avoir une incidence sur le calcul des passifs liés aux avantages du personnel.

106. Ces modifications des conditions d'emploi et des droits à prestations ont été prises en compte dans l'évaluation actuarielle menée en 2019.

107. Les montants des passifs correspondant aux avantages liés à la cessation de service ou postérieurs à l'emploi sont calculés par des actuaires indépendants, qui se fondent sur les dispositions du Statut et du Règlement du personnel de l'ONU. Les évaluations actuarielles sont généralement effectuées tous les deux ans, le calcul des montants à reporter étant fait la seconde année. La dernière évaluation en date a été arrêtée au 31 décembre 2019.

108. Les avantages postérieurs à l'emploi versés en fonction du lieu à titre d'indemnité de cessation de service aux agents des services généraux sont calculés en interne par l'ONUDC et comptabilisés sous la rubrique « Traitements et indemnités à payer » ; leur montant s'élevait à 5,658 millions de dollars en 2019, contre 5,046 millions en 2018.

Évaluation actuarielle : hypothèses

109. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul du montant des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2019 sont indiquées ci-dessous.

Hypothèses actuarielles

(En pourcentage)

<i>Hypothèses</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Taux d'actualisation au 31 décembre 2018	2,76	4,22	4,25
Taux d'actualisation au 31 décembre 2019	2,18	3,10	2,53
Inflation au 31 décembre 2018	3,65-3,85	2,20	—
Inflation au 31 décembre 2019	3,65-3,85	2,20	—

110. Les taux d'actualisation sont calculés à partir d'un taux composite pondéré correspondant aux trois monnaies dans lesquelles sont libellés les différents flux de trésorerie, à savoir le dollar des États-Unis (courbe au-dessus de la médiane d'Aon Hewitt AA), l'euro (courbe de rendement d'Aon Hewitt AA) et le franc suisse (courbe de rendement d'Aon Hewitt AA Suisse, données régionales exclues).

111. L'évaluation actuarielle de 2019 fait apparaître un gain actuariel d'un montant net de 8,585 millions de dollars, qui se décompose en un gain de 14,214 millions au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, d'une perte de 3,371 millions au titre des prestations liées au rapatriement et d'une perte de 2,258 millions au titre des congés annuels. Le gain actuariel au titre de l'assurance maladie après la cessation de service tient principalement à la modification du coût des prestations par personne, dont l'effet est en partie compensé par la baisse du taux d'actualisation, tandis que la perte actuarielle au titre des prestations liées au rapatriement et aux congés annuels découle de la baisse du taux d'actualisation.

Variations des engagements au titre des avantages du personnel relevant de régimes à prestations définies

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des engagements au titre des prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019	2018
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier	110 205	114 451
Coût des services rendus au cours de la période	6 844	7 048
Coût financier	3 328	2 898
Prestations versées	(2 262)	(2 413)
Montant net total porté en charges	7 910	7 533
(Gains)/pertes actuariel(le)s comptabilisé(e)s dans l'état des variations de l'actif net	(8 585)	(11 779)
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 31 décembre	109 530	110 205

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation

112. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont fluctué au cours de la période comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'année

(En milliers de dollars des États-Unis)

Au 31 décembre 2019	Assurance maladie après la cessation de service	Prime de rapatriement	Congés annuels
Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	(10 530)	(750)	(483)
En pourcentage des engagements en fin d'année	(13)	(4)	(5)
Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	12 590	806	524
En pourcentage des engagements en fin d'année	16	4	5

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux

113. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses, dont celle relative au taux d'actualisation, demeurant constantes.

Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier de 0,5 point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

(En milliers de dollars des États-Unis)

2019	<i>Incidence sur les engagements au titre des prestations définies</i>	<i>Incidence sur le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier</i>
Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	12 056	1 222
En pourcentage des engagements en fin d'année/du coût des services rendus et du coût financier	15,0	16,0
Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	(10 234)	(1 019)
En pourcentage des engagements en fin d'année/du coût des services rendus et du coût financier	(12,7)	(13,3)

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

114. Selon les Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, l'actuaire-conseil doit procéder à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Dans les faits, le Comité mixte fait procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans. L'évaluation actuarielle a essentiellement pour objectif de déterminer si ses avoirs actuels et le montant estimatif de ses avoirs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

115. L'ONUDC est tenu de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour l'organisation. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chaque organisation affiliée contribue alors au prorata des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Le montant total des cotisations versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2016, 2017 et 2018) s'est élevé à 6 931,39 millions de dollars, dont 0,91 % a été versé par l'ONUDC.

116. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2017 a donné un taux de couverture des engagements, compte non tenu des ajustements futurs des pensions, de 139,2 % (contre 150,1 % en 2016). Une fois le système actuel d'ajustement des pensions pris en considération, le taux de couverture était de 102,7 % (contre 101,4 % en 2016).

117. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2019, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. Qui plus est, la valeur du marché des avoirs dépassait aussi la valeur actuarielle de toutes les obligations à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

118. En 2019, les cotisations versées à la Caisse par l'ONUDC se sont élevées à 16,673 millions de dollars (contre 14,976 millions en 2018).

119. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

120. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse et en rend compte au Comité mixte. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web (www.unjspf.org/fr/).

Note 15 Provisions

121. Des provisions sont comptabilisées au titre de demandes en cours lorsqu'il est déterminé qu'une issue défavorable est probable et que le montant de la perte peut raisonnablement être estimé. Au 31 décembre 2019, sur la base de ces critères, l'ONUDC avait comptabilisé une provision d'un montant de 0,025 million de dollars.

Note 16 Engagements conditionnels

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Passifs (sommes encaissées)	44 847	42 999
Passifs courants (sommes non encaissées)	41 429	38 391
Total des engagements conditionnels courants (état I)	86 276	81 390
Passifs non courants (sommes non encaissées)	73 071	69 772
Total des engagements conditionnels non courants (état I)	73 071	69 772

122. Les passifs liés aux engagements conditionnels correspondent à des sommes versées par l'Union européenne n'ayant pas encore été utilisées (44,847 millions de dollars, contre 42,999 millions en 2018). Pour les passifs liés aux sommes qui n'ont pas encore été encaissées, la contrepartie est comptabilisée à la rubrique « Contributions volontaires à recevoir (organisations gouvernementales) » (voir note 7).

Note 17
Actif net

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds non réservés à des fins particulières</i>	<i>Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières</i>	<i>Total</i>
Actif net au 1^{er} janvier 2018	11 701	586 683	598 384
Variation de l'actif net			
Virements/prélèvements sur les fonds réservés ou non à des fins particulières	(8 818)	8 818	–
Gains/(pertes) actuariel(le)s	11 779	–	11 779
Excédent/(déficit) pour l'année	12 279	64 596	76 875
Actif net au 31 décembre 2018	26 941	660 097	687 038
Actif net au 1^{er} janvier 2019	26 941	660 097	687 038
Variation de l'actif net			
Virements/prélèvements sur les fonds réservés ou non à des fins particulières	(761)	761	–
Gains/(pertes) actuariel(le)s	8 585	–	8 585
Excédent/(déficit) pour l'année	15 714	67 556	83 270
Actif net au 31 décembre 2019	50 479	728 414	778 893

123. Les soldes réservés à des fins particulières correspondent aux contributions que les donateurs ont affectées à des activités précises.

124. Le solde net des fonds non réservés à des fins particulières correspond au solde des fonds non préaffectés, d'un montant de 76,711 millions de dollars (contre 60,171 millions de dollars en 2018), auquel est soustrait le solde négatif des prestations dues à la cessation de service non financées imputées sur le budget ordinaire, d'un montant de 26,232 millions de dollars (contre un solde négatif de 33,680 millions de dollars en 2018).

Note 18**Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Produits		
Dotation provenant du budget ordinaire de l'ONU	32 004	34 294
Dépenses		
Activités directement liées aux programmes	22 615	23 963
Activités (administratives) d'appui	9 389	10 331
Total des dépenses (état II)	32 004	34 294
Excédent/(déficit)	–	–

125. Les activités de l'ONUDC imputées sur le budget ordinaire de l'ONU englobent les activités directement liées aux programmes, à savoir la direction exécutive et l'administration, la recherche, les travaux normatifs, le secrétariat des organes intergouvernementaux et des commissions et l'appui technique à l'Organe international de contrôle des stupéfiants.

126. Les activités d'appui comprennent les services administratifs, notamment dans les domaines de la finance, des ressources humaines et des achats, que l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) fournit à l'ONUDC au titre du chapitre 29 du budget ordinaire. Les activités inscrites à cette rubrique représentent 32,9 % du budget d'administration total de l'ONUV. Les autres activités administratives de l'ONUV (67,1 %) sont menées à l'appui d'autres entités du Secrétariat installées à Vienne. Les charges de 2019 se décomposent comme suit : 20,953 millions de dollars (22,590 millions de dollars en 2018) au titre de l'article 16 ; 0,711 million de dollars (0,860 million de dollars en 2018) au titre de l'article 23 ; 6,347 millions de dollars (7,395 millions de dollars en 2018) au titre de l'article 29G ; 0,951 million de dollars (0,513 million de dollars en 2018) au titre de l'article 35 ; 3,042 millions de dollars (2,934 millions de dollars en 2018) au titre de l'article 36.

Note 19

Produits des opérations sans contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Contributions volontaires		
Contributions volontaires en espèces	382 037	334 536
Contributions volontaires en nature	1 407	1 288
Total des contributions volontaires reçues	383 444	335 824
Remboursements	(8 289)	(3 522)
Montant net des contributions volontaires reçues (état II)	375 155	332 302
Autres transferts et allocations		
Arrangements interorganisations	21 168	22 572
Total des autres transferts et allocations (état II)	21 168	22 572

127. Les contributions volontaires en nature correspondent essentiellement aux droits d'usage cédés sans contrepartie, généralement par les autorités nationales, aux fins de l'utilisation de locaux par les bureaux extérieurs de l'ONUDC.

128. Les autres transferts et allocations correspondent aux arrangements interorganisations, qui sont des montants reçus d'autres entités des Nations Unies.

Contributions en nature sous forme de services

129. Les contributions en nature sous forme de services reçues au cours de l'année ne sont pas comptabilisées comme produits et ne sont donc pas comprises dans le montant des contributions volontaires en nature indiqué ci-dessus. Le montant des services dont la valeur dépassait le seuil d'importance relative a été de 0,026 million de dollars (1,839 million de dollars en 2018), et il s'agissait de l'utilisation gratuite d'installations de formation. Cette diminution est principalement due à l'arrêt de

l'accès gratuit à des services d'imagerie satellitaire, dont la valeur s'élevait à 1,775 million de dollars en 2018.

Note 20

Produits divers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Produits des services rendus	10 119	6 388
Revenus locatifs	92	80
Activités génératrices de produits et autres produits divers	394	14
Total des produits divers (état II)	10 605	6 482

130. Les produits divers correspondent aux produits des opérations avec contrepartie directe.

131. Les produits des services rendus correspondent essentiellement aux services d'appui et de maintenance informatique fournis aux États Membres et à d'autres pays, et aux activités de formation et d'appui en faveur des organes directeurs de l'Office. Ils comprennent également les activités de renforcement du système judiciaire et des capacités organisées à l'intention d'un État dans le cadre d'opérations avec contrepartie directe.

Note 21

Instruments financiers et gestion du risque financier

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Instruments financiers</i>	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Actifs financiers		
Juste valeur avec contrepartie en résultat		
Placements à court terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	449 831	602 265
Placements à court terme : fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	—	—
Total des placements à court terme	449 831	602 265
Placements à long terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	140 117	46 648
Total des placements à long terme	140 117	46 648
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	589 948	648 913
Prêts et créances		
Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	215 632	70 232
Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds en euros	—	—

<i>Instruments financiers</i>	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers	43	44
Trésorerie et équivalents de trésorerie	215 675	70 276
Contributions volontaires	254 295	251 661
Créances diverses	18 556	8 891
Autres éléments d'actif (hors avances et charges comptabilisées d'avance)	—	—
Total des prêts et créances	272 851	260 552
Total des actifs financiers (valeur comptable)	1 078 474	979 741
Dont : actifs financiers détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités	805 580	719 145
Dont : actifs financiers détenus dans le fonds de gestion centralisée des liquidités en euros	—	—
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes et autres charges à payer (charges constatées d'avance non comprises)	47 113	43 676
Autres éléments de passif (à l'exclusion des engagements conditionnels)	—	—
Total des passifs financiers (valeur comptable)	47 113	43 676
Recettes nettes provenant des actifs financiers		
Produits des placements	19 179	13 495
Total des recettes nettes provenant des actifs financiers (état II)	19 179	13 495

Gestion du risque financier : aperçu général

132. L'ONUDC est exposé aux risques financiers suivants :

- a) Risque de crédit ;
- b) Risque de liquidité ;
- c) Risque de marché.

133. On trouvera dans la présente note des informations sur chacun de ces risques, sur les objectifs, les principes et les procédures de l'ONUDC relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques, et sur la gestion du capital.

Dispositif de gestion des risques

134. L'ONUDC gère les risques dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière et des directives pour la gestion des placements. Le capital qu'il est appelé à gérer correspond à l'ensemble de ses actifs nets, c'est-à-dire au montant cumulé des soldes et des réserves. L'ONUDC a pour but de préserver son aptitude à poursuivre son activité, à financer ses actifs et à atteindre ses objectifs. Il gère son capital en tenant compte de la situation économique mondiale, des risques auxquels ses éléments d'actif sont exposés et de ses besoins actuels et futurs en fonds de roulement.

Risque de crédit

135. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés. L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers, nette de toute provision pour créances douteuses.

136. La gestion des placements est centralisée au Siège de l'Organisation des Nations Unies et les autres entités ne sont pas autorisées en temps ordinaire à procéder à des placements, sauf dérogation exceptionnelle lorsque les conditions justifient que des placements soient effectués localement suivant des paramètres bien définis conformes aux directives pour la gestion des placements.

137. La majeure partie des contributions à recevoir sont dues par des États Membres et des entités des Nations Unies qui présentent un risque de crédit peu élevé.

138. L'ONUDC évalue la dépréciation des créances douteuses à la date de clôture des comptes. Il constitue une provision si des informations objectives montrent qu'il ne recouvrera pas la totalité des sommes dues. Les variations du compte de dépréciation au cours de l'année sont récapitulées dans la note 7.

139. Au 31 décembre 2019, l'ONUDC était exposé à un risque de crédit portant sur les 215,675 millions de dollars qu'il détenait sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Risque de liquidité

140. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que l'ONUDC ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements à mesure qu'ils deviennent exigibles. L'Office et l'ONU s'attachent à gérer leurs liquidités de façon à disposer en permanence des sommes dont ils ont besoin pour régler les engagements qui deviennent exigibles, aussi bien dans le cours normal de leurs activités qu'en situation de crise, sans essuyer de pertes inacceptables ni risquer de porter atteinte à la réputation de l'Organisation.

141. Le Règlement financier et les règles de gestion financière imposent de n'engager les dépenses qu'après réception des fonds promis par les donateurs, ce qui réduit considérablement le risque de liquidité en ce qui concerne les contributions. Il ne peut être dérogé à cette règle qu'à condition de respecter certains critères de gestion des risques relatifs aux montants à recevoir.

142. L'ONUDC et le Siège établissent des prévisions de trésorerie et suivent les prévisions glissantes relatives aux besoins de liquidités de façon à pouvoir couvrir leurs besoins opérationnels. Le Siège procède aux placements en prenant dûment en considération les besoins de trésorerie liés au fonctionnement, qui reposent sur les prévisions de trésorerie. Le Siège prend une grande partie de ses positions dans des équivalents de trésorerie et des placements à court terme suffisants pour couvrir les engagements de l'ONUDC à mesure que ceux-ci deviennent exigibles.

143. L'exposition au risque de liquidité tient au fait que l'entité peut avoir du mal à honorer ses engagements financiers. Pareille situation est très improbable du fait que l'Office dispose de créances, de liquidités et de placements et que les procédures et politiques internes en vigueur lui donnent la garantie de disposer des ressources dont il aura besoin pour honorer ses engagements financiers.

Risque de marché

144. Le risque de marché correspond au risque que des fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours des valeurs, par exemple, aient une incidence sur les recettes de l'ONUDC ou sur la valeur de ses actifs et passifs financiers. La gestion des risques de marché consiste à gérer et à maîtriser l'exposition aux risques selon certains paramètres tout en optimisant la situation budgétaire de l'Office.

145. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des instruments financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l'effet de variations des taux d'intérêt. En règle générale, la valeur d'un titre à taux fixe diminue à mesure que le taux d'intérêt augmente, et inversement. Le risque de taux est habituellement mesuré en fonction de la duration, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la duration est longue, plus le risque de taux est élevé. Les fonds de gestion centralisée des liquidités sont les plus exposés au risque de taux d'intérêt.

146. On entend par risque de change le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent au gré des variations des taux de change. L'ONUDC effectue des opérations dans des monnaies autres que la monnaie de fonctionnement et a des éléments d'actif et de passif également dans d'autres monnaies, ce qui l'expose au risque de change.

147. Les actifs et les passifs financiers de l'Office sont pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. Les actifs détenus dans d'autres monnaies correspondent principalement à des contributions volontaires, ainsi qu'à des éléments de trésorerie, des équivalents de trésorerie et des créances devant servir à régler les dépenses locales de fonctionnement dans la monnaie locale. L'ONUDC conserve un minimum d'avoirs en monnaie locale et, chaque fois que possible, utilise des comptes bancaires en dollars des États-Unis.

148. Le risque de change concerne principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, ainsi que les contributions volontaires. À la date de clôture, les soldes des actifs détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis étaient principalement libellés en euros et en couronnes norvégiennes.

Exposition au risque de change au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dollars des États-Unis</i>	<i>Euros</i>	<i>Couronnes norvégiennes</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
Placements à court terme	449 831	—	—	—	449 831
Placements à long terme	140 117	—	—	—	140 117
Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds de gestion centralisée des liquidités	215 632	—	—	—	215 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers	2	—	—	41	43
Total partiel (fonds de gestion centralisée des liquidités)	805 582	—	—	41	805 623
Contributions volontaires	82 435	121 709	19 560	30 591	254 295
Créances diverses	18 151	—	—	405	18 556
Total	906 168	121 709	19 560	31 037	1 078 474

149. Toute variation, à la hausse ou à la baisse, du taux de change de l'euro au 31 décembre 2019 aurait eu une incidence sur les placements en devises et entraîné une fluctuation de l'actif net et de l'excédent ou du déficit dans les proportions indiquées dans le tableau ci-dessous. Cette analyse se fonde sur les fluctuations monétaires auxquelles on pouvait raisonnablement s'attendre à la date de clôture. Il est supposé que toutes les autres variables, notamment les taux d'intérêt, restent constantes.

Analyse de sensibilité aux taux de change au 31 décembre 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Actif net et excédent ou déficit</i>	
	<i>Appréciation</i>	<i>Dépréciation</i>
Euro (variation de 10 %)	12 171	(12 171)
Couronne norvégienne (variation de 10 %)	1 956	(1 956)
Autres (variation de 10 %)	3 104	(3 104)

Autres risques de prix

150. L'ONUDC n'est exposé à aucun autre risque de prix significatif qui serait lié aux achats prévus de certains biens utilisés couramment dans le cadre de ses opérations. Toute variation du prix de ces biens n'aurait donc qu'une incidence négligeable sur ses flux de trésorerie.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

151. La trésorerie, les équivalents de trésorerie, les dépôts à terme relevant des fonds de gestion centralisée des liquidités, les créances et les dettes étant par nature des éléments à court terme, on considère que la valeur comptable équivaut à la juste valeur. Pour les placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat, la valeur comptable équivaut à la juste valeur ; il s'agit principalement d'actifs relevant des fonds de gestion centralisée des liquidités.

Fonds de gestion centralisée des liquidités

152. L'ONUDC place une partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans les fonds de gestion centralisée des liquidités administrés par la Trésorerie de l'ONU. Celle-ci est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

153. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

154. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

155. Le regroupement a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque : il permet de faire des économies d'échelle et de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long

terme) et celle des produits sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

156. L'Office participe à deux fonds de gestion centralisée des liquidités administrés par la Trésorerie de l'ONU :

a) Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités, qui comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations en diverses monnaies et les placements en dollars des États-Unis ;

b) Le fonds en euros, qui ne comprend que des placements en euros ; y participent principalement les bureaux hors Siège du Secrétariat de l'ONU, qui peuvent détenir des excédents en euros provenant de leurs opérations.

157. Au 31 décembre 2019, les fonds de gestion centralisée des liquidités détenaient des actifs d'une valeur totale de 9 339,362 millions de dollars (contre 7 504,814 millions de dollars en 2018), dont un montant de 805,580 millions de dollars dû à l'Office (contre 719,145 millions de dollars en 2018) ; la part des produits revenant à celui-ci s'élevait à 19,179 millions de dollars (contre 13,495 millions de dollars en 2018).

**Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre 2019 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	
Juste valeur avec contrepartie en résultat	
Placements à court terme	5 177 137
Placements à long terme	1 624 405
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contre- partie en résultat	6 801 542
Prêts et créances	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 499 980
Produits des placements à recevoir	37 868
Total des prêts et créances	2 537 848
Total des actifs financiers (valeur comptable)	9 339 390
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montant dû à l'ONUDC	805 580
Montant dû aux autres participants	8 533 810
Total du passif	9 339 390
Actif net	—

**Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
pour l'année terminée le 31 décembre 2019 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produit des placements	198 552
Plus-values/(moins-values) latentes	14 355
Produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	212 907
Gains/(pertes) de change	3 313
Frais bancaires	(808)
Gains (pertes) d'exploitation du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	2 505
Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	215 412

**Actif et passif des fonds de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre
2018 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	<i>Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros</i>	<i>Total</i>
Juste valeur avec contrepartie en résultat			
Placements à court terme	6 255 379	—	6 255 379
Placements à long terme	486 813	—	486 813
Total des placements comptabilisés à la juste valeur avec contrepartie en résultat	6 742 192	—	6 742 192
Prêts et créances			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	732 926	5 706	738 632
Produits des placements à recevoir	29 696	—	29 696
Total des prêts et créances	762 622	5 706	768 328
Total des actifs financiers (valeur comptable)	7 504 814	5 706	7 510 520
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)			
Montant dû à l'ONUDC	719 145	—	719 145
Montant dû aux autres participants	6 785 669	5 706	6 791 375
Total du passif	7 504 814	5 706	7 510 520
Actif net	—	—	—

Produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités pour l'année terminée le 31 décembre 2018 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>	<i>Fonds de gestion centralisée des liquidités en euros</i>	<i>Total</i>
Produit des placements	153 289	(6)	153 283
Plus-values/(moins-values) latentes	3 836	–	3 836
Produits des placements provenant des fonds de gestion centralisée des liquidités	157 125	(6)	157 119
Gains/(pertes) de change	860	6 025	6 885
Frais bancaires	(805)	–	(805)
Frais de fonctionnement des fonds de gestion centralisée des liquidités	55	6 025	6 080
Produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités	157 180	6 019	163 199

Note 22

Traitements, indemnités et autres prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Coûts salariaux	95 562	93 046
Pensions, assurance et autres prestations	30 240	26 972
Total (état II)	125 802	120 018

158. La rémunération des fonctionnaires comprend les traitements, les indemnités et les autres prestations, par exemple les indemnités de poste, la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie, le paiement des frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers, l'indemnité pour frais d'études, la prime d'affectation, les versements à la cessation de service et les congés annuels.

Note 23

Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Volontaires des Nations Unies	2 374	1 442
Consultants et vacataires	31 425	26 889
Autres	29 721	30 426
Total (état II)	63 520	58 757

159. Les charges afférentes aux personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux services rémunérés au temps passé ou en fonction de l'exécution des produits escomptés et n'ouvrant pas droit aux prestations et indemnités auxquelles peuvent prétendre les fonctionnaires des Nations Unies.

Note 24

Subventions et autres transferts

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Subventions directes aux utilisateurs finals	3 897	4 185
Subventions indirectes aux utilisateurs finals	—	(6)
Transferts aux partenaires d'exécution	56 146	29 051
Total (état II)	60 043	33 230

160. Les charges au titre des transferts aux partenaires d'exécution ont trait à des activités afférentes aux programmes dont l'exécution est confiée par l'ONUDC à d'autres organismes. Le montant de 56,146 millions de dollars (contre 29,051 millions en 2018) correspond aux travaux effectués en 2019 et a été calculé sur la base des rapports financiers certifiés communiqués par les partenaires d'exécution. En l'absence de rapports certifiés, l'ONUDC évalue les travaux effectués par référence à la durée de l'accord, en concertation avec les directeurs de programme concernés. Les avances à rembourser (c'est-à-dire les sommes allouées à des partenaires d'exécution, mais inutilisées au 31 décembre 2019) apparaissent dans l'état I au titre des transferts anticipés (voir note 9 pour plus de détails). Sur les 60,043 millions de dollars alloués à des partenaires d'exécution, 41,559 millions (contre 16,372 millions en 2018) correspondent à des fonds octroyés à des coopératives agricoles dans le cadre des programmes de développement de modes de subsistance alternatifs en Colombie.

Note 25

Fournitures et consommables

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Carburants et lubrifiants	233	248
Rations	13	35
Pièces de rechange	635	455
Consommables	4 750	5 196
Total (état II)	5 631	5 934

Note 26
Frais de fonctionnement divers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Services contractuels	49 679	43 549
Acquisition de biens	9 077	7 297
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	250	340
Location de bureaux et d'installations	6 488	5 015
Location de matériel	241	252
Charge de créances douteuses	887	9 671
Pertes de change nettes	2 269	3 393
Autres frais de fonctionnement	10 621	4 250
Total (état II)	79 512	73 767

161. Les services contractuels relevant des frais de fonctionnement divers correspondent à des services fournis par des personnes ou des organismes. Sur le montant total de 49,702 millions de dollars, 20,193 millions de dollars (18,052 millions de dollars en 2018) ont trait à divers services contractuels relatifs à l'organisation de réunions, d'ateliers et de voyages, et 9,116 millions de dollars (10,438 millions de dollars en 2018) à des services informatiques et à des services de communication.

162. Les acquisitions de biens concernent principalement des articles de faible valeur destinés à être utilisés par l'ONUDC et les bénéficiaires finals dans le cadre de l'exécution des programmes.

163. Le montant de la charge de créances douteuses (0,887 million de dollars) s'explique par la comptabilisation en pertes de contributions annoncées mais non reçues et de créances diverses pour 2,002 millions de dollars (10,488 millions de dollars en 2018), une diminution de la provision pour créances douteuses de 1,142 million de dollars (0,845 million de dollars en 2018) et le passage en pertes d'une avance de 0,027 million de dollars. Les montants des contributions non reçues comptabilisés en pertes sont répartis comme suit : 1,227 million de dollars dus par le Mexique, 0,201 million par les États-Unis d'Amérique, 0,166 million par le PNUD, 0,124 million par le Canada, 0,099 million par les Pays-Bas, 0,055 million par le Bureau de coopération suisse, 0,041 million par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 0,034 million par la Colombie, 0,025 million par le Fonds des Nations Unies pour la population et 0,010 million de dollars par d'autres donateurs.

164. Les autres frais de fonctionnement comprennent 8,705 millions de dollars de dons ou de transferts d'actifs (contre 2,219 millions de dollars en 2018).

Note 27
Charges diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Contributions en nature	1 407	1 288
Charges diverses ou accessoires	13	29
Total (état II)	1 420	1 317

Note 28
Parties liées*Principaux dirigeants*

165. Les principaux dirigeants de l'ONUDC, notamment la Directrice exécutive, les directeurs des quatre divisions de l'Office et la Directrice de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, ont pour mandat de planifier, de diriger et de contrôler les activités de l'Office. Ils sont rémunérés comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Traitements et indemnités de poste	1 047	1 029
Autres avantages monétaires	167	253
Avantages non monétaires	306	266
Rémunération totale pour la période considérée	1 520	1 548

166. Les principaux dirigeants ont droit à des prestations après la cessation de service au même titre que les autres fonctionnaires. Exception faite des engagements au titre des prestations de retraite à verser par la Caisse des pensions, il est impossible d'évaluer de façon fiable le montant des engagements au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi.

167. Les autres avantages monétaires englobent la prime de mobilité et de sujétion, le paiement des frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers et l'allocation-logement.

168. Les principaux dirigeants ne détiennent aucune autre forme de participation dans l'Office.

Note 29
Contrats de location et engagements*Contrats de location simple*

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Échéance inférieure à un an	668	979
Échéance de un à cinq ans	—	432
Total des engagements minimaux au titre des contrats de location simple	668	1 411

169. Le montant total des engagements minimaux au titre des contrats de location simple est de 0,668 million de dollars en 2019 (1,411 million de dollars en 2018) et correspond à la partie non résiliable des contrats conclus au titre de divers bureaux extérieurs de l'ONUDC. Cette diminution est due à l'expiration ou à la modification de certains contrats. La durée moyenne restante des contrats est de 17 mois, et la durée restante jusqu'à ce que l'ONUDC puisse opter pour la résiliation est de cinq mois.

170. Au 31 décembre 2019, l'ONUDC n'était lié par aucun contrat de location-financement.

Engagements contractuels

171. À la date de clôture des comptes, les engagements au titre des immobilisations corporelles et incorporelles et des biens et services pour lesquels un marché avait été passé mais n'avait pas été exécuté s'élevaient à 33,872 millions de dollars (contre 17,939 millions de dollars en 2018), l'augmentation s'expliquant par l'intensification des activités opérationnelles.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2019</i>	<i>Au 31 décembre 2018</i>
Immobilisations corporelles	2 606	1 911
Biens et services	31 266	16 028
Total des engagements contractuels en cours	33 872	17 939

Note 30

Passifs éventuels et actifs éventuels

172. On parle de passif éventuel lorsqu'il existe d'importantes incertitudes quant à plusieurs aspects relatifs à un engagement. Au 31 décembre 2019, l'ONUDC n'avait aucun passif éventuel.

Note 31

Événements postérieurs à la date de clôture

173. La date de clôture des comptes du présent exercice est le 31 décembre 2019, et la Directrice exécutive de l'ONUDC a autorisé la publication de ces états financiers le 31 mars 2020, date à laquelle ils ont également été présentés au Comité des commissaires aux comptes. Toutes les informations utiles à l'établissement des états financiers ont été prises en considération dans le présent document.

174. En janvier 2020, l'OMS a déclaré que l'épidémie de COVID-19 constituait une situation d'urgence sanitaire publique. L'apparition et la diffusion de cette maladie ont eu des répercussions sur les entreprises et l'activité économique dans le monde entier.

175. À la date de signature des présents états financiers, l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée d'événement d'importance significative survenu depuis le 31 décembre 2019, dont les conséquences financières ne peuvent être mesurées ou évaluées de manière fiable pour l'instant. Cependant, l'ONUDC ne prévoit pas que la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur la capacité de l'organisation à poursuivre ses activités.

